



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent de la santé

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 030

Le mardi 23 juin 2020

Président : M. Ron McKinnon



Comité permanent de la santé

Le mardi 23 juin 2020

• (1100)

[Traduction]

Le président (M. Ron McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Bienvenue à la 30^e séance du Comité permanent de la santé de la Chambre des communes.

Conformément à l'ordre de renvoi du 26 mai 2020, le Comité reprend sa séance d'information sur la réponse canadienne à l'écllosion du coronavirus.

J'ai quelques consignes à vous transmettre afin d'assurer le bon déroulement de la séance.

L'interprétation de la présente vidéoconférence fonctionnera de manière assez semblable à celle des séances habituelles du Comité. Au bas de votre écran, vous avez le choix entre le parquet, l'anglais ou le français. Si vous vous exprimez dans les deux langues officielles, assurez-vous de changer de langue en fonction de celle que vous emploierez. Je vous invite à faire une petite pause lorsque vous passez d'une langue à l'autre.

Avant de prendre la parole, veuillez attendre que je vous nomme. Pendant les séries de questions, la personne qui pose la question indiquera à qui elle s'adresse. Quand vous êtes prêt à parler, cliquez sur l'icône du microphone pour l'activer.

Je vous rappelle que toutes les observations des députés et des témoins doivent être adressées au président. Lorsque vous n'avez pas la parole, votre micro devrait être en sourdine.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à notre premier groupe de témoins. Nous accueillons M. Lawrence Gostin, professeur à l'O'Neill Institute of Global Health Law de la Georgetown University, et directeur au Centre collaborateur de l'OMS pour le droit national et mondial sur la santé. Il témoigne à titre personnel. Nous accueillons aussi M. Jeremy Konyndyk, membre senior au Centre for Global Development.

Nous commençons avec M. Gostin, pour 10 minutes.

M. Lawrence Gostin (professeur, O'Neill Institute of Global Health Law, Georgetown University, et directeur, Centre collaborateur de l'OMS pour le droit national et mondial sur la santé, à titre personnel): Je vous remercie, monsieur le président. C'est un grand honneur d'être parmi vous.

Aujourd'hui, je suis venu discuter des dimensions internationales et des dimensions de gouvernance, en particulier du rôle de l'Organisation mondiale de la Santé et du rendement du Règlement sanitaire international.

Je travaille avec l'Organisation mondiale de la Santé depuis maintenant plus de 30 ans. Je suis également inscrit sur la liste d'ex-

perts du directeur général pour les comités du Règlement sanitaire international.

J'ai participé étroitement à la lutte contre de nombreuses épidémies et pandémies: sida, SRAS, SRMO, virus Ebola et, bien entendu, l'actuelle pandémie de COVID-19. Je vais donc vous faire profiter de mes nombreuses années d'expérience.

Je me considère comme un ami très proche de l'Organisation mondiale de la Santé, mais je suis aussi prêt à en assumer le rôle et être franc lorsque j'estime qu'elle aurait pu faire mieux ou qu'elle devrait faire mieux. Je vous présenterai un compte-rendu factuel et apolitique du travail de l'OMS, de mon point de vue, et de ce qu'elle peut faire mieux. Je vous demande de ne pas interpréter mes propos comme une déclaration politique, car l'Organisation mondiale de la Santé a beaucoup été utilisée à des fins politiques, en particulier par mon pays, les États-Unis, mais aussi par la Chine.

Essentiellement, l'Organisation mondiale de la Santé a essuyé de nombreuses critiques au cours de cette pandémie. Premièrement, elle a tardé à signaler l'apparition d'une nouvelle infection à coronavirus à Wuhan, dans la province du Hubei, en Chine. Deuxièmement, elle a mis du temps à informer les autres de la rapide transmission communautaire observée dans cette province. Troisièmement, au début de la pandémie, elle a recommandé de ne pas imposer de restrictions aux voyages et au commerce.

Au début de la pandémie, la Chine a indiqué à l'Organisation mondiale de la Santé que la transmission interhumaine de ce nouveau coronavirus était très limitée, voire inexistante. À l'époque, l'OMS a retransmis les données et les conclusions qu'elle avait reçues de la Chine. Avec le recul, on peut se demander si l'OMS aurait dû agir différemment. Au plus, elle aurait pu indiquer qu'elle ne faisait que fournir les données qu'elle a reçues de la Chine, mais sans avoir eu l'occasion de les valider en toute indépendance.

Le Dr Tedros, le directeur général, a pris la décision — une décision que je respecte et que je trouve admirable — de pousser la Chine de l'intérieur, discrètement et avec diplomatie, mais sans la critiquer publiquement. Il devrait être très clair qu'en vertu du droit international, de la constitution de l'Organisation mondiale de la Santé et du Règlement sanitaire international, l'OMS n'avait pas le pouvoir d'exiger de la Chine qu'elle rapporte fidèlement les faits. Elle n'avait pas le pouvoir d'aller en sol chinois sans l'autorisation de la Chine. Par conséquent, il est tout à fait injuste de critiquer l'Organisation mondiale de la Santé à cet égard, alors qu'elle n'en avait pas reçu le mandat de la communauté internationale.

Pour l'avenir, à l'instar de bon nombre de mes collègues — y compris ceux qui travaillent dans le domaine du droit de la santé publique et mondiale au Canada —, j'ai diverses propositions qui pourraient considérablement améliorer la situation et donner à l'OMS les pouvoirs et l'autorité dont elle aura besoin advenant une nouvelle crise terrible de ce genre.

• (1105)

Il en va de même pour la transmission communautaire. L'OMS n'avait aucun moyen de vérifier de façon indépendante les informations fournies par la Chine à cet égard.

Il y a ensuite eu la question des voyages. Essentiellement, pour le meilleur ou pour le pire — et nous pouvons en discuter — les frontières ont été fermées à l'échelle mondiale en raison de la COVID-19. Au début, toutefois, l'OMS s'est prononcée contre les restrictions de voyage, même si de nombreux pays l'avaient déjà fait. Après l'épidémie de SRAS, lorsque le Canada a contribué à la réforme du Règlement sanitaire international, il a fallu établir un équilibre entre la santé publique, le commerce et les voyages, et les droits de la personne. Le Canada était préoccupé, à juste titre, puisque certains pays avaient imposé trop rapidement des restrictions au commerce et aux voyages pendant l'épidémie de SRAS. On a vu la même chose lors de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

De nombreuses épidémies ont entraîné l'imposition de restrictions nuisibles et inutiles visant les voyages et le commerce. Dans le cas présent, les restrictions de voyage étaient probablement justifiées, mais à l'époque, l'OMS respectait le Règlement sanitaire international comme il devait l'être.

J'aurais peut-être fait les choses différemment à certains égards, mais j'ai peine à croire qu'il serait acceptable, en pleine pandémie, que certains pays cherchent à jeter le blâme et lancer des accusations de façon à nuire à la primauté du droit à l'échelle internationale et aux institutions internationales qui revêtent une importance cruciale pour nous, comme l'Organisation mondiale de la Santé.

L'OMS n'est pas parfaite, mais nous pouvons l'améliorer, collectivement. La raison pour laquelle je suis si heureux de comparaître au Comité permanent de la santé de la Chambre des communes est que j'ai une grande admiration pour le rôle de chef de file du Canada sur la scène internationale. Vous avez été un véritable phare, et j'ai un lien étroit avec votre pays: mon fils est né à l'Université McMaster et il est citoyen canadien. En outre, j'entretiens des liens très étroits avec mes collègues au Canada.

Alors que nous essayons de créer une unité dans le monde en plein chaos, au milieu de théories du complot sur les origines du virus et d'accusations mutuelles entre les superpuissances, nous devons unir nos efforts, plus que jamais, car nous sommes engagés dans la série d'actions la plus lourde de conséquences de notre vie, la course au vaccin contre la COVID-19.

La communauté internationale doit veiller à l'innocuité du vaccin. Il importe donc d'éviter les raccourcis et de ne pas négliger les questions d'éthique. Il faut aussi veiller à la distribution équitable et juste du vaccin partout dans le monde afin d'éviter les situations qu'on a vues avec l'équipement de protection individuelle, les trousseaux de dépistage et les ventilateurs, qui ont fait l'objet d'une course à la propriété intellectuelle. Je considère les vaccins et les produits thérapeutiques pour la COVID-19 comme un bien public mondial, et je compte sur le rôle de chef de file Canada sur la scène internationale..

J'estime que c'est un grand honneur de comparaître devant vous. C'est avec plaisir que je répondrai à vos questions.

• (1110)

Le président: Merci, monsieur Gostin.

Nous passons maintenant à M. Konyndyk. Allez-y; vous avez 10 minutes.

M. Jeremy Konyndyk (membre senior, Centre for Global Development): Merci beaucoup.

Pour faire écho au propos de M. Gostin, c'est un réel plaisir et un privilège de discuter avec vous aujourd'hui. J'ai également des liens avec le Canada. Ma mère a grandi à Hamilton et j'ai encore beaucoup de famille en Ontario. C'est vraiment agréable de discuter avec vous tous.

J'aimerais parler brièvement de mon parcours et de ma façon d'aborder ces questions.

J'ai travaillé dans le milieu des interventions en cas de catastrophe et de l'aide humanitaire et je suis intervenu dans de nombreuses crises sanitaires au fil des ans. Surtout, j'ai dirigé l'équipe d'intervention internationale en cas de catastrophe pour le gouvernement américain lors de l'épidémie d'Ebola, en 2014 et 2015, et j'ai joué un rôle déterminant dans l'orientation de la réponse du gouvernement américain à cette épidémie.

J'ai alors participé à la réforme de l'action d'urgence de l'OMS et conseillé la directrice générale de l'époque, Mme Margaret Chan, sur les réformes mises en œuvre après l'épidémie d'Ebola. Au cours des quatre dernières années, j'ai siégé, avec la Dre Theresa Tam, du Canada, à l'organisme de surveillance indépendant chargé de superviser et de conseiller les États membres sur la mise en œuvre des réformes par l'OMS. J'ai été un témoin privilégié des échecs et des lacunes de l'OMS lors de la crise du virus Ebola en 2014, et de sa gestion de l'actuelle éclosion, ou pandémie, et de nombreuses autres crises dans l'intervalle.

Je tiens à préciser que je m'exprime aujourd'hui à titre personnel. Je ne m'exprime ni au nom du comité de surveillance ni au nom de l'OMS, sauf si je l'indique très clairement.

On m'a demandé de parler de divers aspects, notamment certaines leçons émergentes liées à la COVID-19 dans le monde, en particulier dans les pays en développement; l'efficacité de l'OMS; le soutien requis à l'avenir dans les pays en développement.

J'aimerais d'abord faire quelques observations sur ce qu'on voit partout dans le monde, à mon avis. Dans de nombreux pays, on constate que les mesures de distanciation sociale ont fonctionné, mais qu'elles sont difficiles à maintenir. Plus particulièrement, les mesures de distanciation les plus rigoureuses sont très difficiles à maintenir sur les plans économique, politique et social. Je dirais que nous passons d'une étape caractérisée par l'imposition généralisée de mesures de distanciation par les gouvernements à une étape dans laquelle ces mesures doivent être adoptées volontairement, collectivement et individuellement, que les gouvernements les imposent ou non.

On constate que le virus reprend du terrain partout où les gens ont baissé la garde. On le voit en temps réel en ce moment même aux États-Unis. Certains des États peu touchés au début l'ont échappé belle, et les autorités ont conclu que l'État était à l'abri et ont commencé à assouplir leurs mesures. Aujourd'hui, nous constatons des hausses fulgurantes du nombre de cas en Floride, au Texas, en Arizona et dans certains autres États du sud, ainsi que dans certaines régions du sud de la Californie, où les mesures ont été assouplies trop tôt.

Je ne pense pas qu'on puisse retourner à une situation où il suffit que les gouvernements imposent des mesures du haut vers le bas. Il faut que la population adopte ces mesures, qu'elle se les approprie. À ce moment-là, le rôle du gouvernement ne sera plus d'imposer des mesures, mais de communiquer efficacement avec la population, et les autorités de santé publique devront faire de même. Je pense que les pays qui ont le mieux réussi à communiquer clairement et à établir une relation de confiance avec la population ont obtenu les meilleurs résultats et s'en sortiront le mieux. Les pays où la confusion et la méfiance auront été plus grandes connaîtront les pires résultats.

En ce moment, les deux pays qui affichent le pire bilan sont les États-Unis et le Brésil, et dans ces deux pays, les communications entre le gouvernement et le public ont été atroces et il y a eu beaucoup de confusion et de méfiance.

Les pays qui ont le mieux réussi à communiquer clairement — et je pense que le Canada a fait un meilleur travail, selon mes observations — ont fait mieux et s'en sortiront mieux. J'y reviendrai sous peu, lorsque je traiterai des pays en développement de façon plus détaillée.

Concernant l'efficacité de l'OMS, je suis tout à fait d'accord avec tout ce que M. Gostin a dit. J'ai pu observer de près le travail catastrophique de l'OMS dans les premières phases de la réponse à l'épidémie d'Ebola de 2014, en Afrique de l'Ouest. Je dirais, par rapport à son rôle dans la crise actuelle, que c'est le jour et la nuit. À l'époque, l'OMS n'avait pas une bonne capacité d'intervention en cas d'urgence. Ses dirigeants n'avaient pas pris la menace au sérieux dès le début, et ses bureaux nationaux étaient désengagés et inattentifs. Il y avait des problèmes à tous les échelons de l'organisation.

À mon avis, ce qu'on voit maintenant est très différent. L'organisation était pleinement engagée dès le début. Quelques jours après avoir reçu la confirmation officielle de l'épidémie par la Chine, l'OMS a transmis des directives techniques à l'intention de tous les États membres. Ces directives étaient en grande partie fondées sur des maladies comme le SRAS et la grippe — des maladies parallèles déjà observées —, car on manquait alors de données sur ce virus, ce qui n'est pas rare dans le cas d'un nouveau virus. Il y a toujours une incertitude inhérente lors de la phase initiale de l'émergence d'un nouveau virus.

Comme M. Gostin l'a déjà indiqué, les premiers rapports de la Chine ont posé de réels problèmes. Je pense que les difficultés de l'OMS à gérer ce problème n'étaient pas liées à son efficacité, mais plutôt à ce qu'elle était autorisée à faire.

Le Règlement sanitaire international accorde peu de latitude à l'OMS quant à ce qu'elle peut affirmer au-delà de ce que les États membres lui rapportent. Je pense que les rapports de l'OMS lors des premières phases étaient... Si vous lisez un peu entre les lignes, c'était sans doute une façon de se protéger, parce qu'elle savait que

les informations qu'elle obtenait de la Chine n'étaient peut-être pas complètes.

Le tableau s'est précisé, et dans environ trois semaines après la confirmation de la Chine, le bureau chinois de l'OMS a été autorisé à effectuer une mission à Wuhan et à mener une enquête sur le terrain. Immédiatement après, c'est-à-dire les 20 et 21 janvier, l'OMS a confirmé la transmission interhumaine. Une journée ou deux plus tard, elle a convoqué le Comité d'urgence pour déterminer s'il était nécessaire de déclarer qu'il s'agissait d'une urgence de santé publique de portée internationale.

• (1115)

À ce moment-là, l'OMS a présenté un portrait du virus qui, essentiellement, est toujours valable aujourd'hui. Il s'agit d'un nouveau coronavirus respiratoire se transmettant efficacement d'une personne à l'autre et ayant un taux de reproduction ou un facteur de transmissibilité supérieur à celui de la grippe saisonnière. Il est considérablement plus grave et présente indéniablement un taux de mortalité de loin supérieur à celui de la grippe saisonnière. Ce premier portrait du virus est extraordinairement effrayant.

Une autre semaine après cette réunion, l'OMS a pris la décision de déclarer une urgence de santé publique de portée internationale, le plus haut niveau d'alerte créé pour l'OMS par les États membres dans le Règlement sanitaire international. L'OMS a alors employé l'instrument d'alerte le plus percutant à sa disposition et a fourni un portrait du virus encore valable aujourd'hui.

Cela aurait dû être très alarmant, mais nous avons constaté que les États ont réagi de multiples façons. Certains pays, notamment les pays d'Asie de l'Est qui avaient déjà connu le SRAS, ont pris la situation très au sérieux et ont immédiatement commencé à mettre en œuvre des mesures très draconiennes. La Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, le Japon, la Thaïlande et le Vietnam ont tous pris des mesures très rapides et ont commencé à intensifier leurs efforts de dépistage et à mettre en place des mesures de distanciation, etc. L'Europe de l'Ouest et la plupart des pays des Amériques ne l'ont pas fait. Les divers pays avaient tous les mêmes informations de l'OMS, mais agissaient très différemment.

C'est plus représentatif de ces pays que de l'OMS, à mon avis, mais je pense que cela reflète aussi autre chose. Dans son rapport du mois dernier, le comité auquel je siége met en évidence quelques nouvelles tendances qui se dégagent pendant cette période, notamment l'importance de cerner les échecs et les faiblesses. Quelles sont les choses pour lesquelles l'OMS, en tant que secrétariat et institution, n'a pas eu de bons résultats? Il y en a, mais je pense que l'organisme a bien géré la situation, en général. Quelles défaillances étaient liées aux réactions des pays à l'égard des informations fournies par l'OMS? Je pense que de nombreux pays ont été beaucoup trop insouciantes en supposant que ce problème ne concernait que la Chine et ne les toucherait pas. Quels problèmes sont liés au Règlement sanitaire international? Pour quels problèmes la capacité de l'OMS d'intervenir davantage ou d'être plus forte et plus directe a-t-elle été limitée ou inhibée en raison des limites qui lui ont été imposées par les États membres dans le cadre du Règlement sanitaire international? Je pourrais en parler plus en détail, mais je suis d'accord avec certains des points soulevés précédemment par M. Gostin.

Dans le rapport du comité, nous avons également noté que l'urgence de santé publique de portée internationale que peut invoquer l'OMS est un instrument beaucoup trop grossier. C'est un outil binaire, sans nuances inhérentes, qu'il soit activé ou désactivé. L'urgence peut être déclarée dans une situation comme celle-ci, une pandémie qui menace le monde entier et qui pourrait faire des millions de victimes, mais aussi pour quelque chose comme l'épidémie d'Ebola qui sévit dans l'est du Congo depuis deux ans, qui a tué 2 000 personnes et qui ne s'est pas vraiment propagée à l'extérieur de cette sous-région d'Afrique.

Ce genre d'outil couvre un large éventail de crises sanitaires. Il faut un plus grand nombre de catégories de façon à aider les États à mieux interpréter ces signaux pour déterminer le degré de menace auquel ils sont confrontés lors d'une déclaration d'urgence.

Nous avons aussi constaté que les réformes adoptées après l'épidémie d'Ebola ont été efficaces, même si elles étaient fondées sur un autre type de crise. Elles étaient fondées sur la crise de l'Ebola de 2014 et sur les diverses urgences humanitaires dans lesquelles l'OMS intervient habituellement. Une crise de cette ampleur a considérablement sollicité les ressources et la capacité de l'OMS, qui n'a pas toujours su gérer aussi bien qu'on l'aurait voulu les compromis à faire sur le plan des capacités, surtout pour ce qui est de tenir à jour un ensemble d'orientations et de recommandations techniques pour les pays. C'est le dernier point que je souhaite aborder.

Passons maintenant aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Je pense que l'OMS et des organismes comme le Center for Disease Control, CDC, aux États-Unis ont tardé à adapter la stratégie et les orientations, surtout conçues pour les pays riches, pour les pays moins nantis. L'une des caractéristiques intéressantes de cette épidémie, c'est qu'elle a d'abord surtout touché les pays riches. La Chine est un pays riche doté d'un système de santé très avancé. La pandémie a ensuite frappé l'Italie, puis l'Espagne et enfin les États-Unis. Tous ces pays ont de grandes capacités en matière de soins cliniques, et ont beaucoup de ressources pour intensifier le dépistage et maintenir des mesures de distanciation et de confinement à grande échelle.

• (1120)

C'est rarement le cas dans les pays en développement. À la mi-mai, l'OMS, en collaboration avec le reste de l'appareil des Nations unies, a publié de très bonnes orientations à ce sujet. Elles auraient dû être publiées plus tôt; ce retard découle en partie d'un problème de capacité à l'OMS. Par conséquent, beaucoup de pays à faible revenu ont eu de la difficulté à déterminer la stratégie à adopter, car ils n'avaient pas vraiment les moyens d'acquiescer plus de ventilateurs, de faire des tests à grande échelle et d'accroître la production d'EPI. En outre, il est très difficile de maintenir le confinement lorsque vous avez une importante économie parallèle ou souterraine.

Un autre point que je tiens à souligner concernant les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire est le suivant: une part infime de l'argent parvient aux organisations locales et de première ligne. Cette semaine, j'ai publié un article qui porte sur les flux de l'aide humanitaire liés à la COVID-19, qui s'élèvent maintenant à environ 2,5 milliards de dollars en réponse aux appels humanitaires mondiaux liés à la pandémie. Sur ce montant, moins de 2 millions de dollars sur 2,5 milliards seraient allés directement à des organismes locaux de première ligne.

C'est là courir droit à l'échec, car, comme je l'ai indiqué, nous sommes à la croisée des chemins: nous devons passer d'une réponse qui relève du gouvernement à une réponse qui appartient à la collectivité et qui est dirigée par elle. Si plus de 99 % de l'argent va aux organisations internationales et aux partenaires internationaux, et que la communauté locale et les groupes locaux ne reçoivent que de vulgaires miettes, ce sera difficile.

Je vais m'arrêter là.

Merci.

C'est avec plaisir que je répondrai à vos questions.

• (1125)

Le président: Merci, monsieur Konyndyk.

Nous passons maintenant à la première des deux séries de questions, en commençant par Mme Jansen.

Madame Jansen, la parole est à vous pour six minutes.

Mme Tamara Jansen (Cloverdale—Langley City, PCC): Merci beaucoup.

J'aimerais d'abord poser des questions à M. Gostin.

Le Canada n'a pas imposé une interdiction de voyage au début de la pandémie, conformément aux recommandations de l'OMS. Dans un article que vous avez publié dans *The Lancet* le 13 février, vous avez affirmé que le Canada était légalement tenu de suivre cette recommandation alors qu'en réalité, ce n'est pas le cas.

Quelle pression l'OMS a-t-elle exercée sur le Canada pour qu'il respecte cet accord non contraignant au détriment de la santé publique des Canadiens?

M. Lawrence Gostin: Le Règlement sanitaire international est un traité ayant force exécutoire, et le Canada est l'un des signataires, mais vous avez tout à fait raison de dire que lorsque l'OMS fait des recommandations et qu'elle déclare une urgence de santé publique de portée internationale, ces recommandations sont uniquement des recommandations. Toutefois, elles ont une importante force normative et, par conséquent, nous nous attendons à ce que les pays les prennent très au sérieux.

Vous avez probablement raison. Il n'est probablement pas vrai qu'il était juridiquement et officiellement tenu de la respecter, car le libellé du Règlement sanitaire international précise qu'il s'agit de recommandations.

Mme Tamara Jansen: Simple curiosité, avez-vous entendu parler d'un État membre qui ait porté plainte en vertu de l'article 56 contre un autre État membre pour avoir instauré des restrictions de voyage en raison de la COVID-19?

M. Lawrence Gostin: Non, car essentiellement, nous ne veillons pas beaucoup à l'application ou au respect des recommandations de l'OMS.

Mme Tamara Jansen: C'est justement ce qui me préoccupe. Si l'OMS et les gens qui travaillent avec cet organisme laissent entendre qu'il y a une obligation juridique, et que nous avons par conséquent suivi ces recommandations, cela a nui à la santé des Canadiens, en fait.

Prenez la Corée du Sud et Taïwan; ces deux pays ont fait beaucoup mieux que le Canada. Ils ont imposé des restrictions de voyage le 4 février et le 7 février, respectivement, ce qui était contraire aux recommandations de l'OMS, tandis que le Canada a attendu au 16 mars.

Regardez la Corée du Sud: elle avait 5,4 morts par million d'habitants. Taïwan avait un total de seulement sept morts, tandis que le Canada, en comparaison, comptait 228 morts par million d'habitants. N'êtes-vous pas d'avis qu'il s'agit d'une statistique désastreuse pour un pays industrialisé?

M. Lawrence Gostin: Ce n'est pas idéal, mais je n'irais pas jusqu'à blâmer l'Organisation mondiale de la Santé pour le taux de décès au Canada, absolument pas. Je connais bien l'OMS. Il est très, très peu probable que l'OMS ait exercé d'énormes pressions sur le Canada.

Rappelez-vous que le Canada a été l'un des principaux promoteurs d'un Règlement sanitaire international visant à établir un équilibre entre la santé publique, et le commerce et le voyage. Pendant et après la crise du SRAS, le Canada était très préoccupé, à juste titre, du grand nombre de restrictions de voyage imposé...

Normalement, le voyage...

• (1130)

Mme Tamara Jansen: L'affaire, c'est que des restrictions de voyage auraient vraiment permis de sauver des vies canadiennes. Je pense que c'est ce qu'on peut déduire des fermetures des frontières en Corée du Sud, à Taïwan et dans beaucoup d'autres pays.

M. Lawrence Gostin: Non, je ne suis pas d'accord avec cette affirmation. J'ai travaillé très étroitement avec Taïwan, la Corée du Sud et d'autres à la préparation de plans d'intervention, et la raison pour laquelle ils ont obtenu de bons résultats...

Mme Tamara Jansen: Selon M. Sam Ellis, le chef du bureau de Bloomberg News à Taipei, l'isolement de Taïwan par rapport à l'OMS a aidé le pays en l'obligeant à s'en remettre à son propre jugement sur les questions de santé. Le pays refusait les navires de croisière et effectuait des contrôles sanitaires dans les aéroports alors que l'OMS assurait les autorités que les risques étaient faibles.

M. Lawrence Gostin: Non, le...

Mme Tamara Jansen: Convenez-vous que la Corée du Sud et Taïwan ont bien mieux réussi à contenir le virus que les pays qui ont suivi les recommandations de l'OMS?

M. Lawrence Gostin: Oh, non, ils suivaient les recommandations de l'OMS à la lettre. Vous vous concentrez sur le voyage. Pourquoi Taïwan et la Corée du Sud, un membre de l'OMS...

Mme Tamara Jansen: Il y avait aussi les masques, n'est-ce pas? Selon ce que disait l'OMS, beaucoup de choses ne fonctionnaient pas.

M. Lawrence Gostin: Je dois...

Mme Tamara Jansen: Je sais que la Dre Tam nous disait de ne pas porter de masques, car ils n'aidaient pas...

Le président: Madame Jansen, pourriez-vous laisser le témoin répondre, s'il vous plaît?

M. Lawrence Gostin: La Corée du Sud, Taïwan et d'autres pays ont principalement composé avec cette crise en menant d'entrée de jeu des campagnes de dépistage massives et des enquêtes de recherche de contacts très agressives, y compris l'utilisation d'applica-

tions sur téléphones intelligents, et en imposant le confinement et la quarantaine. J'ai travaillé en extrême collaboration avec la Corée du Sud et Taïwan à cet égard, et c'est ainsi que cela a fonctionné. Ce n'était pas lié aux voyages...

Mme Tamara Jansen: Vous laissez entendre que c'était seulement la recherche de contacts. Fermer les frontières n'aurait fait aucune différence. C'est ce que vous dites. Je suppose alors que la question qui se pose est de savoir si cela est exact. Ce que je vous dis, c'est que cela pourrait être incorrect.

Je sais que le Vietnam a imposé des restrictions de voyage le 1^{er} février et qu'il n'a enregistré aucun décès en raison du coronavirus.

M. Lawrence Gostin: Non, je ne dis pas que les restrictions de voyage n'auraient pas été utiles au départ. À ce moment-là, nous avions affaire à un nouveau virus. La plupart du temps, les restrictions de voyage n'étaient pas utilisées. Je pense que nous n'avons tout simplement pas les preuves nécessaires pour formuler des hypothèses solides. Cela dit, nous savons que les tests, la recherche des contacts, l'isolement, la quarantaine et le port universel du masque sont très efficaces. Nous devons...

Mme Tamara Jansen: Vous laissez entendre que nous n'avons pas assez de données scientifiques, et pourtant le Vietnam a assez de données pour maintenir à zéro son nombre de décès. Comment expliquez-vous cela, alors que nous sommes à 228 morts par million d'habitants?

M. Lawrence Gostin: Eh bien, franchement...

Mme Tamara Jansen: Nous avons notre propre...

Le président: Madame Jansen, veuillez laisser le témoin répondre, s'il vous plaît.

M. Lawrence Gostin: Vous savez, franchement, certains pays — surtout les États-Unis, et moins le Canada — n'ont pas pris la chose suffisamment au sérieux, en ce sens qu'ils n'ont pas vraiment exploité leurs capacités en matière de santé publique. Beaucoup de pays qui ont vécu l'expérience du SRAS ont très, très bien réussi, comme vous l'avez dit. Singapour serait un autre exemple.

Je pense que ce que je n'accepte pas, c'est la teneur de vos propos. Jeter le blâme à une institution comme l'Organisation mondiale de la Santé n'est pas la solution.

Mme Tamara Jansen: Je pense que je dois contester cette affirmation...

Le président: Merci, madame Jansen. Votre temps est écoulé.

Monsieur Powlowski, la parole est à vous pour six minutes.

M. Marcus Powlowski (Thunder Bay—Rainy River, Lib.): Merci à vous, formidables témoins. Je suis heureux de voir que vous avez tous deux un lien avec Hamilton. Vous confirmez l'affirmation du député Bob Bratina, qui disait qu'en réalité, le monde tourne autour de Hamilton.

Il est à espérer que le monde ressortira uni de la crise de la COVID-19, car après tout, peu importe la région du monde où nous sommes — sauf peut-être dans certains endroits du Pacifique Sud —, nous vivons tous les mêmes choses. Nous sommes tous obligés de pratiquer la distanciation et de porter un masque en public. Les gens restent à la maison et s'inquiètent de la santé de leurs parents âgés, et se demandent quand ils recommenceront à avoir un revenu. Cela devrait unir l'humanité, mais en fait, certains laissent entendre que cela nuit à la mondialisation et mine notre sens commun d'humanité.

Les frontières se ferment. Nous essayons de mettre en place des chaînes d'approvisionnement à l'échelle nationale au lieu de dépendre de pays étrangers. Nous considérons que les maladies viennent d'ailleurs et nous touchent.

De toute évidence, la mondialisation a beaucoup contribué à rendre le monde meilleur. Avant, tant de gens vivaient dans une pauvreté abjecte. On observait beaucoup de pauvreté extrême dans certains pays comme le Mexique, la Chine et l'Inde, alors que maintenant, c'est plutôt rare grâce à la mondialisation.

De même, le monde a connu une paix relative et un nombre limité de conflits internationaux depuis la création des Nations unies en 1945. Je suis préoccupé par un possible fractionnement de l'humanité, un manque d'unité, après la pandémie de COVID-19. Cela nous sépare au lieu de nous rapprocher.

Ma première question aux témoins est la suivante: est-ce le cas, à votre avis? Sur le plan de la mondialisation serons-nous plus unis ou moins unis en sortie de crise?

Deuxièmement, que peut faire le Canada pour s'assurer que nous en sortirons plus unis et plus forts, que nos institutions internationales seront plus fortes, et non plus faibles, et que nous ne retournerons pas dans un monde comme celui qui existait avant 1945?

• (1135)

M. Lawrence Gostin: Monsieur Konyndyk, voulez-vous répondre à la question, ou dois-je répondre?

M. Jeremy Konyndyk: Je serai ravi d'offrir une première piste de réponse.

Je pense que c'est là un risque bien réel. Jusqu'à présent, l'un des aspects vraiment frappants de cette crise — contrairement à, disons, l'épidémie d'Ebola de 2014-2015 —, c'est tout simplement l'absence d'un sentiment d'effort commun à l'échelle mondiale. Bien franchement, j'estime que cette situation est attribuable, en partie, aux agissements de mon propre pays. Selon moi, le gouvernement américain a géré le tout de façon très insulaire. D'habitude, on s'attend à ce que le gouvernement américain essaie de prendre les devants et de mobiliser ce genre d'effort mondial, mais cela n'a pas été le cas. C'est à l'image de certaines tendances générales qui se dessinent un peu partout dans le monde, ce qui est bien malheureux et, comme vous l'avez dit, c'est quelque chose de très rare.

Nous faisons tous face à un ennemi commun, d'où la nécessité d'une approche commune. Nous ne pourrions pas vaincre le virus ou en être vraiment à l'abri, où que nous soyons, tant que nous n'aurons pas maîtrisé la situation partout dans le monde.

Je crois que cela rejoint la question précédente sur l'interdiction de voyage. L'une des préoccupations qui s'y rattachent, comme en témoignent les études sur le sujet, c'est que les interdictions de voyage vous font gagner, au mieux, deux à quatre semaines de pré-

paration. Elles ne vous accordent pas une protection permanente. Elles retardent probablement l'arrivée d'une épidémie dans un pays, mais elles ne l'empêchent pas. À moins qu'il s'agisse de la Nouvelle-Zélande ou des Fidji, ces interdictions ne vont pas prévenir une épidémie.

L'utilité d'une interdiction de voyage, le cas échéant, c'est qu'elle permet de retarder légèrement l'arrivée de l'épidémie pour que vous puissiez vous y préparer, mais cet incident aura quand même lieu. Je crois qu'à ce stade-ci, aucun pays n'a été épargné. Dans un pays comme le Canada ou les États-Unis, ou peu importe, nous ne pouvons pas compter sur les restrictions de déplacement pour assurer notre sécurité. Nous devons enrayer la pandémie à l'intérieur de nos frontières, tout en nous efforçant de l'éliminer à l'étranger, car tant que ces...

Chaque pays sera exposé à un risque important d'ici à ce qu'un vaccin soit créé. Tant qu'il y aura des flambées un peu partout dans le monde, nous courrons le risque d'y être exposés à nouveau. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé en Corée du Sud et en Chine. La plus grande menace — ou, plutôt, une des menaces importantes — pour ces deux pays, depuis qu'ils ont repris en main la situation, c'est le rétablissement des voyages.

Je crois que nous avons raison. Si nous voulons être en mesure de remettre l'économie sur les rails, nous devons pouvoir rétablir les voyages internationaux. Environ 10 % du PIB mondial dépend des voyages ou du tourisme. C'est un coup dur. Il y aura vraiment de lourdes conséquences, surtout si nous devons attendre deux ou trois ans avant qu'un vaccin soit facilement accessible, ce qui fera beaucoup de tort au secteur des voyages internationaux. La meilleure façon de nous y prendre, c'est d'enrayer la pandémie partout, et ce, dans le cadre d'un effort mondial. Aucun pays ne pourra en venir à bout en faisant cavalier seul.

M. Lawrence Gostin: J'approuve tout ce que M. Konyndyk vient de dire sur la réaction actuelle à la COVID et la nécessité de faire front commun. Je crois que c'est tout à fait essentiel.

M. Powlowski a posé une question sur le monde de l'après-COVID. Cette question m'intéresse beaucoup parce qu'un jour, tout cela sera chose du passé. À quoi ressemblera le monde, et quel sera le rôle du Canada dans un tel contexte? C'est vraiment important. Vivrons-nous dans un monde plus fragmenté? Est-ce que cela affaiblira ou sapera les institutions internationales ou les traités internationaux? Les droits de la personne seront-ils affaiblis? Assisterons-nous, dès la première flambée, à des mesures de confinement à grande échelle, à des mises en quarantaine massives et à des restrictions de voyage et de commerce?

Nous sommes déjà passés par là. En effet, cela ne fonctionne pas. Je lance donc un appel au Canada, qui représente pour moi, de l'autre côté de votre frontière du Sud, le pays auquel, bien franchement, j'aimerais parfois que les États-Unis ressemblent: un pays qui s'engage à l'échelle mondiale, un pays qui prend les devants, qui parle de droits de la personne, d'échanges commerciaux, de voyages, de mondialisation et de primauté du droit. C'est ce que je veux voir, et nous avons un choix à faire dans le monde. Nous pouvons emprunter une voie — celle qui consiste à tout fermer, à adopter une démarche nationaliste et à nous bomber le torse comme le font beaucoup de chefs puissants —, ou nous pouvons coopérer.

À vrai dire, si la COVID nous a appris quoi que ce soit, c'est que nous sommes tous dans le même bateau et que nous devons travailler ensemble. Cet esprit de collaboration sera encore plus important dans le cadre de nos efforts pour mettre au point des vaccins et des traitements.

• (1140)

Le président: Merci, monsieur Gostin.

[Français]

Monsieur Thériault, vous disposez de six minutes.

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Gostin, monsieur Konyndyk, je suis très heureux de pouvoir discuter avec vous aujourd'hui. Compte tenu de tout le contenu que vous nous avez révélé tantôt, j'aimerais discuter avec vous pendant six heures. Malheureusement, je n'ai que six minutes. Je vous invite d'ailleurs à déposer des documents liés à votre réflexion sur les questions que nous vous posons. Votre témoignage est très précieux pour nous, qui sommes à la recherche de solutions.

Voici la première question sur laquelle j'aimerais entendre ce que vous avez à dire tous les deux. Alors que la Chine continentale était aux prises avec une contagion fulgurante, très peu de gens pensaient que les États-Unis d'Amérique deviendraient le plus grand foyer d'infection sur la planète.

Compte tenu de votre grande expérience en matière de pandémie à l'échelle mondiale et de votre connaissance des systèmes de santé et des régimes, aviez-vous prévu l'ampleur de la pandémie qui frappe nos voisins des États-Unis, avec qui nous partageons une très grande frontière.

Quelles sont, d'après vous, les principales raisons qui expliquent cela?

[Traduction]

M. Lawrence Gostin: Monsieur Konyndyk, voulez-vous répondre en premier, ou préférez-vous que ce soit moi? Les deux me conviennent.

M. Jeremy Konyndyk: Je serai heureux d'intervenir en premier, monsieur Gostin.

C'est vraiment une excellente question. L'une des choses que nous avons constatées dans de nombreux pays, c'est une sous-estimation du risque que présente cette maladie.

J'ai écrit un article d'opinion dans le *Washington Post*, publié le 4 février, dans lequel je préconisais une approche « sans regret ». J'ai invité le gouvernement américain et, en fait, le monde entier à examiner ce qui se passait alors à Wuhan, en Chine, et à se demander si une telle situation pouvait se produire ici. À mon avis, dès que nous avons vu le débordement des hôpitaux dans une métropole aussi riche que Wuhan, une ville de 11 millions d'habitants, dotée d'un système moderne de soins de santé, dans un pays relativement riche à revenu moyen supérieur, il y avait peu de raisons de croire que les pays développés — que ce soit en Amérique du Nord, en Europe occidentale, en Asie orientale ou ailleurs — seraient à l'abri.

J'estime qu'à tout le moins, chaque pays aurait dû se préparer, dès lors, à la possibilité que les conditions de Wuhan se manifestent sur son propre territoire. Il n'y avait aucune raison valable de penser que cela n'aurait pas lieu. Chaque pays aurait dû se poser deux

questions simples le 23 janvier, lorsque Wuhan a commencé à fermer sa frontière. Premièrement, une telle situation pourrait-elle survenir ici? La réponse, dans chaque pays, était clairement oui: si cela pouvait arriver à Wuhan, cela pouvait se produire n'importe où. Deuxièmement, sommes-nous prêts à une telle éventualité? Serons-nous prêts si cela se produit? Voilà en quoi consiste une approche « sans regret ».

Ce n'est pas l'approche qu'ont adoptée les États-Unis ni d'ailleurs la plupart des autres pays. Selon moi, il y avait une certaine pensée magique selon laquelle la crise qui sévissait en Chine resterait là-bas, mais ce raisonnement ne reposait sur aucun fondement scientifique.

Alors, oui, je m'attendais à ce qu'une telle situation se produise aux États-Unis. C'est pourquoi j'ai réclamé la prise de mesures préparatoires, et j'ai été déçu de voir que rien n'a été fait à cet égard.

• (1145)

M. Lawrence Gostin: Je trouve, moi aussi, que c'est une excellente question. Je vous remercie beaucoup de l'avoir posée, et ce, de façon si aimable.

Selon l'indice de sécurité sanitaire mondiale — un travail auquel M. Konyndyk et moi participons tous les deux —, les États-Unis se trouvent en tête de liste au chapitre des capacités sanitaires, et le Règlement sanitaire international exige que tous les pays renforcent les capacités essentielles de leur système de santé afin de pouvoir détecter rapidement les nouvelles éclosions et d'intervenir en temps opportun.

Il est tout à fait pertinent de se demander pourquoi des pays à revenu élevé en Amérique du Nord, en Europe et en Asie ont été si durement touchés. À mon avis, c'est parce que les systèmes de santé ne sont pas suffisants. Nous devons miser sur la préparation et la planification, et nous avons besoin de leadership pour agir. Comme le dit la première ministre de la Nouvelle-Zélande: « Agissons avec fermeté et avec célérité. » Ce n'est pas ce que nous avons fait. Les États-Unis, l'Europe et de nombreux autres pays n'ont certainement pas agi de la sorte.

J'aimerais revenir sur ce que M. Konyndyk a dit dans sa déclaration préliminaire. J'ai été très impressionné — à vrai dire, je suis toujours impressionné par les propos de M. Konyndyk — en ce qui concerne l'idée selon laquelle, comme je l'ai déjà dit, la confiance est un élément essentiel de la santé publique. Il faut gagner la confiance du public.

Je remarque qu'il y a un autre sujet dont nous n'avons pas discuté, à savoir le dénigrement populiste de la science et des experts. On le voit dans les attaques contre l'OMS, on le voit dans le dénigrement et la mise à l'écart des CDC aux États-Unis et, maintenant, du groupe de travail de la Maison-Blanche sur le coronavirus. Le même phénomène s'observe au Brésil et ailleurs.

Le leadership est important. Il nous faut donc deux éléments. Nous avons besoin d'un système de santé solide, mais nous devons aussi prendre ces questions au sérieux et rallier les gens autour d'un message cohérent de solidarité.

[Français]

M. Luc Thériault: Je vous remercie.

Le président: Merci, monsieur Thériault.

[Traduction]

Nous allons maintenant passer à M. Davies.

Monsieur Davies, vous avez six minutes.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Merci, monsieur le président, et merci aux deux témoins d'être là.

Monsieur Gostin, puis-je commencer par vous?

Vous avez récemment écrit ceci: « L'OMS a accompli tant de choses, en dépit de ses ressources financières dérisoires. Au sortir de la pandémie de COVID-19, il y a lieu de repenser l'OMS afin d'en faire une agence internationale plus forte et plus réactive. » Compte tenu des enseignements tirés de la COVID-19, quelles réformes vous paraissent nécessaires pour renforcer l'OMS?

M. Lawrence Gostin: J'ai cru que la question ne viendrait jamais. Je vous en remercie.

Il y a un certain nombre de points. Je proposerais d'abord un financement durable. Le niveau de financement actuel de l'Organisation mondiale de la Santé est inférieur à celui d'un grand hôpital américain, soit le quart du budget des CDC, et ce, malgré son mandat international.

Pire encore, l'OMS ne contrôle qu'environ 25 à 30 % des fonds dérisoires dont elle dispose dans le cadre son budget. Tout le reste est destiné à des projets de prédilection. Aucune organisation ne peut réussir quand elle est sous-financée à ce point-là et quand on ne lui donne pas le pouvoir discrétionnaire de concentrer ses ressources sur des priorités mondiales.

Le deuxième changement que j'apporterais en est un de nature fondamentale. Nous avons l'OMS que nous méritons parce que nous ne la soutenons pas politiquement. Nous la plaçons au milieu de questions et de luttes politiques. Je travaille actuellement en étroite collaboration avec des représentants de l'OMS, mais ils sont absorbés par d'autres préoccupations, et le moment est mal choisi. Bref, le deuxième changement serait d'assurer un appui politique.

Troisièmement, il faudrait renforcer la conformité au Règlement sanitaire international en donnant à l'OMS des outils de vérification indépendante, de telle sorte que nous puissions, au moyen de rapports d'État officiels, travailler en partenariat avec les pays pour mieux comprendre la situation sur le terrain et assurer une conformité aux recommandations de santé publique. Je suis conscient que les recommandations elles-mêmes ont été contestées.

Ensuite, il y a le processus de déclaration d'une urgence de santé publique de portée internationale.

Je le répète, l'OMS n'est pas parfaite. Cela peut parfois s'avérer très frustrant, mais l'OMS travaille vraiment fort, et nous devons en faire la meilleure organisation mondiale possible en matière de santé, au lieu de la démanteler.

• (11:50)

M. Don Davies: Merci.

Si je peux me permettre d'approfondir un peu la question du financement, dans un article de *Vanity Fair*, vous auriez déclaré que l'intention de l'administration Trump de se retirer de l'OMS serait « probablement la décision présidentielle la plus désastreuse de l'histoire moderne ».

Vous avez également dit dans un article récent que si les États-Unis devaient se retirer, la Fondation Bill et Melinda Gates pourrait

alors devenir la principale source de financement de l'OMS. Vous avez souligné que, si tel était le cas — c'est-à-dire si une fondation privée devenait la principale source de financement —, cela changerait la donne.

Je vais vous poser deux questions en une. Pouvez-vous expliquer pourquoi, à votre avis, la décision des États-Unis de se retirer serait si désastreuse, et quelles seraient les répercussions d'un budget financé, en grande partie, par une fondation privée?

M. Lawrence Gostin: Je crois que nous aurons peut-être bientôt droit à une déclaration du président des États-Unis sur cette question, et je ne suis pas libre de révéler des détails...

J'ai recueilli, jusqu'ici, plus de 1 000 signatures d'éminents spécialistes de la santé publique aux États-Unis, qui demandent au Congrès d'empêcher le retrait. À mon avis, tourner le dos à l'Organisation mondiale de la Santé serait la décision la plus désastreuse d'un président de l'histoire moderne. Je ne pensais jamais qu'une telle situation se produirait un jour dans mon pays. Je crois que cela affaiblirait non seulement l'ordre mondial, mais aussi la santé publique, et j'estime que la sécurité même des États-Unis serait davantage menacée.

Pour ce qui est de votre deuxième question — ce sont deux questions très pertinentes —, l'OMS est une organisation intergouvernementale. On l'a souvent appelée la démocratie mondiale de la santé, parce qu'elle fonctionne selon le principe « un pays, une voix » à l'Assemblée mondiale de la Santé. L'idée selon laquelle un bailleur de fonds privé... Même si j'admire beaucoup Bill et Melinda Gates — deux personnes remarquables, qui ont le cœur sur la main et qui dirigent une fondation extraordinaire —, nous ne pouvons néanmoins pas laisser une fondation privée, qui n'a pas de comptes à rendre, qui n'est pas transparente et qui a ses propres préférences, prendre des décisions qui pourraient influencer sur les priorités en matière de santé mondiale. Il faut que les pays prennent...

M. Don Davies: Monsieur le président, ai-je le temps de poser une dernière petite question?

Le président: Vous avez 20 secondes.

M. Don Davies: Enfin, monsieur Gostin, vous avez évoqué l'accessibilité des vaccins. Comment la communauté internationale peut-elle assurer une distribution équitable, à l'échelle mondiale, d'un éventuel vaccin ou produit thérapeutique contre la COVID-19 dans les mois et l'année à venir?

M. Lawrence Gostin: Je vous remercie beaucoup de cette question. Je vous ferai parvenir un article paru dans le *JAMA*, article dont je suis le coauteur et qui porte sur ce sujet précis.

L'idée, c'est que nous devons planifier le tout dès maintenant. J'aimerais que cette planification se fasse sous les auspices de l'Organisation mondiale de la Santé, de sorte que tous les pays s'engagent à ne pas fixer de prix sur la propriété intellectuelle issue de la concurrence et à partager équitablement le vaccin, mais ce travail pourrait aussi se faire sous l'égide du G7, du G20 ou des Nations unies.

Ce qu'il nous faut, selon moi, c'est une coalition, et j'estime que le Canada peut en assumer la direction et essayer de mobiliser les pays. Nous devons prévoir l'équité dès maintenant, avant que le vainqueur de la course soit connu. À l'heure actuelle, tout le monde est enclin à collaborer. Nous devons donc planifier une distribution équitable très tôt dans le processus.

Je vous remercie infiniment de ces questions. Je les trouve très utiles.

• (1155)

Le président: Merci, monsieur Davies. Voilà qui met fin à notre première série de questions.

Nous allons maintenant entamer notre deuxième série de questions. Monsieur Webber, vous avez cinq minutes.

M. Len Webber (Calgary Confederation, PCC): Merci, monsieur le président. J'invoque le Règlement.

M. Davies a posé toutes mes excellentes questions, alors vous me prenez de court. Mes questions ne seront peut-être pas aussi formidables que celles de M. Davies, mais je vous prie d'être indulgents.

Ma première question s'adresse à M. Konyndyk.

Vous avez dit avoir œuvré au sein du gouvernement et dirigé la réponse de l'administration Obama à l'écllosion du virus Ebola en 2014. Dans le récent documentaire *Frontline*, vous traitez des pressions politiques exercées sur les responsables de la santé publique et de la contrainte de minimiser les mauvaises nouvelles.

Le Canada est un pays fortement intégré qui dépend de sa relation étroite avec les États-Unis. Avez-vous des conseils à nous donner? Pouvons-nous nous fier au gouvernement américain pour obtenir des renseignements précis et détaillés quand nous devons prendre des décisions clés, comme la réouverture de la frontière aux déplacements non essentiels?

M. Jeremy Konyndyk: Il serait peut-être bon de revenir aux questions que vous aviez. Ce n'est pas une question facile. C'est une question très importante pour le Canada et, sincèrement, c'est une question importante pour les États-Unis.

Il est on ne peut plus clair que la pression politique vient restreindre les conseils en santé publique du gouvernement américain. C'est incontestable. Le président lui-même l'a pour ainsi dire admis.

On a demandé au président un peu plus tôt aujourd'hui s'il blaguait quand il a déclaré que le gouvernement devait réduire le nombre de tests de dépistage de la COVID-19, ce à quoi il a répondu qu'il ne blague jamais.

Il est évident que les responsables américains de la santé publique subissent des pressions politiques intenses. Mais, les Centers for Disease Control ou CDC et les National Institutes of Health ou NIH m'inspirent encore une grande confiance. Je crois que nous ne les entendons vraiment pas assez. J'ai confiance en ce que déclarent les représentants des CDC, des personnes comme Tony Fauci, mais je crois qu'une validation s'impose. Les CDC ne sont manifestement pas autorisés à s'exprimer en toute liberté. La dernière fois que nous avons entendu des représentants des CDC s'exprimer librement était à la fin février, quand la Dre Nancy Messonnier a déclaré que la vie des Américains serait sérieusement bouleversée. Cette déclaration a tellement vexé la Maison-Blanche que ses représentants ont passé des jours à faire machine arrière, mais la Dre Messonnier avait bien sûr tout à fait raison.

J'aimerais beaucoup que nous puissions de nouveau entendre ce genre de vérités sans fard de la part des CDC. Il y a très longtemps que ce n'est pas arrivé, et on sent que ses représentants sont littéralement bâillonnés pour des raisons politiques. Donc, je crois que l'idéal est de les valider. Simple pour conclure sur ce point, il faut valider ces déclarations par rapport à ce que disent les com-

mentateurs américains en santé publique en général et, selon moi, c'est ce que fait la population américaine à l'heure actuelle.

M. Lawrence Gostin: Vous constatez sans doute que M. Konyndyk et moi sommes foncièrement préoccupés par notre gouvernement et sa gestion de la situation de même que par la façon dont il muselle les scientifiques. C'est indéniable. En revanche, nous devons aussi citer les forces des États-Unis. Elles ne se trouvent pas à la Maison-Blanche. Elles sont dans la société civile, chez les lanceurs d'alerte, aux CDC, aux NIH, dans nos mesures communautaires. Je crois que nous avons des institutions solides, une société civile solide. Nous ne devons pas oublier que le président Trump ne parle pas au nom de toute l'Amérique, et qu'il y a beaucoup de personnes sensées aux États-Unis que nous pouvons écouter.

M. Len Webber: Merci de cette réponse.

Monsieur Konyndyk, dans votre conclusion, vous avez parlé un peu des fonds internationaux qui ne se rendent pas en première ligne. Sur 2,5 milliards de dollars, 2 millions sont versés aux organismes de première ligne. Où vont 99 % de ces fonds? Pouvez-vous nous donner des précisions, s'il vous plaît?

• (1200)

M. Jeremy Konyndyk: Oui, bien sûr. Je ne veux pas dire que les 2,5 milliards de dollars ne sont pas bien dépensés. Ils servent à du travail très important effectué par de grandes agences onusiennes, et une partie est remise par un ou plusieurs intermédiaires aux organismes locaux de première ligne. Le problème, c'est que cela ne devrait pas être la principale possibilité ou la seule possibilité. C'est une critique au sens large par rapport au financement du travail humanitaire, puisque c'est là que j'ai acquis mon expérience.

Les agences onusiennes font un travail d'une importance vitale et leur travail là-dessus est d'une importance vitale, mais elles ne sont pas seules. Ainsi, en les désignant comme les principales, pour ne pas dire les seules, destinataires du financement humanitaire lié à la COVID-19, ce qui est l'habitude au sein du système de l'aide humanitaire depuis de nombreuses années et qui est maintenant appliqué à cette crise, nous ne nous rendons pas service.

Habituellement, un certain réconfort vient avec l'allocation de fonds importants à l'ONU, parce que l'on sait que ces fonds seront bien utilisés. Je crois qu'il est très important pour les donateurs comme le Canada et les États-Unis de trouver des façons créatives et de prendre des risques inhabituels pour financer non seulement l'ONU, mais aussi ces organismes communautaires de première ligne qui ne reçoivent habituellement pas les fonds directement, qui doivent normalement transiger avec beaucoup d'intermédiaires. Ces organismes communautaires de première ligne vont effectuer un travail on ne peut plus vital.

D'après les leçons tirées de la gestion du virus Ebola en Afrique de l'Ouest, ces organismes étaient parmi les plus crédibles, les plus persuasifs et les plus engagés dans leur communauté. Nous devons veiller à ce qu'ils obtiennent le soutien dont ils ont besoin de groupes internationaux plus grands et mieux connus.

Le président: Merci, monsieur Webber.

M. Len Webber: Super. Merci.

Le président: La parole est maintenant à M. Fisher.

Monsieur Fisher, allez-y. Vous avez cinq minutes.

M. Darren Fisher (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Messieurs Konyndyk et Gostin, vous avez tous les deux déclaré que c'était un grand privilège de comparaître devant notre comité aujourd'hui. Je vous répondez que le privilège est plutôt pour nous. Je vous remercie d'être là aujourd'hui.

Quand je songe à la pandémie, quand je pense à la COVID-19, je vois les visages de la santé publique. Je songe plus particulièrement à l'importance de la Dre Tam, à l'importance de la relation du Canada avec l'Organisation mondiale de la Santé et à l'importance primordiale de faire confiance à nos experts. Dans le cas d'un nouveau virus, tout le monde, le simple citoyen comme l'expert en santé, en apprend davantage au fil du temps. Je songe à l'importance de se fier aux scientifiques et aux données plutôt que de se laisser guider par la politique. Personnellement, je crois que les Canadiens sont très chanceux d'avoir la Dre Tam comme administratrice en chef de la santé publique du Canada.

Monsieur Gostin, je crois que c'est vous qui avez parlé de la confiance de la population et de la solidarité. À quel point est-il important de continuer à faire confiance aux données scientifiques et aux experts pendant cette pandémie et à l'avenir, en présumant qu'il y en aura d'autres?

M. Lawrence Gostin: Je crois que c'est vraiment important. Pour moi, avoir confiance en la science et les experts en santé publique commence par de très bonnes communications en santé. J'échange constamment avec l'OMS sur les communications en santé, car nous connaissons tous ses conseils sur le port du masque et la transmission asymptomatique, ce genre de choses. C'est un cas de science évolutive. Il s'agit d'un virus que nous avons rarement rencontré. Il est fort pernicieux. Il est très difficile de vraiment le comprendre.

Bien sincèrement, nous devrions faire confiance à la population. Voilà ce que devraient être de bonnes communications en santé publique. Nous devrions être honnêtes avec elle, lui dire ce que nous savons et faire preuve de clarté et d'uniformité là-dessus sans laisser les préoccupations politiques miner les connaissances scientifiques dont nous disposons. Nous devons lui dire ce que nous ne savons pas, car il y a encore beaucoup de choses que nous ne comprenons pas tout à fait. Nous devons ensuite lui expliquer ce que nous faisons pour comprendre ce qui nous échappe. Si tous les politiciens et tous les scientifiques faisaient cela, tout irait vraiment bien.

Vous savez, à un moment donné au cours de cette pandémie, les CDC, les NIH et d'autres intervenants ont été avisés que leurs messages de santé publique devaient être approuvés par la Maison-Blanche. Je dirais que ce devrait être tout à fait le contraire: les politiciens devraient faire approuver ce qu'ils disent par les scientifiques. La science est si importante, et c'est si facile à faire.

Dans les médias, ce sont les théories du complot. Dans les médias sociaux, on dit quelque chose un jour, puis autre chose le lendemain, mais nous devons nous fier à la science et aux objectifs de la science. Sinon, nous sommes perdus.

• (1205)

M. Jeremy Konyndyk: Puis-je ajouter quelque chose très rapidement là-dessus?

M. Darren Fisher: Tout à fait.

M. Jeremy Konyndyk: Je crois que la communication des incertitudes a été la faiblesse d'essentiellement toutes les autorités en santé publique dans la réponse à cette pandémie. C'est au cœur de toute bonne communication en santé publique. Je crois que la com-

munication proactive des incertitudes par l'OMS n'est pas assez bonne.

Quand il s'agit d'un nouveau virus, on ne sait pas tout. Au départ, on travaille d'après les parallèles les plus probants que l'on peut établir. Que sait-on de l'influenza? Que sait-on du SRAS? Que sait-on du syndrome respiratoire du Moyen-Orient ou SRMO? Ce sont les exemples les plus proches du virus, donc nous formulons des recommandations d'après ce que nous savons de ces virus, puis, au fil de son évolution, nous pouvons rajuster le tir.

Je ne crois pas que l'on ait bien expliqué ni communiqué ce processus. C'est très important, c'est d'ailleurs écrit dans les lignes directrices des CDC sur les communications, de communiquer d'emblée l'incertitude, de dire que les recommandations vont changer, donc qu'il faudra être compréhensifs. Vous serez mis au courant de ce que nous savons dès que nous le saurons.

M. Darren Fisher: Oui. Merci beaucoup. Je suis tout à fait d'accord.

Tant les témoins que les députés ont dit tellement de choses sur l'Organisation mondiale de la Santé. Quand tout sera derrière nous, je m'attends à ce que nous puissions dresser un bilan. Nous pourrions évaluer la façon dont nous nous en sommes tirés comme pays. Vous avez tous les deux mentionné à quel point le Canada a bien géré la situation par rapport à d'autres pays.

Monsieur Gostin, vous avez dit, et je cite: « Le directeur général de l'OMS doit avoir la liberté d'agir dans l'intérêt supérieur de la santé publique et de la science sans interférence politique. » Souhaitez-vous ajouter quelque chose là-dessus ou fournir des précisions?

M. Lawrence Gostin: Oui. J'ai dit au début que j'ai longtemps travaillé avec l'Organisation mondiale de la Santé. Je pense qu'un bon ami de l'Organisation mondiale de la Santé doit être un bon ami. Un bon ami vous dira quand vous faites erreur, mais ne va pas essayer de jeter le blâme sur vous, de vous démanteler, de vous retirer votre financement, de ne plus adhérer à votre organisation ou de vous mettre au cœur de luttes géopolitiques entre superpuissances. Ce n'est pas ce dont le monde a besoin en ce moment.

Nous devons avoir une participation constructive au sein de l'Organisation mondiale de la Santé. Elle n'est pas parfaite. Nous pouvons l'améliorer, mais nous ne voulons pas la démanteler. Toute personne qui croit que la solution est de déclarer: « Mon pays s'en serait très bien tiré si l'OMS avait simplement fait ceci » rêve en couleurs. Toute personne qui déclare qu'une organisation mondiale de la santé est inutile... Songez non seulement à la COVID-19, mais à l'éradication de la polio, aux accouchements sécuritaires, à la santé mentale, à la prévention des blessures et aux maladies non transmissibles, et vous verrez que ces maladies sont encore là. Il faut que l'OMS soit plus forte quand nous la quitterons, pas affaiblie.

Le président: Merci.

Madame Jansen, je vous en prie. Vous avez cinq minutes.

Mme Tamara Jansen: Merci. Cet avant-midi est tout à fait fascinant jusqu'ici.

Je vais partager mon temps avec M. Webber.

D'abord, ce que j'ai entendu jusqu'à maintenant, c'est que nous devons faire confiance aux experts. Les simples citoyens sont essentiellement des ploucs anti-science qui fragilisent l'ordre mondial. Je mets vraiment cette prémisse en doute.

J'aimerais vous lire un courriel que j'ai reçu le 29 janvier d'un simple électeur de ma circonscription. Il m'écrit ceci: « Madame Jansen, j'espère que vous pouvez pousser le gouvernement à adopter une approche plus rigoureuse et à revoir à la hausse le niveau de menace du coronavirus. Je suis agent de contrôle à l'Aéroport international de Vancouver ou YVR. La majorité des employés d'YVR sont convaincus que nous ne sommes pas prêts à prévenir la propagation du virus ou à lutter contre celui-ci. Puisque Santé Canada estime que la menace est faible, aucun masque n'est fourni aux employés et le mot d'ordre est que le port du masque reste un choix de l'employé qui est "non recommandé, mais respecté". On nous demande simplement de nous laver les mains pendant plus de 20 secondes, mais beaucoup de passagers et certains employés ne se lavent pas les mains ou le savon vient à manquer pendant les heures de pointe dans certaines toilettes plus fréquentées. Santé Canada affirme à la population qu'une personne en santé est protégée contre le virus en se lavant les mains et en restant à deux mètres de distance des autres.

« Actuellement, c'est impossible. Les fouilles effectuées par nos agents ne permettent pas de maintenir deux mètres de distance et nous n'avons pas l'espace nécessaire aux points de vérification. Je sais d'expérience que nombre des déplacements des employés et des voyageurs qui arrivent ou qui partent d'YVR confluent à certains endroits. D'autres employés d'YVR et moi-même sommes inquiets de voir que, tandis que la Chine est allée jusqu'à fermer des villes et que d'autres pays, comme la Grande-Bretagne, ont interrompu les vols en provenance et à destination de Pékin, le gouvernement canadien adopte une approche si optimiste par rapport à quelque chose d'aussi contagieux et dangereux. Nous sommes inquiets et, même si nous voulons nous protéger en portant un masque, il est impossible d'en trouver sur le marché, et la haute direction s'est même moquée de moi parce que j'ai choisi de porter un masque. »

Vous devez comprendre que ce courriel m'a été envoyé le 29 janvier par un Canadien tout à fait ordinaire qui me demande de supplier le gouvernement de prendre la situation plus au sérieux. Qui dois-je...

Vous nous dites que nous devons faire confiance aux experts, mais je suis préoccupée par le fait que les experts nous ont mal informés.

• (1210)

M. Lawrence Gostin: Monsieur Konyndyk, voulez-vous que je réponde ou préférez-vous le faire?

M. Jeremy Konyndyk: J'ai des choses à dire, mais si vous le souhaitez, vous pouvez commencer.

M. Lawrence Gostin: D'accord, merci.

Je ne pense pas que l'un quelconque d'entre nous ait dit ce que vous avez laissé entendre. Je ne pense pas que les experts descendent du ciel et connaissent toutes les réponses. C'est un processus que nous devons apprendre ensemble et comprendre. Tous les membres du Comité et vous-même, ainsi que tous les Canadiens ont vraiment les mêmes objectifs. Nous voulons vraiment trouver la meilleure façon de faire les choses.

Je ne sais pas exactement tout ce que les responsables de Santé Canada affirment. Je serais étonné qu'ils disent aux gens qu'ils peuvent être entièrement en sécurité. S'ils disaient aux gens qu'ils seraient en sécurité s'ils faisaient x , y et z , alors ce ne serait pas juste. Ils peuvent leur dire: « Voilà ce que nous savons: si tout le monde porte un masque, respecte le principe de la distanciation sociale et se lave adéquatement les mains, nous réduirons les risques. »

À l'heure actuelle, je...

Mme Tamara Jansen: Désolée, mais mon temps est un peu limité. Je veux simplement indiquer que le port universel du masque n'a été recommandé par l'OMS ou Santé Canada que bien après le 29 janvier, et c'est préoccupant. Si un particulier dans ma circonscription veut porter un masque, il devrait pouvoir le faire, et il aurait été beaucoup plus judicieux qu'il puisse le faire.

Je veux m'assurer que M. Webber a du temps, alors si vous me le permettez, j'aimerais lui céder la parole.

M. Len Webber: C'est bien, madame Jansen.

Monsieur Konyndyk, vous aviez des commentaires à formuler à ce sujet.

M. Jeremy Konyndyk: Oui. Probablement plus que toute autre, la question du masque est un sujet pour lequel les conseils ont changé, et je pense qu'il importe de comprendre pourquoi.

Aux stades précoces de la propagation du virus, nous ne connaissons presque rien à son sujet, et les conseils de santé publique qu'on publiait à l'époque étaient fondés sur les parallèles les plus proches dont on disposait. Ils reposaient aussi sur le fait que le public ne faisait pas la distinction entre les masques médicaux et non médicaux. Il y avait un...

Mme Tamara Jansen: Cependant, dans les circonstances, n'aurait-il pas été sage, par excès de prudence, d'utiliser un masque? Pourquoi n'avons-nous pas pu le faire?

Le président: Madame Jansen, la parole n'est plus à vous, mais à M. Webber.

Monsieur Webber, continuez, je vous prie.

M. Len Webber: D'accord, je vais donc renvoyer mes questions à Mme Jansen.

Le président: Merci.

Madame Jansen, votre temps est écoulé.

La parole est maintenant à Mme Jaczek. Allez-y, je vous prie.

Mme Helena Jaczek (Markham—Stouffville, Lib.): Merci beaucoup.

L'analyse que les deux témoins nous ont donnée a beaucoup éclairé ceux d'entre nous qui suivent l'évolution de cette pandémie depuis un certain nombre de mois. Je peux vous assurer que je vais vous laisser amplement le temps de répondre à mes questions.

J'ai été praticienne en santé publique comme médecin-hygiéniste local pendant près de deux décennies. Il est clair que la communication des risques et la perception publique des risques varient grandement, et c'est très difficile à communiquer.

Monsieur Gostin, vous avez commencé par parler de faire confiance aux experts, de s'assurer que les gens comprennent qu'il y a bien des éléments inconnus, qu'on essaie de communiquer honnêtement, etc. À l'avenir, quel serait, selon vous, le rôle de l'OMS pour communiquer les risques et s'assurer que les gens suivent volontairement le principe de la distanciation physique et les mesures de santé publique recommandées? Pouvez-vous nous dire ce que vous estimez être la façon idéale de procéder?

• (1215)

M. Lawrence Gostin: L'OMS est dans une position plus difficile pour communiquer les risques et formuler des conseils en matière de santé que le serait le gouvernement, car elle prodigue ses conseils à l'ensemble des pays.

Je pense que M. Konyndyk avait raison de dire que la question des masques a été soulevée en raison de l'évolution des données scientifiques, et une partie de celle-ci... Nous n'avions pas pris conscience du fait qu'il s'agissait de pareille mesure d'atténuation des risques, notamment parce que la transmission se faisait par personnes asymptomatiques. Cependant, dans certains pays, le port du masque n'est pas aussi facile et efficace qu'il le serait dans d'autres pays. L'OMS se trouve en situation difficile.

Le conseil que j'ai pour les responsables de l'OMS — et je le déclare publiquement, et ils le savent — est exactement ce que j'ai déjà dit: il faut affirmer honnêtement ce que nous savons et ce que nous ne savons pas, et faire part de cette incertitude.

Si quelqu'un vous dit que nous avons une certitude dans le cadre de la pandémie de COVID-19, vous ne devez pas le prendre au pied de la lettre. Je me suis dit: « Larry, nous devons approcher ce virus avec humilité. » Nous ne devons pas faire fi de la science; nous devons plutôt miser encore plus sur la science pour trouver les réponses, mais avec humilité, et sans sermonner. Nous voulons expliquer les niveaux d'incertitude, comprendre que les gens ont différents risques de tolérance et différentes perceptions des risques. C'est tout à fait le cas. Les données scientifiques nous le disent.

Mme Helena Jaczek: Monsieur Konyndyk, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Jeremy Konyndyk: Oui, je suis d'accord avec M. Gostin.

Je pense en partie que nous observons ici le processus scientifique. Nous commençons dans l'incertitude et nous faisons les meilleures déductions en fonction des parallèles les plus proches dont nous disposons. Il est vraiment difficile pour les personnes responsables de communiquer les messages en matière de santé publique de fournir cette information de façon officielle sans être trop confiants ou sans être trompeurs. Je ne pense pas, honnêtement, que bien des pays dans le monde aient suffisamment bien communiqué cette incertitude.

Les recommandations évoluent et changent au fur et à mesure que nous comprenons mieux l'aspect scientifique de la maladie. Je pense que c'est ce que vous voyez. Nous constatons que pour contrôler la COVID, nous devons prendre d'autres mesures que dans le cas du SRAS, car le SRAS ne se transmettait pas par les personnes asymptomatiques. Nous devons aussi prendre d'autres mesures que dans le cas de la grippe, mais au début, nous n'avions aucune façon de le savoir. Les recommandations étaient fondées sur les parallèles connus les plus proches dont nous disposions. Ces recommandations évoluent au fil des données et des renseignements supplémentaires que nous recueillons.

Je pense que c'est difficile. Si vous êtes un membre du public qui ne prête qu'une attention partielle à cette question et que vous voyez ces recommandations changeantes sans vraiment comprendre leur justification, cela porte à confusion et mine la confiance.

Mme Helena Jaczek: Au Canada, nous avons une autre complication, car nous avons un pays très vaste à la géographie et à la démographie très variées. Un des points qui, selon moi, en quelque sorte miné la confiance du public a été le manque de cohérence des lignes directrices en matière de santé publique concernant les comportements permis, et même maintenant, alors que nous rouvrons l'économie.

On a suggéré que le plus avantageux pour nous serait d'avoir une norme nationale. D'une certaine façon, monsieur Konyndyk, je pense que vous avez un peu fait allusion aux différents degrés de normes en matière d'urgence de santé publique pour qu'il soit relativement clair que les réponses pourraient varier d'une administration à l'autre en fonction du stade où en est rendue leur situation d'urgence, pour ainsi dire.

Avez-vous des commentaires, monsieur Konyndyk, sur la façon dont un pays aussi vaste que le Canada peut assurer une meilleure cohérence?

M. Jeremy Konyndyk: Absolument, et nous avons le même problème ici.

Un des défis est que pour des raisons que nous ne comprenons pas encore tout à fait, le virus frappe différents endroits à différents moments. C'est facile pour les régions des États-Unis où le confinement s'est fait plus tôt, avant que la crise ne fasse rage, de regarder ensuite la situation et de penser qu'ils étaient blindés plutôt que se dire qu'ils ont évité le pire.

Certains États qui ont maintenant rouvert — trop tôt et trop imprudemment selon moi — sont vraiment pénalisés pour l'avoir fait. Les hôpitaux de l'Arizona sont sur le point d'être dépassés, tout comme certaines parties du Texas, et je pense que la Floride n'est pas loin derrière. La raison étant qu'ils ont présumé qu'il y avait des différences inhérentes à leurs États qui signifiaient qu'ils ne se retrouveraient pas dans le même type de situation dans lequel New York a fini par se retrouver, ou que ce problème était propre à New York.

Je pense qu'il y a de véritables différences et des gradations, mais la chose fondamentale que nous savons est que si on donne de l'oxygène à ce virus, il vous brûlera. S'il n'y a pas de moyen de le contrôler...

Vous ne pouvez pas maintenir le confinement indéfiniment, et vous ne devriez pas avoir à le faire. Je pense que ce que nous voyons en Corée du Sud, à Hong Kong, à Taïwan et dans certains pays qui s'en tirent le mieux en Asie de l'Est est que si vous avez de bonnes méthodes de test et de traçage ainsi que des mesures de santé publiques efficaces et que vous vous fiez aux données scientifiques, vous n'avez pas besoin de ces confinements très accablants à long terme, mais il vous faudra passer le témoin si vous ne maintenez pas les mesures de distanciation sociale. Si vous levez ces mesures sans les remplacer par d'autres, comme on le fait à bien des endroits aux États-Unis, le résultat sera catastrophique.

• (1220)

M. Lawrence Gostin: J'ajouterais peut-être aussi deux dimensions à la présente discussion.

Le Canada, les États-Unis et d'autres pays, comme la Russie, sont fédéralistes. Comment gérez-vous une pandémie dans un pays qui divise ses pouvoirs et son influence entre diverses administrations?

Il arrive souvent que le fédéralisme ait ses points forts, car il peut y avoir de l'innovation et de l'expérimentation à l'échelon local, mais comme vous l'avez dit, il faut aussi des lignes directrices nationales et une réponse nationale cohérentes, car s'il y a un incendie à un endroit, il se propagera, si bien qu'il faut faire preuve de leadership à l'échelon fédéral.

L'autre chose que nous voyons au Canada, aux États-Unis, au Brésil et dans bien d'autres pays est un clivage politique et culturel. Un virus devrait nous porter à penser que l'allégeance politique ou l'idéologie sont sans importance, tout comme la culture ou le lieu de résidence urbain ou rural. Nous devons tous respecter ce virus de la même façon, mais il est en quelque sorte devenu un symbole culturel politique. Ce n'est vraiment pas utile de commencer à voir les choses de cet œil.

Le président: Merci, madame Jaczek.

Mme Helena Jaczek: Merci.

[Français]

Le président: Nous allons maintenant poursuivre avec M. Thériault ou M. Desilets.

M. Luc Thériault: C'est moi qui prendrai la parole, monsieur le président.

Le président: Vous avez la parole pour deux minutes et demie.

M. Luc Thériault: Plus de 9 millions de personnes ont été déclarées infectées et plus de 472 000 personnes ont été déclarées décédées. Aux États-Unis, plus de 2 300 000 personnes sont déclarées infectées, ce qui représente le quart de la population du Québec. Nous n'avons ni vaccins ni antiviraux. Notre stratégie est à peine déployée et nous n'avons pas de test sérologique. Bref, nous en connaissons très peu sur le virus.

En ce moment, il y a une accalmie, un entre-deux. Ce qui m'inquiète, c'est le déconfinement. Du point de vue de la santé publique, il y a peu de raisons de procéder à un déconfinement rapide. Les raisons du déconfinement ne relèvent pas de la santé publique, mais de pressions économiques.

Monsieur Konyndyk, si nous ne voulons pas voir l'arrivée d'une deuxième vague encore plus meurtrière sur la planète, quel rythme de déconfinement faudrait-il instaurer actuellement, compte tenu de ce que vous avez énoncé sur les pays riches et les pays pauvres?

[Traduction]

M. Jeremy Konyndyk: C'est la plus grande question à laquelle, selon moi, chaque pays est confronté en ce moment.

J'aimerais faire quelques remarques.

Tout d'abord, la levée des mesures de confinement ou des ordres de rester à la maison doit être très prudente, très progressive et dictée par les données. Si certaines mesures sont levées et que cela ne provoque pas de pic du virus, alors passez à la phase suivante, attendez, assurez-vous que cela ne provoque pas un autre pic du virus. J'ai travaillé avec d'autres collègues ici aux États-Unis pour définir une série de mesures recommandées pour les zones locales afin de déterminer si elles sont prêtes à rouvrir en toute sécurité. Ces recommandations sont basées sur un ensemble de choses. Vous devez comprendre ce que le virus fait au niveau local. Quel est le

statut de l'épidémie locale? Les incidents sont-ils tombés à un faible niveau absolu? Les tests sont-ils positifs à un faible niveau absolu?

Deuxièmement, la capacité de dépistage et de traçage des contacts est-elle suffisante pour gérer la propagation du virus de sorte que si vous constatez une augmentation des cas, vous pouvez utiliser le dépistage et le traçage des contacts pour commencer à la contenir? Le système hospitalier est-il prêt à faire face à une nouvelle vague? Ce sont là toutes les mesures qui doivent être mises en place afin de rouvrir en toute sécurité. Ensuite, il faut absolument que la réouverture soit conditionnée par des mesures de sécurité pour contenir le virus par d'autres moyens. Ce qui est dangereux, c'est une réouverture qui ne repose pas sur des conditions claires et qui ne dispose pas des outils nécessaires pour contenir le virus par d'autres moyens une fois que les mesures de distanciation sociale sont assouplies.

La dernière chose que je dirais, c'est que ce que nous apprenons sur le virus, c'est que les événements de grande propagation — ces événements où un grand nombre de personnes dans un espace clos sont exposées à un seul événement — sont probablement la façon la plus dangereuse et la plus agressive dont le virus se propage. C'est le genre de choses qui devraient être parmi les dernières à se rouvrir seulement une fois que le virus est presque totalement réprimé.

• (1225)

[Français]

Le président: Merci, monsieur Thériault.

[Traduction]

Monsieur Davies, la parole est à vous pour deux minutes et demie.

M. Don Davies: Merci.

J'apprécie vraiment vos francs conseils. Ils sont rafraîchissants. Je peux vous dire qu'un point que, selon moi, nous devons retenir de cette situation est le besoin pour les responsables de la santé publique de montrer leur incertitude. Je pense que presque tous les pays sont coupables de ne pas l'avoir fait dans une certaine mesure. Je sais que le président Trump a parlé d'ouvrir à Pâques. La Chine, bien entendu, est connue pour ne pas l'avoir signalé [*Difficultés techniques*].

Le président: Monsieur Davies, êtes-vous là? Votre ligne ou votre session semble avoir figé.

Nous allons suspendre la réunion le temps de régler le problème de M. Davies.

La séance est maintenant suspendue.

• (1225)

(Pause)

• (1225)

Le président: Reprenons nos travaux.

Continuez, je vous prie, monsieur Davies.

M. Don Davies: Quand on rassemble tous les éléments, je pense qu'il est très juste de dire qu'il s'agissait d'un nouveau virus avec lequel nous essayions de composer. Bien sûr, l'essence de [*Difficultés techniques*] prédire et reproduire les résultats de manière prévisible, ce qui est difficile à faire. Je prends l'exemple des masques. Non seulement on nous a fortement conseillé de ne pas les utiliser, mais on nous a aussi dit qu'ils seraient nuisibles. C'est une leçon de l'OMS.

Quel est le point d'intersection entre le principe de précaution et la science? Si l'OMS devait dire qu'elle n'est pas tout à fait sûre de l'efficacité des masques, mais qu'ils ont permis de réduire la transmission de gouttelettes [*Difficultés techniques*], alors elle recommanderait que nous les utilisions si nous le souhaitons, au lieu de nous donner un non catégorique, est-ce là une des leçons à tirer de cette expérience? Peut-être que nous devons ajuster les conseils de santé publique que nous donnons lorsque nous ne sommes pas sûrs.

• (1230)

M. Jeremy Konyndyk: Je pense que c'est une question fantastique.

L'un des défis posés par le port du masque a été de savoir très tôt que les établissements de santé avaient besoin de masques de qualité médicale pour assurer la sécurité des travailleurs de la santé. Nous savions qu'il n'y en avait pas assez et que les membres du grand public pensaient qu'ils devaient acheter des masques N95 à la quincaillerie. Il s'agissait de masques très communs que nombre de personnes auraient normalement.

Il y a eu une réaction excessive au début pour essayer de dissuader les gens d'acheter des masques parce qu'ils étaient en concurrence avec les personnes qui avaient besoin de fournitures médicales essentielles. Je pense que c'est une leçon à retenir. Il aurait fallu mieux faire la distinction entre les masques de qualité médicale et ceux de qualité non médicale, et dire aux gens de ne pas acheter de masques de qualité médicale. On l'a fait en partie, mais pas assez directement.

Les données scientifiques sur la valeur du port du masque dans la population générale étaient incertaines, tandis qu'elles étaient certaines en situation médicale, et c'était ce sur quoi nous nous fondions au départ, alors que nous apprenions à mieux comprendre le virus. Je suis d'avis qu'on ne l'a pas suffisamment expliqué, et je pense qu'il y a des leçons à tirer pour l'avenir sur la façon dont cette incertitude et les preuves, la compréhension, sont communiquées au public à l'avenir.

Le président: Merci, monsieur Davies.

Voilà ce qui met fin à la seconde série de questions et à notre premier groupe. Je remercie les témoins; vous avez été extrêmement utiles. Nous vous savons gré du temps que vous nous avez accordé et de la patience dont vous avez fait preuve.

Sur ce, nous allons suspendre nos travaux pour accueillir notre prochain groupe. Nous allons changer d'interprètes, si bien que nous suspendrons probablement pendant 20 minutes. Nous commencerons dès que possible. Nous manquons un peu de temps.

• (1230)

(Pause)

• (1250)

Le président: Nous reprenons les travaux.

Je souhaite à nouveau la bienvenue aux députés.

Bienvenue à cette 30^e séance du Comité permanent de la santé de la Chambre des communes.

Conformément à l'ordre de renvoi du 26 mai 2020, le Comité poursuit sa séance d'information sur la réponse canadienne à l'écllosion du coronavirus.

J'aimerais indiquer quelques règles à suivre pour les nouveaux témoins. Avant de parler, veuillez attendre que je vous nomme. Pendant les séries de questions, la personne qui pose la question indiquera à qui elle s'adresse. Quand vous êtes prêt à parler, cliquez sur l'icône du microphone pour l'activer.

Je vous rappelle que toutes les observations des députés et des témoins doivent être adressées au président.

L'interprétation de la présente vidéoconférence fonctionnera de manière assez semblable à celle des séances habituelles du Comité. Au bas de votre écran, vous avez le choix entre le parquet, l'anglais ou le français. Si vous vous exprimez dans les deux langues officielles, assurez-vous de changer de langue en fonction de celle que vous emploierez. Je vous invite à faire une petite pause lorsque vous passez d'une langue à l'autre.

Lorsque vous n'avez pas la parole, votre micro devrait être en sourdine.

Je vais maintenant vous présenter les témoins de notre deuxième groupe.

Nous recevons aujourd'hui Asaph Young Chun, qui est le directeur général du Statistics Research Institute de Statistics Korea.

[*Le président s'exprime en coréen.*]

[*Traduction*]

Nous recevons également M. Winston Wen-Yi Chen, du Bureau économique et culturel de Taipei au Canada.

[*Le président s'exprime en mandarin.*]

[*Traduction*]

Nous vous remercions tous les deux de votre présence avec nous. Vous disposerez chacun de 10 minutes pour faire votre déclaration préliminaire.

Nous allons commencer avec le représentant de Statistics Korea.

Monsieur Chun, vous disposez de 10 minutes. Allez-y.

M. Asaph Young Chun (directeur général, Statistics Research Institute, Statistics Korea): Je suis honoré d'avoir été invité par le Comité à témoigner devant la Chambre des communes du Canada. J'ai préparé une présentation PowerPoint. On vient de me dire que je ne pouvais pas partager mon écran pour le moment. Je vais donc miser sur les points de discussion plutôt que sur les éléments visuels que je jugeais plus instructifs.

Je vais utiliser les diapositives à titre de points de discussion. Pour commencer, j'ai intitulé ma présentation « Pour une politique de sortie fondée sur les données et sur la science ». Je vais vous parler des leçons tirées des partenariats au cours de cette pandémie.

Que veut dire ce titre? Cette crise à laquelle font face les Canadiens, les Coréens et le monde entier, je la considère comme un creuset, parce qu'il s'agit d'un essai, qui nous permettra de tirer des leçons. La Corée et le Canada ont établi un très bon partenariat depuis le mois de mars. Je vais vous parler de certaines leçons que nous en avons tirées.

Le partenariat se fonde sur les données et la science, et ce sont les principaux points que je vais aborder. Pourquoi des politiques fondées sur la science? C'est très important. Je crois que la meilleure pratique en matière d'élaboration des politiques, que je juge essentielle... Dans le monde du XXI^e siècle, il faut des données probantes afin d'orienter l'élaboration des politiques de santé relatives à la COVID-19, qui sont très importantes.

Je vais aborder trois points pendant ce court exposé. Le premier a trait aux meilleures pratiques fondées sur les données et sur la science en vue d'aplatir la courbe épidémique. Le deuxième porte sur les innovations et sur notre avenir — l'après-pandémie — que nous devons planifier. En troisième lieu, je vais vous présenter des idées de partenariats entre le Canada et la Corée en vue d'aborder la question du coronavirus, mais aussi en vue de la collaboration accrue qui serait possible.

En mars dernier, le Statistics Research Institute et l'Université de Toronto — en particulier l'équipe de recherche de David Fisman — ont collaboré à l'élaboration d'un modèle et à la prévision de la durée de vie de la COVID-19, surtout en Corée. En ces temps [*Difficultés techniques*], essentiel à 51 millions de personnes en Corée, en février et en mars. À titre de directeur général du Statistics Research Institute, j'ai déjà jeté les bases d'une bonne collaboration. Nous avons besoin d'universitaires et de modèles pour travailler ensemble.

David Fisman a été très généreux et a bien accueilli ma demande. Nous avons travaillé pour nous améliorer, afin de modéliser et de prédire le cycle de vie de la COVID-19.

Au cours des derniers mois, nous avons travaillé ensemble à planifier les détails relatifs au moment fort de...

• (1255)

[*Français*]

M. Luc Thériault: Veuillez m'excuser de vous interrompre, monsieur Chun.

Monsieur le président, il n'y a plus d'interprétation depuis un certain moment.

[*Traduction*]

Le président: Monsieur Chun, l'interprétation ne fonctionne plus. Les problèmes de son rendent la tâche difficile pour les interprètes. Pourriez-vous parler plus fort? Cela nous aiderait peut-être. Veuillez s'il vous plaît revenir un peu en arrière et continuer votre déclaration.

Merci.

M. Asaph Young Chun: D'accord, je vais essayer. Je vais parler lentement et plus fort, pour que les interprètes m'entendent bien.

Je parlais de la science et de la base de données... du partenariat. Les universitaires de la Corée et du Canada ont travaillé ensemble au cours des derniers mois pour modéliser [*Difficultés techniques*] de la COVID-19 et prédire son cycle de vie afin de planifier l'élaboration des politiques en conséquence. C'est l'objectif. Si nous

avons certaines données et que nous connaissons la tendance relative à la COVID-19 pour le reste de son [*Difficultés techniques*] cycle de vie, alors nous pouvons mieux planifier les choses. C'est l'objectif de notre partenariat et nous avons bien réussi à le faire en Corée. Nous avons établi environ huit modèles jusqu'à présent, qui nous ont permis de faire des prévisions assez certaines.

J'aimerais vous faire part de certains éléments associés à ce processus. Une fois que nous avons une idée du cycle de vie de la COVID-19, l'une des choses...

• (1300)

Le président: Je suis désolé, monsieur Chun, mais l'interprétation a cessé à nouveau. Il est très important pour les députés francophones d'entendre les interprètes.

L'interprétation simultanée représente tout un défi. Lorsque nous avons des problèmes avec la qualité et le niveau du son, cela rend les choses encore plus difficiles, alors veuillez être indulgent, s'il vous plaît.

Nous suspendons la séance.

• (1300)

(Pause)

• (1305)

Le président: Nous reprenons les travaux. En raison de problèmes techniques, M. Chun se joindra de nouveau à nous plus tard.

Monsieur Chen, vous disposez de 10 minutes pour votre déclaration préliminaire. Allez-y.

M. Winston Wen-Yi Chen (représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada): Bonjour, monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité permanent de la santé.

C'est un grand honneur pour moi de pouvoir témoigner devant vous au sujet d'un enjeu aussi important, en cette période difficile.

J'espère que dans le cadre de cette discussion, je pourrai vous éclairer sur la façon dont Taïwan a orchestré sa lutte contre la COVID-19 et que nous aurons l'occasion de discuter de la façon dont les pays comme le Canada et Taïwan peuvent échanger leurs expériences pour mieux combattre ce virus. Permettez-moi d'abord de vous faire part de l'expérience de Taïwan.

Malgré sa proximité, ses liens commerciaux étroits et ses échanges touristiques avec la Chine, Taïwan a réussi à éviter les pires conséquences de la pandémie. En effet, avec seulement 446 cas confirmés, sept décès et 72 jours consécutifs sans aucune transmission locale, Taïwan a réussi à maintenir en grande partie les écoles et les entreprises ouvertes et opérationnelles, comme à l'habitude.

Puisque Taïwan n'est ni membre ni observatrice de l'Organisation mondiale de la Santé, elle y est arrivée sans un accès opportun à des renseignements essentiels auxquels de nombreux autres pays avaient accès. Comment Taïwan a-t-elle réussi à lutter de manière efficace contre la maladie?

Premièrement, notre combat a commencé avant même l'arrivée de l'ennemi. Taïwan a tiré des leçons difficiles de l'écllosion du SRAS en 2003 et a réformé de manière exhaustive ses protocoles de préparation et d'intervention en cas d'écllosion.

La prise de mesures rapides et décisives par notre gouvernement dès le début de la pandémie a aussi contribué à notre réussite. Lorsque nos centres pour le contrôle des maladies ont appris que des cas de pneumonie atypiques apparaissaient à Wuhan, nous avons procédé à un contrôle actif des passagers qui arrivaient à Taïwan, et ce, à partir du 31 décembre 2019, soit plus de trois semaines avant le début de la période d'isolement à Wuhan.

De plus, Taïwan a avisé l'OMS de la présence potentielle d'un nouveau virus à Wuhan, qui pouvait être transmis d'une personne à l'autre. Malheureusement, notre avertissement a été ignoré et la communauté mondiale a perdu un temps précieux pour se préparer et lutter contre le virus. Il importe de souligner que l'exclusion de Taïwan de l'OMS nuit à la santé mondiale. Nous sommes donc heureux que les parlementaires du Canada et de partout dans le monde appuient l'intégration de Taïwan au sein de cette organisation et d'autres tribunes internationales.

Alors que la situation à Wuhan s'empirait, le gouvernement de Taïwan a activé le Central Epidemic Command Centre, ou CECC, qui a établi une chaîne de commandement claire et a commencé à tenir des points de presse pour diffuser des renseignements précis, à jour et transparents à la population trois jours avant le début du confinement à Wuhan.

De plus, le CECC était géré par des experts médicaux qui remplit également des fonctions politiques importantes. Le ministre de la Santé et du Bien-être, le Dr Chen Shih-Chung, était le chef du CECC. Il tenait des points de presse quotidiens et coordonnait les efforts publics à l'échelon national.

Nous avons eu recours à une approche proactive et agressive pour lutter contre la maladie et informer la population, ce qui a permis de contenir rapidement le virus et de lutter contre la désinfection, puisque nous avons la confiance de la population.

Au cours de la pandémie, le CECC a lancé plus de 120 mesures de lutte contre la COVID-19, notamment diverses restrictions relatives aux déplacements et aux voyages, des contrôles de santé aux points d'entrée, l'isolement obligatoire et bien d'autres.

• (1310)

Le CECC a aussi coordonné les communications de façon claire et ordonnée afin de fournir des renseignements précis en temps réel. De plus, nous avons utilisé des solutions de technologie de l'information novatrices axées sur les données afin de suivre la propagation du virus, de freiner la transmission communautaire et de permettre aux citoyens d'avoir des renseignements à jour sur la disponibilité des produits essentiels afin d'éviter les achats en panique. Pour y arriver, nous devons regrouper les données en temps réel provenant des divers ministères et compter sur la collaboration active des citoyens.

Fait important, Taïwan a déployé tous les efforts possibles pour maintenir ses chaînes d'approvisionnement pour les produits médicaux essentiels, comme les masques. Nous avons mis en oeuvre un système permettant à chaque citoyen d'obtenir une certaine quantité de masques, tandis que la production était aussi accélérée, ce qui nous a permis de maintenir un approvisionnement constant d'équipement de protection individuelle pour la population et les travailleurs de la santé.

La stratégie de Taïwan a permis la production de près de 20 millions de masques, ce qui signifie que notre gouvernement a pu fournir des masques et autres produits médicaux essentiels à d'autres

pays dans le monde, notamment au Canada. Jusqu'à maintenant, nous avons fourni 1,5 million de masques chirurgicaux, 100 000 masques N95 et 100 000 blouses de protection au Canada, par l'entremise de la Croix-Rouge canadienne, qui ont été remis aux travailleurs de la santé de première ligne et aux collectivités autochtones.

Nous croyons qu'il est essentiel que les pays qui le peuvent s'entraident ouvertement, gracieusement et de façon collaborative. C'est ce que Taïwan s'efforce de faire.

Si l'on souhaite pousser cette collaboration encore plus loin, il serait utile de songer aux partenariats entre notre gouvernement et les autres pays. Par exemple, Taïwan participe à la recherche et au développement conjoints de tests de dépistage rapides, de vaccins, de traitements, de technologies de l'information et autres avec ses partenaires des États-Unis. Nous avons aussi des ententes avec divers pays qui nous permettent de garantir un accès stable aux produits médicaux importants.

Dans tous les cas, Taïwan est prête à collaborer de manière ouverte et de bonne foi avec le gouvernement du Canada. Ainsi, nous espérons que des pays comme le Canada pourront travailler avec Taïwan pour développer et échanger les solutions. En travaillant de concert, je suis certain que nos deux pays pourront obtenir de meilleurs résultats en matière de santé, tant pour nos sociétés que pour le monde en général.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, au nom de Taïwan, je tiens à vous remercier du fond du coeur pour votre invitation et pour votre étude. Je serai heureux de répondre à vos questions.

• (1315)

Le président: Nous allons suspendre la séance pour faire un test de son avec M. Chun.

• (1315)

(Pause)

• (1315)

Le président: Nous reprenons nos travaux. J'invite M. Chun à poursuivre sa déclaration.

Allez-y, monsieur Chun.

M. Asaph Young Chun: Je vais revenir aux principaux points de discussion. J'allais donc aborder trois points dans le cadre de mon exposé. Premièrement, nous avons établi des partenariats entre les universitaires et les dirigeants de la Corée et du Canada depuis le mois de mars. Deuxièmement, nous devons miser sur ces partenariats pour trouver une stratégie de sortie, surtout en cette période difficile. Je vais vous parler des innovations fondées sur les données, la science et l'intelligence artificielle dans l'économie numérique. Enfin, je vais vous parler des prochaines étapes que nous pouvons franchir pour accroître et accélérer le partenariat entre la Corée et le Canada.

En ce qui a trait au premier point, soit le partenariat qu'ont établi le Canada et la Corée au cours des derniers mois, je vais vous parler des activités de modélisation importantes que nous avons réalisées en vue de planifier la suite des choses. Le professeur David Fisman et son équipe de recherche de l'Université de Toronto, le Statistics Research Institute et bon nombre d'autres établissements de recherche de la Corée travaillent ensemble depuis le mois de mars. Nous pouvons modéliser le cours de la pandémie et prévoir certaines données marginales, et ainsi planifier certaines choses.

À mon avis, ce modèle fondé sur les idées, que nous utilisons depuis plusieurs mois, fonctionne très bien et nous avons réussi à prévoir le nombre maximal de nouveaux cas possibles en Corée et dans certaines régions, de même que le moment où le nombre de cas par jour serait à son plus bas, ce qui nous a permis de planifier les interventions non pharmaceutiques en conséquence. En ayant une idée de ce nous réserve l'avenir rapproché, nous sommes mieux placés pour élaborer les politiques.

Par exemple, si nous connaissons la gravité de l'épidémie et l'impact qu'elle aura sur les familles et les enfants, nous pouvons mieux organiser l'apprentissage en ligne et l'ouverture des écoles. Ainsi, nous pouvons encourager le télétravail plus tôt. Nous pouvons déterminer le bon moment pour autoriser à nouveau les rassemblements de masse, par exemple, pour protéger l'économie.

Ce sont les principales leçons que nous avons tirées lorsque nous avons procédé ensemble à la modélisation.

Mon collègue David Fisman et son équipe de recherche ont également mis sur notre expérience au cours des derniers mois en ce qui a trait aux interventions non pharmaceutiques. Les échanges et le partenariat sont très sains et nous permettent d'apprendre les uns des autres et de mieux gérer la crise grâce à des approches fondées sur les données probantes et la science.

Je vais parler rapidement des interventions non pharmaceutiques que nous avons institutionnalisées et qui sont maintenant des pratiques exemplaires parmi la population. Lorsque nous avons désigné les trois facteurs qui avaient une incidence sur les interventions non pharmaceutiques, nous avons tenté de réduire la probabilité d'infection personnelle en encourageant le port du masque dès le départ, en février, et l'hygiène des mains.

• (1320)

Ensuite, sur le plan des interventions non pharmaceutiques d'ordre sociétal, nous savions que la distanciation sociale serait une mesure très efficace. Au lieu d'attendre, nous avons agi de manière proactive: nous avons mis en place des mesures de distanciation sociale d'avance — comme l'enseignement virtuel, le télétravail et l'interdiction des grands rassemblements —, en mars, afin que l'épidémie n'ait pas la même ampleur que dans d'autres pays.

Enfin, l'intervention d'ordre gouvernemental utilise les 3T: les trousse de dépistage, les mécanismes de recherche des contacts fondés sur les TIC et l'emploi de très bonnes pratiques pour traiter les patients. C'est ce que nous appelons le cadre des 3T, et il fonctionne assez bien, grâce aux outils et aux principes directeurs fondés sur les TIC et aux innovations que nous avons introduites très tôt. Cela résume le sujet principal que je voulais vous présenter.

Le deuxième sujet dont j'aimerais vous parler est la stratégie de sortie que nous considérons en ce moment. Nos discussions portent sur ce qu'on appelle la distanciation dynamique. Une fois que le cycle est connu... On sait que le nombre de cas diminue, mais on ignore s'il recommencera à augmenter, et il y a une économie à gérer. On ne peut pas tout simplement confiner tout le pays; on ne peut pas maintenir l'ensemble des mesures de distanciation sociale. Nous avons donc adopté une sorte de distanciation dynamique intermittente. Nous établissons un équilibre entre, d'un côté, le maintien des activités d'une partie de l'économie et un niveau modéré de distanciation sociale, et de l'autre, la conservation de certaines mesures d'intervention à l'échelle personnelle et à l'échelle du gouvernement. C'est ce que nous appelons la distanciation dynamique, et jusqu'à maintenant, cette stratégie fonctionne bien.

Le président: Je suis désolé, monsieur Chun, mais puis-je vous demander de conclure très bientôt, s'il vous plaît?

M. Asaph Young Chun: Oui, d'accord.

C'est le concept que nous mettons à l'essai actuellement en temps réel. Il y a de nombreuses incertitudes ici et là, mais je pense que le Canada et la Corée ont travaillé ensemble et ont appris qu'il allait fonctionner.

La dernière chose que je voulais dire, c'est que notre partenariat ne s'arrête pas ici. Nous pouvons continuer à travailler ensemble afin de nous préparer à la période post-coronavirus en utilisant l'intelligence artificielle et l'innovation fondée sur les données scientifiques, ainsi qu'en adoptant des politiques de collaboration qui nous aideront à juguler la deuxième vague ou de multiples vagues du coronavirus.

Il y a encore beaucoup de sujets à aborder, mais je vais m'arrêter là afin d'écouter vos questions et d'y répondre.

Je vous remercie.

• (1325)

Le président: *Kamsahamnida*. Merci.

Nous passons maintenant à la période de questions. Malheureusement, nous aurons seulement le temps de faire un tour. Chaque intervenant aura droit à six minutes. Nous allons commencer par M. Kitchen.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): J'invoque le Règlement, monsieur le président, brièvement.

Étant donné les difficultés techniques que nous avons eues — je comprends que ces choses-là arrivent, et ce n'est la faute à personne —, je me demandais si nous pouvions inviter les témoins à revenir pour répondre à d'autres questions. Comme les expériences de Taïwan et de la Corée du Sud ont si fortement contribué à notre compréhension des mesures à prendre, je pense que l'idée de leur donner une autre occasion de répondre à nos questions ferait consensus.

Le président: Je vous remercie pour votre intervention, monsieur Genuis. Le Comité se penchera sur la question en temps et lieu, mais je vous remercie. Je suis désolé qu'il n'y ait pas de deuxième tour de questions. Nous n'avons tout simplement pas assez de temps.

La parole est à vous, monsieur Kitchen. Vous disposez de six minutes.

M. Robert Kitchen (Souris—Moose Mountain, PCC): Je vous remercie, monsieur le président. J'approuve la proposition de mon collègue et j'espère que nous en discuterons.

Je vous remercie, messieurs, d'être ici aujourd'hui. Nous vous sommes très reconnaissants de votre présence.

Je tiens d'abord à remercier l'ambassadeur Chen et Taiwan d'avoir offert de l'EPI au Canada. Nous vous en sommes très reconnaissants. Merci d'avoir fait ce geste.

Ma première question s'adresse à vous, Votre Excellence. Taïwan est la nation la plus préparée et la mieux équipée au monde pour lutter contre la pandémie. Nous avons vu que Taïwan était en mesure d'aider et qu'elle le faisait. Pouvez-vous décrire les rôles que Taïwan peut jouer dans cette situation difficile sans précédent?

M. Winston Wen-Yi Chen: Je vous remercie.

La pandémie de COVID-19 pose un défi non seulement à mon pays, mais aussi au Canada et aux autres pays du monde. À Taïwan, nous essayons de faire tout ce que nous pouvons avec les ressources et le pouvoir dont nous disposons. Puis, nous collaborons avec nos partenaires internationaux pour protéger nos citoyens. Comme nous ne sommes pas membres de l'Organisation mondiale de la Santé et comme tous comprennent que le virus transcende les frontières, nous ne pouvons pas agir seuls. Nous devons grandement coopérer avec les pays voisins et la société internationale.

C'est pour cette raison que le gouvernement et la population de Taïwan souhaitent nouer le dialogue, à l'occasion, avec la communauté internationale. En particulier durant la pandémie, nous avons remarqué que nous pouvions faire part de notre expérience à nos amis.

Aujourd'hui, les gens parlent du modèle taïwanais. J'aimerais donc prendre quelques minutes pour vous présenter le véritable modèle taïwanais. Je vais le résumer ainsi: premièrement, il y a la préparation en cas de pandémie; deuxièmement, la prise de décisions rapide, coordonnée et proactive; troisièmement, l'élaboration de politiques axées sur la santé, y compris l'institution du contrôle frontalier, de contrôles de la santé à tous les points d'entrée et plus encore; quatrièmement, le recours aux mégadonnées, à l'intelligence artificielle et à la technologie dans son ensemble; cinquièmement, la gestion de la production, de l'acquisition et de la distribution de fournitures médicales essentielles; sixièmement, la diffusion d'information ouverte, exacte, rapide et transparente; et septièmement, la coopération internationale productive et faite de bonne foi.

En fait, trois termes peuvent être utilisés pour décrire le modèle taïwanais: la transparence, la technologie et le travail d'équipe.

• (1330)

M. Robert Kitchen: Merci beaucoup.

Le Dr Ronald St. John, spécialiste des maladies infectieuses, aurait déclaré récemment qu'à son avis, le Canada a réagi plutôt lentement à la COVID-19 en janvier et que la situation aurait probablement dû être prise un peu plus au sérieux.

Je souligne que le Dr St. John a été le premier directeur général du Centre de mesures et d'interventions d'urgence de l'Agence de la santé publique du Canada et qu'il a dirigé la réponse du Canada au SRAS.

Quelle a été l'importance de la rapidité dans la réponse de Taïwan et de la Corée du Sud, monsieur Chen?

M. Winston Wen-Yi Chen: Comme je l'ai déjà dit, étant donné la proximité et les liens étroits qui existent entre Taïwan et la Chine, il était essentiel que le gouvernement et la population de Taïwan préviennent la propagation du virus dès le début. Le gouvernement devait prendre une décision rapidement, et c'est ce qu'il a fait.

M. Robert Kitchen: Je vous remercie.

La parole est à vous, monsieur Chun.

M. Asaph Young Chun: À mon avis, la préparation est absolument essentielle, surtout quand des données indiquent que l'épidémie comprend une part de transmission asymptomatique. Il faut disposer de très bons outils de dépistage et de recherche des contacts. C'est un aspect essentiel des mesures de prévention.

Dès février, la Corée a réussi à trouver des façons novatrices de faire le dépistage et la recherche des contacts en créant des partenariats entre le gouvernement et l'industrie. Nous avons laissé l'industrie prendre les rênes afin qu'elle conçoive de nouvelles méthodes de dépistage et de recherche des contacts.

M. Robert Kitchen: Je vous remercie, monsieur Chun.

Après la pandémie de SRAS en 2003, la majorité des pays ont élaboré des plans d'intervention en cas de pandémie pouvant être mis en œuvre presque immédiatement. Nous avons vu que le Canada avait eu de la difficulté à cet égard, malgré le fait que l'Agence de la santé publique du Canada a été créée en partie en réaction à la réponse au SRAS.

Les pays ont parlé, entre autres, de se préparer et de faire des exercices et des simulations. Vos gouvernements ont-ils effectué des examens, des exercices ou des pratiques liés à un plan d'intervention en cas de pandémie?

Allez-y, monsieur Chun.

M. Asaph Young Chun: Je ne crois pas que les exercices étaient la clé.

Je pense que l'élément le plus important, c'est que nous nous sommes attaqués à la question en nous demandant quel cadre législatif nous pouvions établir pour aider la population à traverser une période difficile ensemble. Il fallait tenter de trouver l'équilibre entre la liberté individuelle et la collectivité de vies menacées.

Voilà le cadre législatif très important que la Corée a réussi à mettre en place lorsque la population coréenne a affronté les crises du SRAS et du SRMO.

M. Robert Kitchen: Monsieur Chen, pouvez-vous nous donner une réponse brève?

Le président: Allez-y, monsieur Chen.

M. Winston Wen-Yi Chen: Je pense que dans le cas de Taïwan, la population générale et le gouvernement s'entendent sur... Évidemment, nous avons tiré une dure leçon du SRAS en 2003. Nous sommes isolés de la communauté internationale de la santé; nous croyions donc que nous devions réagir rapidement, selon les données scientifiques et l'avis des experts.

Nous n'avons pas nécessairement fait d'exercices, mais nous avions déjà le cadre législatif qui a été mis en place après la crise du SRAS en 2003. C'est pour cette raison que nous avons été en mesure d'établir rapidement le CECC et de mandater le secteur privé et les organismes gouvernementaux de travailler en équipe, ce qui nous a permis d'intervenir de manière adéquate et rapide.

Aussi, la démocratie... je pense que les gens sont certainement inquiets qu'il y ait une perte... même très minime. Ils sont inquiets que la pandémie entraîne une perte de sûreté et de sécurité. Selon moi, c'est pour cette raison que la population accorde sa confiance au gouvernement. Il faut faire preuve d'ouverture et de transparence, et il doit y avoir une grande communication. C'est ce qui permet au gouvernement de mettre en œuvre le mécanisme nécessaire.

• (1335)

Le président: Merci, monsieur Chen.

Nous passons maintenant à M. Van Bynen.

La parole est à vous, monsieur Van Bynen. Vous disposez de six minutes.

M. Tony Van Bynen (Newmarket—Aurora, Lib.): Je vous remercie, monsieur le président.

Je remercie les témoins de leur participation.

L'idée d'un réseau pancanadien a été soulevée à de nombreuses reprises durant les séances du Comité. Plusieurs témoins ont déclaré qu'une telle approche accroîtrait la collaboration entre les systèmes de santé d'un océan à l'autre et qu'elle serait avantageuse pour tout le Canada. J'ai entendu l'affirmation de M. Chen selon laquelle l'important, c'est d'avoir une chaîne de commandement claire.

La Corée du Sud et Taïwan sont-elles dotées d'un tel réseau? Dans l'affirmative, pouvez-vous nous expliquer comment il a été mis en place et nous dire s'il a amélioré le système de santé de votre pays? Dans la négative, pourquoi, d'après vous, un tel réseau n'a-t-il pas été instauré?

J'inviterais les deux témoins à répondre, s'il vous plaît.

M. Asaph Young Chun: Je peux répondre en premier.

En se fondant sur les expériences et les crises vécues dans le passé — je pense au SRAS et au SRMO —, la Corée a été en mesure d'institutionnaliser un très bon système de gouvernance en matière de gestion des crises. Même avant la pandémie actuelle, grâce aux leçons tirées des crises antérieures, nous avons déjà un système centralisé dictant qui gère la crise, qui se spécialise dans la réponse aux problèmes sur le terrain et comment le gouvernement central et les gouvernements locaux doivent collaborer.

Comme tous ces mécanismes existaient déjà, le gouvernement coréen n'a pas eu à prendre le temps de planifier ou de mettre des processus sur pied; je pense qu'il a réagi en moins de 24 heures. Nous avons pu remettre en place les mécanismes nécessaires lorsque la crise est devenue imminente et utiliser ces mécanismes pour affronter la crise de manière très proactive. Nous n'avions pas le temps de régler des différends entre le gouvernement central et les gouvernements locaux. Une grande partie de la coordination était déjà assurée et institutionnalisée.

M. Tony Van Bynen: Je vous remercie.

La parole est à vous, monsieur Chen.

M. Winston Wen-Yi Chen: Je pense qu'à la fin de janvier, le Central Epidemic Command Center, CECC, était bien établi. Le ministre de la Santé était chargé de donner des séances d'information quotidiennes pour expliquer la situation réelle aux citoyens, ainsi que les nouveaux règlements et mécanismes. Je pense que cela a beaucoup aidé les gens. Ils savaient comment se procurer de l'EPI au dépanneur.

En utilisant les mégadonnées, le gouvernement peut contrôler et limiter le nombre de cas confirmés et s'assurer que les gens se mettent en quarantaine. Dans les cas suspects aussi, les gens savent comment se comporter, comment se mettre en quarantaine ou s'isoler. À mes yeux, c'est une sorte de travail d'équipe. Les gens comprennent que nous vivons une crise. Ils savent quoi faire pour le bien public.

L'utilisation de la technologie moderne fait l'objet d'un débat de société. Surtout dans une démocratie comme Taïwan, les gens craignent de perdre leur droit à la vie privée. Il est extrêmement important pour les institutions démocratiques d'établir un équilibre à cet égard. Je pense que notre Parlement joue un rôle essentiel sur ce plan: il examine quotidiennement la réglementation, les méca-

nismes gouvernementaux ou les nouveaux règlements en vue de veiller à la protection du droit à la vie privée des citoyens.

Les membres de la société civile veulent la garantie que nous pouvons lutter contre la pandémie de manière adéquate, mais sans perdre, en même temps, les principes les plus précieux d'une société démocratique: le droit à la vie privée et les droits civils.

• (1340)

M. Tony Van Bynen: Je vous remercie.

Je suis heureux de voir que vous travaillez tous les deux sur des projets de recherche avec le Canada. D'après les expériences vécues par vos pays, avez-vous des leçons apprises ou des suggestions à présenter au Canada, qui entame la réouverture de son économie?

Commençons encore une fois par M. Chun.

M. Asaph Young Chun: Là encore, les Canadiens, les Coréens et d'autres peuples sont vraiment désireux de rouvrir et de revitaliser leur économie. C'est très important pour beaucoup de gens, en particulier pour les personnes défavorisées sur le plan économique et sur d'autres plans. Je pense qu'il faut que le système soit prêt avant de rouvrir un grand nombre de secteurs économiques. Si vous n'avez pas de système en place pour tester les gens, effectuer le traçage des contacts et traiter les patients avec un très bon système de santé, alors je pense que vous allez certainement connaître une résurgence de la pandémie. C'est ce que d'autres pays ont connu.

Même en Corée, je pense que ces dernières semaines, nous sommes très inquiets. Une fois que nous avons relâché une partie de la distanciation sociale et avons opté pour la distanciation dynamique, pour que les gens puissent se livrer à plus d'activités économiques, nous avons constaté que certains cas revenaient et nous avons mis en quarantaine des personnes dans certaines collectivités.

Nous sommes, dans une certaine mesure, assez satisfaits d'avoir un bon système en place. Encore une fois, je reviendrais au système 3T. Il y a également une confiance entre le gouvernement et le public, de sorte que nous pouvons compter les uns sur les autres. Si vous avez cela sous contrôle, et si vous savez que votre infrastructure en santé mentale est très résiliente pour que la crise reste dans les limites du seuil, alors vous êtes certainement prêts à rouvrir certains secteurs de l'économie. Toutefois, je vous recommande de procéder étape par étape, graduellement, et de ne pas tout ouvrir complètement en même temps.

M. Tony Van Bynen: Merci.

Monsieur Chen?

Le président: Monsieur Van Bynen, votre temps de parole est écoulé, mais M. Chen peut répondre s'il le souhaite.

On vous écoute.

M. Winston Wen-Yi Chen: Oui. Pour faire une histoire courte, il est extrêmement important de savoir comment relancer notre économie dans la période post-pandémique.

Notre pays est également très attentif à la manière dont nous façonnons notre modèle économique et à la manière de faire revivre l'esprit de la puissance économique. Veuillez à ce que la société puisse se développer de manière durable. C'est extrêmement important.

Au cours des trois ou quatre derniers mois, pour la communauté commerciale taïwanaise, bien que les affaires continuent à l'échelle nationale, les touristes étrangers ont été bloqués à la frontière. Ils ne sont pas autorisés à visiter le pays.

À ce stade-ci, le gouvernement a été très clair. Il a sélectionné 15 pays. Dans un premier temps, il autorisera les gens d'affaires de ces 15 pays à visiter Taïwan. Le pays rendra la période d'isolement aussi courte que possible, de cinq à sept jours, pour encourager les gens d'affaires à continuer de venir à Taïwan et à faire des affaires avec Taïwan.

Je suis tout à fait d'accord avec M. Chun, que nous devons procéder graduellement, État par État, et nous assurer que la pandémie ne revienne pas. C'est extrêmement important. Comment équilibrer tout cela est certainement...

Chaque pays a son modèle. Comme je l'ai dit plus tôt, j'ai essayé de vous décrire le véritable modèle de Taïwan, mais ce modèle n'est pas parfait pour tous les pays et toutes les régions. Ce n'est certainement pas une solution universelle. Chaque pays a sa culture, son histoire et ses coutumes, mais je crois que la coopération internationale est très importante et essentielle, car nous pouvons apprendre les uns des autres et combattre cette terrible pandémie.

Merci.

• (1345)

Le président: Merci, monsieur Chen.

[Français]

Monsieur Thériault, vous avez la parole pour six minutes.

M. Luc Thériault: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Messieurs Wen-Yi Chen et Chun, je vous souhaite la bienvenue.

Vos pays sont souvent cités comme des modèles d'efficacité en matière de contrôle de cette pandémie, qui présente des difficultés particulières. Nous sommes à proximité du foyer le plus important de contagion sur la planète. Cela a été le cas aussi à Taïwan, avec la Chine continentale.

Je vais d'abord m'adresser à vous, monsieur Chun. Vous avez effleuré le sujet tout à l'heure, avec M. Van Bynen. Vous avez été parmi les premiers à agir systématiquement et à ne pas attendre les analyses d'autres instances avant de mettre en place des mesures. Vous êtes présentement en train de prévoir une seconde vague. Ici, nous l'attendons au cours de l'automne.

Il y a des pressions économiques, mais comment expliquez-vous qu'une deuxième vague puisse émerger? Le déconfinement est en quelque sorte obligé, si on veut rebâtir l'économie et la remettre en marche. Le rythme du déconfinement influe-t-il nécessairement sur le laisser-aller des populations, ce qui crée des foyers d'infection ou les redémarre? Que faites-vous pour contrer cela? Nous aimerions nous inspirer de vos bonnes pratiques pour contrer la prochaine vague qui s'en vient chez nous.

[Traduction]

M. Asaph Young Chun: Oui. Je ne dirais pas que la Corée est parfaite. Je pense que nous essayons. Je pense que nous avons recours à la sagesse collective de...

[Français]

M. Luc Thériault: Monsieur le président, il n'y a pas d'interprétation.

[Traduction]

M. Asaph Young Chun: ... différentes pratiques clés, alors je pense que nous pouvons trouver les solutions les plus pratiques aux problèmes qui vous préoccupent.

Quelles sont les répercussions de ce confinement, du fait de rester chez soi, de rester là où on ne souhaite généralement pas passer la journée entière? Ce confinement a de nombreuses répercussions sur la santé mentale et physique des gens et des familles, et cela affecte beaucoup de gens, si bien que nous nous en soucions. C'est pourquoi nous essayons également d'obtenir ce type de distanciation dynamique, plutôt qu'une distanciation sociale complète. Avec la distanciation dynamique, vous permettez un certain niveau de détente lorsqu'il s'agit d'une petite réunion, de travailler au bureau, de passer un certain temps dans les lieux publics, notamment.

Encore là, lorsque vous assouplissez les mesures, vous anticipez sûrement que cette épidémie pourrait refaire surface. Je pense que c'est le compromis dont vous devez vous soucier. Cela me ramène à mon argument précédent.

Nous avons un système en place pour gérer la crise. Quand vous le savez, l'augmentation du nombre de cas ne va pas vous hanter. Si vous êtes prêt, vous pouvez y faire face, et vous pouvez garder une sorte d'équilibre avec la revitalisation économique et aussi la distanciation dynamique.

Vous avez parlé d'une deuxième vague. Qu'entend-on par deuxième vague? Je pense que les gens ont des opinions différentes. À mon avis — et c'est également fondé sur la sagesse collective que nous sommes en train de rassembler au Canada et en Corée avec les universitaires et les meilleurs praticiens —, je pense que s'il y a une deuxième vague, ce sera à nous de décider de la façon de la gérer. La deuxième vague ne se produira pas soudainement. Cela dépendra de notre comportement, de nos actions communautaires et de nos actions gouvernementales. Si vous avez tous ces outils en place, vous n'avez pas forcément besoin d'avoir une deuxième vague dans votre pays. C'est mon opinion.

Je pense que dans le cas de la Corée — nous avons moins de 50 cas par jour ces temps-ci, les Coréens sont très préoccupés par même un petit nombre de cas chaque jour. Nous essayons de maintenir le nombre de cas à 20 dans l'ensemble de la Corée. C'est le type de services de renseignements que nous avons en Corée, dont je fais partie. Je suis un Américain, en fait, de par mon statut juridique...

• (1350)

[Français]

M. Luc Thériault: Monsieur Chun...

[Traduction]

M. Asaph Young Chun: ... donc je sais ce qu'ils pensent. Ce n'est pas le type de...

Allez-y.

[Français]

M. Luc Thériault: Merci, monsieur Chun.

Monsieur Chen, vous avez longuement parlé, à juste titre, de la collaboration internationale.

Qu'en est-il de la recherche menée par les chercheurs et les scientifiques de votre pays par rapport à cette collaboration internationale? Êtes-vous en contact avec eux?

J'imagine que les enjeux avec l'OMS ne vous ont pas permis de faire partie de l'essai clinique Solidarity. J'aimerais que vous nous en parliez. En faites-vous partie? Craignez-vous que cela ait un effet sur votre capacité à participer aux essais et à avoir accès à de futurs traitements ou vaccins?

Qu'en est-il de la recherche et de vos scientifiques en lien avec la communauté internationale?

[Traduction]

M. Asaph Young Chun: Oui. Je pense que ce sont des points très importants que vous venez de soulever. En fait, entre la Corée et le Canada, nous sommes en train de créer cette intelligence artificielle...

[Français]

M. Luc Thériault: Pardon. J'adressais ma question à M. Chen.

Je vous prie de m'excuser, il me reste peu de temps.

[Traduction]

M. Asaph Young Chun: D'accord. Allez-y.

M. Winston Wen-Yi Chen: Oui, merci.

J'aimerais vous faire part de l'expérience de la Taïwan. C'est une expérience unique. Même si nous ne faisons pas partie de l'OMS, nous avons beaucoup coopéré et essayé de travailler avec des pays aux vues similaires, en particulier ceux qui ont des institutions démocratiques, et nous nous sommes assurés que nous pourrions obtenir les renseignements nécessaires à temps.

De plus, monsieur, vous avez mentionné la recherche dans la conception de vaccins, de médicaments et de trousse de dépistage. Pour ce faire, il faut travailler en équipe avec la communauté internationale de la santé. Dans le cadre de notre coopération, plus particulièrement avec le Canada, nous avons non seulement partagé notre EPI, mais nous avons également essayé d'aider le secteur privé, au Canada et en Taïwan, à collaborer pour tenter d'établir la chaîne d'approvisionnement en EPI dans ce pays.

Je pense que notre coopération est partout. Nous essayons de trouver toutes les possibilités de travailler avec nos amis. Dans ce pays, le Canada, nous avons un défi à relever pour faire face à cette pandémie, si bien que nous avons essayé de trouver une solution viable et de nous attaquer aux problèmes. Je dis toujours que personne ne devrait être exclu de l'OMS parce que le virus pourrait être transmis d'une région à d'autres pays. Nous avons dû travailler ensemble, en équipe. C'est tellement important. C'est la raison pour laquelle nous pensons que nous sommes du bon côté de l'histoire. Nous avons fait ce qu'il fallait. Nous avons de bons amis qui continuent à nous soutenir.

• (1355)

[Français]

Le président: Merci, monsieur Thériault.

[Traduction]

Nous allons maintenant entendre M. Davies.

Monsieur Davies, la parole est à vous pour six minutes, je vous prie.

M. Don Davies: Merci, monsieur le président.

Merci aux deux témoins d'être ici.

Monsieur Chen, quand le gouvernement taïwanais a-t-il recommandé à ses citoyens de porter le masque? Sur quelles données probantes s'est-il appuyé pour formuler cette recommandation?

M. Winston Wen-Yi Chen: Je pense que nous avons beaucoup discuté de la question de savoir si nous devrions porter un masque ou non, et quand les gens devraient porter le masque pour se protéger. Je pense que tout dépend des preuves scientifiques et de l'avis des experts.

Par exemple, ma famille, mes collègues et moi suivons les directives...

M. Don Davies: Monsieur Chen, si je peux vous interrompre, ma question était la suivante: quand le gouvernement taïwanais a-t-il recommandé à ses citoyens de porter un masque? C'était quand? Quand l'a-t-il fait?

M. Winston Wen-Yi Chen: Je pense qu'au tout début, au début de janvier, les gens ont eu l'idée de porter un masque pour se protéger. Comme je l'ai toujours dit, nous l'avons fait très tôt. Ce sujet suscite de nombreux débats, comme je l'ai dit, même dans ce pays. Nos coutumes et notre culture nous ont aidés à convaincre les gens de porter un masque. Cela nous a certainement aidés à être bien préparés.

Le seul défi que les gens n'ont pas abordé est de savoir comment fournir autant de masques. Plus particulièrement, nous parlons des travailleurs de la santé, des travailleurs de première ligne, et même des policiers et des pompiers. Ils sont dans l'espace public. Ils ont un besoin urgent de masques faciaux. Pour les personnes qui restent huit heures à la maison, elles n'ont probablement pas besoin de masques de façon aussi urgente. Je pense que le gouvernement à Taïwan, au début, ne produisait que deux millions de masques par jour. Nous avons une population de 24 millions d'habitants, si bien que nous étions très loin d'avoir suffisamment...

M. Don Davies: Monsieur Chen, je suis désolé de vous interrompre. Mon temps est limité. Je vais poser des questions sur votre production de masques, mais je veux les adresser à M. Chun.

Monsieur Chun, quand le gouvernement de la Corée du Sud a-t-il recommandé à ses citoyens de porter un masque?

M. Asaph Young Chun: Je me rappelle que c'était au début de février. À ce moment-là, je pense que nous n'avions que quelques cas au pays, moins de 30, si je ne m'abuse, mais je pense que c'était fondé sur des preuves.

M. Don Davies: Pourquoi le gouvernement de la Corée du Sud a-t-il formulé cette recommandation?

M. Asaph Young Chun: C'était fondé sur le risque potentiel des cas asymptomatiques de cette épidémie. Quand on ne sait pas qui est infecté puisqu'il ne présente pas de symptômes, je pense qu'il faut porter un masque pour pouvoir réellement se protéger de cette infection asymptomatique.

M. Don Davies: Pensez-vous que l'adoption précoce du port du masque a joué un rôle dans le maintien d'un faible taux de transmission en Corée du Sud?

• (1400)

M. Asaph Young Chun: Oui, je pense que c'était l'un des meilleurs mécanismes. Comme je l'ai mentionné plus tôt, c'était ces mesures personnelles, les interventions non pharmaceutiques, l'utilisation de masques faciaux et aussi le lavage des mains, l'hygiène. Ces deux mesures étaient très importantes pour l'ensemble du processus d'intervention non pharmaceutique, et nous les avons rendues très obligatoires. Aujourd'hui encore, lorsque vous venez en Corée, vous constaterez que presque tout le monde porte un masque.

M. Don Davies: Merci.

Maintenant, retournons à M. Chen à Taïwan.

Je sais que Taïwan était un importateur de masques chirurgicaux avant la COVID-19. Vous avez créé une industrie de production de masques dans votre territoire, à peine un mois après le signalement des premières infections. Je sais que, dès le mois de mai, vous avez augmenté la production quotidienne à 20 millions de masques, et cette initiative a été dirigée par le gouvernement de Taïwan.

Pourriez-vous faire un bref compte rendu à l'intention du Comité de la façon dont le gouvernement taïwanais a pu accroître si rapidement la production de masques en réponse à la pandémie de COVID-19?

M. Winston Wen-Yi Chen: Je viens de mentionner que les mesures législatives ont joué un rôle extrêmement important. Après 2003, la loi avait déjà été adoptée et c'est pour cela que nous avons pu instaurer, dès le début, au premier stade, le centre de commande centralisée des épidémies ou CECC. La règle du droit était respectée. Ainsi, la loi et les mécanismes de suivi étaient en place, alors bien sûr, nous avons pu rallier le secteur privé et tenter de l'appuyer. Je crois également que les Taïwanais sont honorés d'aider la société et les citoyens. C'est la raison pour laquelle, je crois, nous avons pu, en quelques semaines seulement, effectuer une production de masse, avec un volume quotidien de deux millions de masques, et désormais de près de 20 millions de masques, et ainsi répondre aux besoins de notre peuple, mais aussi aider nos amis en essayant d'en expédier vers des pays étrangers.

Vous avez demandé si le port du masque était ou non efficace afin de prévenir la propagation du virus. Je ne suis pas un expert en médecine, mais je crois que le consensus social à Taïwan était de se protéger soi-même, ainsi que les membres de sa famille. Jusqu'à présent, nous avons un nombre limité de cas confirmés, mais dans les rassemblements publics et à l'intérieur, par exemple dans les stations de métro, et même dans les grands espaces, les gens portent des masques, pas seulement pour se protéger eux-mêmes, mais encore pour protéger les autres. Ainsi, c'est très important. Je crois qu'à Taïwan en particulier, nous ressentons l'obligation de le faire.

Le président: Merci, monsieur Davies.

Cela conclut le témoignage de ce groupe d'experts. Je voudrais remercier nos deux témoins de nous avoir si généreusement donné de leur temps.

Je voudrais particulièrement faire remarquer que chez M. Chun, qui est, je crois, en Corée, il est trois heures du matin et donc, au nom du Comité, je tiens à vous remercier d'être resté éveillé si tard ou de vous être levé si tôt pour être avec nous. Je vous remercie.

[Le président s'exprime en coréen.]

[Traduction]

Monsieur Wen-Yi Chen, je vous remercie.

[Le président s'exprime en mandarin.]

[Traduction]

J'espère que nous aurons la chance de nous entretenir avec vous deux dans d'autres circonstances.

Merci beaucoup.

Nous allons suspendre la séance pour faire entrer le groupe d'experts suivant.

• (1400)

(Pause)

• (1410)

Le président: Nous allons maintenant poursuivre la séance.

Bienvenue à tous. Bienvenue à la 30^e séance du Comité permanent de la santé de la Chambre des communes. Conformément à l'ordre de renvoi du 26 mai 2020, le Comité reprend sa séance d'information sur la réponse canadienne à l'écllosion du coronavirus.

Je vais tout de suite présenter nos témoins. Nous avons l'honorable François-Philippe Champagne, ministre des Affaires étrangères, Affaires mondiales Canada. Nous avons Mme Marta Morgan, sous-ministre, Affaires étrangères. Nous avons Mme Heather Jeffrey, sous-ministre adjointe, Secteur des services consulaires, de la sécurité et de la gestion des urgences.

Monsieur le ministre, si vous le souhaitez, vous disposez de 10 minutes pour votre exposé. Allez-y, je vous prie.

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Affaires étrangères): Merci, monsieur le président.

Chers collègues, honorables députés, je vous remercie de l'invitation à comparaître devant votre comité pour parler de la réponse internationale du Canada à la COVID-19.

Il ne fait aucun doute que nous traversons un moment unique pour une génération. La portée et l'ampleur de cette pandémie ont éprouvé l'ensemble des collectivités, des pays et des institutions internationales, et nous avons tous été affectés, personnellement et professionnellement.

Nous devons démêler les ramifications sanitaires et socioéconomiques mondiales de cette crise pendant un certain temps encore.

[Français]

En effet, les conséquences de cette pandémie nous pousseront à mettre davantage l'accent sur la diplomatie de la santé, la diplomatie des chaînes d'approvisionnement et la diplomatie de la sécurité économique. Personne ne peut sous-estimer l'importance des implications de cette pandémie pour l'économie et la cybersécurité, ainsi que pour les droits de la personne, l'égalité des genres et, bien évidemment, l'inclusion.

[Traduction]

Nous devons également reconnaître que la pandémie n'est pas survenue dans un vide. En effet, cette crise exacerbe des tendances mondiales existantes, parmi lesquelles la concurrence géopolitique, le protectionnisme montant, l'augmentation des inégalités et les défis aux valeurs démocratiques.

Ici chez nous, la pandémie a obligé le gouvernement à trouver des solutions à des problèmes de nature inédite. Au ministère des Affaires étrangères, la réponse consulaire a bien sûr été la plus visible et la plus exigeante. Des centaines d'employés des consulats et de nos missions à l'étranger ont été redéployés pour organiser le plus important et plus complexe rapatriement en temps de paix de l'histoire de notre nation des voyageurs canadiens bloqués à l'étranger.

Si je parle aujourd'hui de l'élément consulaire de la réponse du Canada, je voudrais toutefois davantage souligner le leadership canadien qui a su formuler les réponses internationales à la pandémie de COVID-19 sur les plans diplomatique, commercial et de l'aide internationale, car ils sont essentiels et prendront plus d'importance à l'avenir.

[Français]

Permettez-moi donc de commencer par la réponse consulaire.

Certaines personnes oublient peut-être qu'avant que la COVID-19 ne devienne une pandémie, Affaires mondiales Canada avait déjà, dès la fin de janvier, rapatrié des centaines de Canadiens de Wuhan et prêté main-forte à des centaines d'autres au Japon, à bord du navire de croisière Diamond Princess. Les choses n'ont fait qu'empirer par la suite. À mesure que le virus se propageait et que les pays du monde entier, dont le Canada, imposaient des contrôles frontaliers rigoureux, nous faisons face à des fermetures d'espace aérien, de frontières et d'aéroports, et même à des restrictions sévères pour le mouvement des voyageurs canadiens dans différents pays du monde.

[Traduction]

Comme je l'ai déjà dit, pendant que le monde appuyait sur « pause », nous avons embrayé à la vitesse supérieure. Je voudrais vous donner quelques chiffres qui devraient vous donner une idée de l'ampleur des efforts que nous avons déployés pour répondre aux besoins des Canadiens en détresse.

En mars, notre Centre de surveillance et d'intervention d'urgence a répondu à des milliers d'appels et de courriels chaque jour. Au début de la crise, nous recevions tous les jours plus de 5 800 appels et plus de 9 000 messages. Le personnel des différents bureaux a été redéployé pour aider à répondre à tous ces appels et ces courriels. Notre réseau de 178 missions à l'étranger a changé son fusil d'épaule pour fournir une aide providentielle sur le terrain aux Canadiens. Les ambassadeurs, les délégués commerciaux et les agents de développement se sont retrouvés à travailler avec leurs collègues des consulats pour réserver des vols et des transports terrestres, fournir des lettres de permission et de dérogation à la quarantaine et organiser des prêts d'urgence. À compter de juin, nous avons organisé le retour sécuritaire de plus de 48 000 voyageurs canadiens à partir de 111 pays, y compris 42 000 personnes sur plus de 400 vols et plus de 6 000 personnes qui étaient en mer à bord de 197 bateaux.

Monsieur le président, je voudrais vraiment profiter de l'occasion pour féliciter et remercier Mme Heather Jeffrey, qui est parmi nous aujourd'hui, pour ce qu'elle a fait merveilleusement bien en tant que dirigeante des agents consulaires. Il s'agissait d'une gestion de crise consulaire à un niveau jamais atteint auparavant dans notre pays, une illustration en temps réel des liens interpersonnels forts et étendus du Canada autour du globe et une remarquable démonstration de résilience par le service étranger du Canada.

• (1420)

[Français]

Parallèlement à cela, malgré les signes inquiétants d'un manque d'action et de solidarité internationales, le Canada a joué, et continue de jouer, un rôle de chef de file dans la coordination et l'élaboration de la réponse mondiale, par l'entremise d'interventions diplomatiques et commerciales rapides et de programmes d'aide internationale. L'engagement clair du premier ministre à vaincre ce virus partout et à sortir de cette crise plus fort en tant que communauté internationale oriente notre travail. Ces priorités en tête, le premier ministre, mes collègues ministres et moi-même avons tenu des discussions par téléphone et par vidéoconférence avec des centaines de nos homologues dans le monde.

[Traduction]

Le président: Monsieur le ministre, il semble qu'il y ait un problème de son. Nous n'entendons que des sons parasites. Pouvez-vous débrancher, puis rebrancher votre casque d'écoute, s'il vous plaît?

L'hon. François-Philippe Champagne: Est-ce mieux?

Le président: Oui, c'est mieux.

Monsieur le ministre, veuillez continuer. Merci.

L'hon. François-Philippe Champagne: Merci, monsieur le président.

Depuis le début de la pandémie, la ministre Gould, la ministre Ng et moi-même avons publié 44 déclarations conjointes avec nos partenaires internationaux, en plus de collaborer activement avec d'autres membres du Cabinet pour mener des actions dans le cadre de forums comme le G7, le G20, les Nations unies, la Banque mondiale, le FMI, l'OMC et l'OCDE. Pas moins de 18 réunions du G7 et 12 du G20 de dirigeants et de ministres ont eu lieu, afin de présenter les principes directeurs pour des mesures concrètes, y compris pour s'attaquer au niveau d'endettement élevé des pays en voie de développement.

Dans le cadre de ces efforts, le premier ministre a piloté deux initiatives mondiales très importantes.

Tout d'abord, le Canada a organisé une conférence des donateurs pour les vaccins et les traitements, conjointement avec les États-Unis et le Japon, qui a recueilli 8 milliards de dollars américains pour mieux tester, traiter et protéger les gens et éviter de propager davantage la COVID-19 dans le monde.

En deuxième lieu, en partenariat avec le premier ministre jamaïcain, M. Andrew Holness, et le Secrétaire général des Nations unies, M. Guterres, le premier ministre a convoqué une réunion spéciale de haut niveau aux Nations unies pour proposer des solutions à la crise économique et à l'urgence du développement qui ont été précipitées par la pandémie.

En ce qui me concerne, j'ai établi un groupe de coordination ministérielle pour la COVID au tout début de la pandémie. Je voulais m'assurer de pouvoir discuter des pratiques exemplaires, de les coordonner et de les partager. Je l'ai fait avec des collègues d'Australie, d'Allemagne, d'Indonésie, d'Italie, du Maroc, du Pérou, de Singapour, d'Afrique du Sud, de Turquie et du Royaume-Uni. La réunion initiale avait pour but de créer un lieu de rencontre afin de coordonner une réponse aux restrictions de voyages de plus en plus nombreuses, mais ce forum est devenu un canal d'échanges important sur la réponse multinationale, où nous débattions de commerce et de mesures d'urgence, et où nous discutons la façon de maintenir les fameux ponts aériens, de garder les plaques tournantes pour s'assurer que les chaînes d'approvisionnement restaient ouvertes.

Ces efforts ont été assortis du soutien que le ministre Ng a apporté aux entreprises canadiennes pendant cette période extraordinaire d'incertitude mondiale et de resserrement des conditions de crédit.

Le ministre Gould a également été au cœur de l'effort international pour des questions telles que faciliter l'accès continu à l'éducation pendant la pandémie, à la santé mondiale, à la sécurité alimentaire, et réduire les répercussions disproportionnées que la pandémie a sur les femmes et les jeunes filles dans le monde. Dès le début du mois d'avril, notre gouvernement a annoncé un financement de 160 millions de dollars en appuis concrets au combat contre la pandémie, allant du renforcement des systèmes de santé dans les pays vulnérables à la sécurité alimentaire, à l'éducation et à la lutte contre la désinformation.

Monsieur le président, sans mesures internationales, ce qui a commencé comme une crise sanitaire aurait pu facilement devenir une crise alimentaire, ce qui aurait mené à une crise humanitaire dans certaines parties du globe. Avec une crise de cette ampleur, il est important que nous réfléchissions à l'architecture mondiale que nous voulons promouvoir et à laquelle nous voulons contribuer pour les générations à venir. Les caractéristiques du système international ont très bien servi les Canadiens au cours des 70 dernières années et continueront d'être fondamentales à la prospérité et à la sécurité des Canadiens. Soyez assurés que le Canada continuera de jouer un rôle actif pour donner forme à cette nouvelle ère, comme nous l'avons fait à d'autres moments marquants de l'histoire.

Je vais conclure mes remarques en présentant des événements qui ont récemment fait l'actualité.

Tout d'abord, il y a la candidature du Canada en vue d'obtenir un siège au Conseil de sécurité des Nations unies. Si les résultats annoncés mercredi ne correspondent pas à nos espoirs, nous sommes toutefois fiers de la campagne que nous avons menée au cours des quatre dernières années. Je voudrais remercier toutes les équipes qui ont témoigné toute leur passion et donné leur énergie pour promouvoir la candidature canadienne dans le monde. Pour le Canada, cette campagne nous a permis de renouveler et de renforcer nombre de relations bilatérales, qui seront utiles au Canada au cours des prochaines années. Nous continuerons de promouvoir partout nos valeurs et nos principes afin de construire un monde plus paisible, plus inclusif et plus durable. Je voudrais en profiter pour remercier encore une fois tous les hauts fonctionnaires, l'ambassadeur Marc-André Blanchard, les parlementaires et les Canadiens qui ont travaillé d'arrache-pied pour cette candidature pendant toutes ces années. Le Canada est vraiment fier de vous.

Enfin, il y a eu mention récente dans les journaux des hypothèques sur deux appartements que je possède et que je loue à l'étranger. Je voudrais prendre un moment pour aborder cette ques-

tion ici avec vous aujourd'hui. Conformément à mes obligations de titulaire d'une charge publique, ces deux hypothèques ont été déclarées au Commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique et inscrites au registre public depuis que je me suis lancé en politique, soit il y a plus de quatre ans.

• (1425)

Aucune de ces hypothèques ni aucune de mes autres responsabilités n'a eu la moindre incidence sur mes fonctions de titulaire de charge publique. Pour éviter toute distraction, les deux ont été entièrement repayées et refinancées auprès d'une banque canadienne, et le registre public sera mis à jour en conséquence.

Sur ce, monsieur le président, je m'excuse des petits problèmes techniques, et je serai ravi de répondre à vos questions.

• (1430)

Le président: Merci beaucoup, monsieur le ministre.

Nous allons maintenant commencer nos questions.

Il est possible que nous ayons le temps de faire qu'un seul tour. Le ministre sera parmi nous jusqu'à 15 heures. Nous ferons notre possible. Nous aurons peut-être un deuxième tour très écourté, mais je pense que nous n'en ferons qu'un seul.

L'hon. François-Philippe Champagne: Je serai heureux de rester aussi longtemps que vous le voulez, monsieur le président. Je sais qu'il y a eu des problèmes techniques et je ne veux pas avoir l'impression que certains de mes collègues n'ont pas le temps de poser des questions. À vous de voir, et je me plierai à votre décision.

Le président: Ce sont des propos très risqués. Vous feriez mieux de commander une pizza; nous allons vous garder toute la nuit.

Nous tenterons donc de faire deux tours. Merci beaucoup, monsieur le ministre, de vous plier à notre volonté. Nous composons tous avec ce genre de problèmes techniques. Je pense que cela fonctionne très bien, mais nous devons faire des ajustements en conséquence.

Nous allons commencer le premier tour.

Monsieur Genuis, vous avez six minutes.

M. Garnett Genuis: Merci beaucoup, monsieur le président.

J'ai moi-même eu des difficultés techniques, et je veux donc rapidement confirmer une partie du témoignage du ministre.

Monsieur le ministre, avez-vous dit que vous avez maintenant refinancé ces hypothèques, ce qui signifie que vous ne faites plus affaire avec la Banque de Chine? Ai-je bien entendu?

L'hon. François-Philippe Champagne: Les deux hypothèques ont été entièrement payées et refinancées auprès d'une banque canadienne. C'est ce que montrera le registre public. J'ai parlé au commissaire à l'éthique, et nous nous préparons à présenter une nouvelle version qui en témoignera.

M. Garnett Genuis: Merci beaucoup, monsieur le ministre, car beaucoup de nos collègues à la Chambre ont dit que ce n'est pas grave. Je sais que l'on comprend maintenant qu'il y avait un problème et qu'on l'a réglé. C'est une chose, de toute évidence, que nous demandions dans l'opposition.

Je veux toutefois tirer au clair un élément de l'information divulguée. Vous avez une déclaration datée du 30 mars 2016. Il y est question d'une hypothèque, une seule, pas de multiples hypothèques pour de nombreuses propriétés. Quand j'ai regardé vos déclarations plus tôt cette année, c'était peut-être en février ou en mars, aucune de ces hypothèques n'était mentionnée sur le site Web, et il est ensuite question de ces deux hypothèques dans une déclaration datée du 4 juin.

Avez-vous eu ces deux hypothèques tout au long de votre mandat à titre de ministre?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, j'ai une copie de la déclaration du 30 mars sur les hypothèques. Pour corriger ce que vous venez de dire, monsieur Genuis, j'ai procédé ainsi parce que je crois que le Parlement a autre chose à faire que de se concentrer sur mes appartements. J'ai coopéré. C'est ce que j'ai déclaré en 2016, à mon arrivée en politique, et chaque année depuis. Pour éviter de créer une distraction pour vous, l'opposition, le Parlement et ce comité, j'ai décidé de les refinancer auprès d'une banque canadienne.

M. Garnett Genuis: Monsieur le ministre, je crois qu'il serait utile que vous présentiez au Comité la déclaration du 30 mars 2016. Je suis surpris de ce que vous avez dit, car ce n'est certainement pas ce que d'autres personnes et moi-même avons vu sur le site Web. Vous avez peut-être fourni au commissaire à l'éthique des renseignements qui n'ont pas été rendus publics. Ou je me trompe peut-être, mais je pense que c'est...

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, voulez-vous que je lise la déclaration, car je l'ai sous les yeux.

M. Garnett Genuis: Pouvez-vous déposer le document? J'ai moi aussi d'autres questions à vous poser, monsieur le ministre.

L'hon. François-Philippe Champagne: Bien sûr.

Monsieur le président, je ne sais pas comment déposer un document virtuellement, mais je vais veiller à ce que vous le receviez, peu importe comment je dois procéder.

M. Tony Van Bynen: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Qu'est-ce qu'une hypothèque a à voir avec la COVID et le comité de la santé?

M. Garnett Genuis: Il semble y avoir matière à débat, mais je peux me contenter de donner suite au rappel au Règlement.

Le député devrait bien savoir que la motion qui a autorisé le Comité à siéger virtuellement lui a donné l'autorisation expresse d'aller au-delà des paramètres normaux du comité de la santé. Je pose ces questions en partie parce que le comité sur les relations sino-canadiennes n'a pas pu siéger même si c'est ce que veut la majorité des membres. On n'a pas demandé au comité des affaires étrangères de siéger, et il n'a pas pu tenir de séances. Le ministre a été absent à la Chambre tout au long de la semaine dernière lorsque j'ai voulu le questionner à ce sujet.

Pour donner suite au rappel au Règlement de M. Van Bynen, je pense que la question respecte parfaitement les paramètres de la motion demandant le consentement unanime que la Chambre a adoptée. J'aimerais pouvoir poser plus de questions semblables au ministre à la Chambre ou au comité sur les relations sino-canadiennes, mais on m'a privé de ces tribunes pour poser ces questions importantes.

• (1435)

Le président: Merci, monsieur Genuis, de ces explications concernant le rappel au Règlement.

Je crois que nous entamons un débat. Nous menons une étude sur la réponse canadienne à l'écllosion de coronavirus. Vous avez raison de dire que la motion nous permet d'aborder d'autres questions, mais celles-ci ne sont pas liées à l'étude que nous menons actuellement.

Je vous prie de poursuivre. Espérons qu'il y aura plus de questions liées à la COVID-19.

Merci.

M. Garnett Genuis: Merci, monsieur le président.

Il est intéressant de voir des libéraux intervenir, car c'est la présidence libérale du comité sur les relations sino-canadiennes qui...

M. Don Davies: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

M. Garnett Genuis: ... qui empêche le comité de siéger, même si c'est ce que veulent la majorité des membres.

Je suis heureux de poursuivre mes questions, à moins que M. Davies veuille intervenir.

M. Don Davies: Monsieur le président, je fais tout simplement remarquer qu'au-delà de ce que M. Genuis a dit, le ministre a parlé de ses hypothèques dans sa déclaration liminaire.

Le président: Merci à vous deux. Nous entamons un débat.

Je prends certainement acte de votre remarque, monsieur Davies.

Je vous prie de poursuivre les questions.

M. Garnett Genuis: Merci beaucoup.

Je souhaite poser au ministre d'autres questions très importantes concernant les affaires étrangères.

Monsieur le ministre, êtes-vous d'avis que les musulmans ouïgours à Xinjiang, en Chine, subissent actuellement un génocide?

L'hon. François-Philippe Champagne: En tant que ministre des Affaires étrangères, je peux dire que nous sommes grandement préoccupés par la situation des droits de la personne en Chine. J'en ai personnellement parlé à mon homologue, et le premier ministre en a fait autant. Nous allons continuer de le faire, car les droits de la personne sont au cœur de notre politique étrangère.

M. Garnett Genuis: La question était très précise: y a-t-il selon vous des preuves qui permettent d'affirmer qu'un génocide est perpétré à Xinjiang?

Le président: Monsieur Genuis, je vous exhorte à poser des questions qui se rapportent à notre étude, s'il vous plaît, c'est-à-dire à la réponse du gouvernement à l'écllosion du coronavirus.

M. Garnett Genuis: Monsieur le président, je crois qu'il était pertinent de la part de M. Davies de dire que je répondais à des propos tenus par le ministre. Je pense que notre façon de voir les génocides est étroitement liée, par exemple, à notre engagement auprès des Nations unies. Le ministre a parlé de notre campagne pour obtenir un siège au Conseil de sécurité.

Je vous demanderais d'adopter une position conforme à la motion demandant le consentement unanime que la Chambre a adoptée relativement à ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas.

Le président: Monsieur Genuis, nous menons une étude sur la réponse du gouvernement face au coronavirus. Le ministre est ici pour en parler. J'espère vraiment que vous pourrez centrer vos questions là-dessus. La situation des Ouïghours est un dossier très important, tout à fait, mais ce n'est pas le sujet de notre étude.

Merci.

M. Garnett Genuis: Le ministre veut-il répondre à la question sur le génocide, ou devrais-je passer à d'autres points?

L'hon. François-Philippe Champagne: Je vais me plier à la volonté de la présidence et suivre ses directives. Je suis ici pour témoigner.

Je suis à votre disposition, monsieur le président.

M. Garnett Genuis: Monsieur le ministre, je vous serais reconnaissant d'accorder du temps au comité sur les relations sino-canadiennes le plus tôt possible. La majorité des membres du comité veulent siéger, mais M. Regan, le président libéral, refuse toujours de respecter la volonté de la majorité. J'ai dû vous trouver ici, au comité de la santé. À vrai dire, c'est le seul endroit où j'ai pu trouver pour vous poser ces questions cruciales...

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur Genuis, vous étiez libre de vous joindre à moi à New York. Tout le monde sait que j'ai passé la semaine à travailler avec nos représentants aux Nations unies pour tenter d'obtenir un siège...

M. Garnett Genuis: Tout le monde sait également, monsieur le ministre, que c'est la raison pour laquelle nous avons un Parlement virtuel. Nous avons un outil qui vous permet de répondre aux questions où que vous soyez. Le comité sur la COVID s'est réuni jeudi. Vous avez décidé de ne pas vous rendre disponible pour répondre aux questions, alors qu'on avait déjà tenu le vote concernant notre candidature au Conseil de sécurité.

Le président: Monsieur Genuis, auriez-vous l'obligeance...

M. Garnett Genuis: Permettez-moi de vous poser une autre question sur nos relations avec la Chine et la réponse à la COVID.

Il me semble très important de mener une enquête internationale sur la réponse internationale à la pandémie de COVID, et plus précisément sur la réponse du gouvernement chinois, et que l'enquête permette de se rendre sur le terrain, en Chine, et de discuter sans entraves avec les experts chinois. Êtes-vous favorable à ce genre d'enquête?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je suis ravi de répondre à la question de M. Genuis.

Lorsqu'on a invoqué pour la première fois une enquête de l'OMS, nos collègues australiens ont communiqué avec nous. Nous sommes au cœur des discussions à ce sujet. Comme je l'ai dit, je ne pense pas qu'il serait judicieux de nuire au travail de l'Organisation mondiale de la Santé à ce stade-ci. Elle fait un travail important dans de nombreuses régions de la planète. J'ai parlé avec environ 130 de mes collègues partout dans le monde, et ils disent que nous devons pour l'instant travailler avec les institutions que nous avons.

Il ne fait aucun doute que le moment viendra pour poser des questions difficiles sur le leadership, le financement, la mission et le système d'alerte. Je peux assurer à M. Genuis que le Canada est au cœur de toutes ces discussions, car nos collègues de partout dans le monde nous appellent lorsque ces discussions ont lieu.

• (1440)

M. Garnett Genuis: Monsieur le ministre, ce n'était pas ma question.

Le président: Merci, monsieur Genuis.

M. Garnett Genuis: Ma question portait sur la réponse du gouvernement chinois.

Monsieur le président, on m'a interrompu à plusieurs reprises. Je pense qu'il me reste au moins une autre minute compte tenu des nombreux échanges où vous...

Le président: Monsieur Genuis, j'ai arrêté le chronomètre pendant les rappels au Règlement. Vous avez dépassé votre temps d'une minute. Je vous remercie donc de vos interventions.

Nous passons maintenant à M. Fisher.

M. Don Davies: Monsieur le président, j'aimerais d'abord, pour éviter d'interrompre M. Fisher, faire un rappel au Règlement qui sera selon moi utile aux prochains intervenants.

Je suis généralement d'accord avec vous, même si je crois qu'il y a une grande marge de manœuvre pour poser des questions devant un comité. Lorsque le ministre comparait au sujet de la COVID et qu'il aborde spontanément dans sa déclaration liminaire le rejet de la candidature du Canada pour obtenir un siège au Conseil de sécurité des Nations unies ainsi que ses deux hypothèques, deux questions n'ayant rien à voir avec l'étude sur la COVID, il renonce manifestement à son droit de s'en tenir aux questions sur la COVID. Un témoin ne peut pas choisir les questions non pertinentes qu'il souhaite aborder et ensuite empêcher les membres du Comité d'en parler. C'est tout simplement une question de politique. Il est ministre des Affaires étrangères et il a manifestement abordé des questions sans lien avec la COVID-19. Je pense donc que les membres du Comité devraient être libres d'examiner des questions pertinentes selon eux. Je pense que nous devrions régler la question avant de poursuivre.

Le président: Merci, monsieur Davies.

Le choix des questions abordées ne se rapporte pas aux droits du ministre, mais plutôt à l'étude menée par le Comité. Nous devons nous en tenir à ce que nous étudions. Le ministre n'a pas parlé de la situation des Ouïghours dans sa déclaration, par exemple. La question de savoir s'il était à la disposition du comité sur la COVID n'est pas pertinente dans le cadre de notre étude. J'accorde énormément de latitude aux intervenants, mais je pense que nous devons nous en tenir au sujet de notre étude, soit la réponse du gouvernement à la COVID-19. Je comprends lorsque vous dites que le ministre a abordé d'autres questions, et je pense qu'il est légitime d'y donner suite, mais j'espère vraiment que nous pourrions centrer nos interventions sur la réponse à la COVID-19.

Mme Tamara Jansen: J'invoque moi aussi le Règlement.

Je suis d'accord avec M. Davies. Comme le ministre a abordé ces autres questions, nous ne devrions pas interrompre sans cesse les personnes qui y reviennent.

M. Garnett Genuis: J'invoque le Règlement à mon tour, monsieur le président. M. Davies a fait valoir son point de vue. Il semble que vous ayez décidé de ne pas autoriser ce genre de questions, et si c'est le cas, j'aimerais contester la décision de la présidence. Je pense que nous devrions entendre le point de vue des membres du Comité pour ce qui est de savoir si le ministre doit répondre aux questions liées à sa déclaration liminaire.

Le président: En fait, je ne me suis pas prononcé; j'encourage tout simplement les députés à s'en tenir au sujet.

M. Don Davies: Si je peux me permettre, monsieur le président, très brièvement, comme le ministre des Affaires étrangères aborde le rejet de la candidature du Canada pour obtenir un siège au Conseil de sécurité, je pense qu'il laisse la voie libre aux questions sur les raisons qui pourraient expliquer ce rejet.

Le président: J'ai déjà soulevé le point, merci. Il a abordé la question dans sa déclaration, et c'est donc de bonne guerre, mais tentons de revenir à la COVID-19. N'hésitez pas à poser des questions liées à des points abordés dans son discours si vous le voulez, mais essayons vraiment de mettre l'accent sur la COVID-19. Merci.

M. Garnett Genuis: Monsieur le président, en ce qui concerne mon rappel au Règlement, il semble que soit vous rendez une décision, ce qui peut faire l'objet d'une contestation, soit vous ne rendez pas de décision et vous formulez seulement une recommandation amicale. S'il s'agit seulement d'une recommandation amicale, les députés peuvent poser les questions qu'ils souhaitent. Si vous rendez une décision, j'aimerais présenter une contestation.

Le président: Comme je l'ai dit, je n'ai pas rendu de décision...

M. Garnett Genuis: D'accord. C'est parfait. Je vous remercie.

Le président: ... mais c'est quelque chose que j'encourage. Si nous nous éloignons du sujet, j'essaierai de ramener les gens au sujet qui nous occupe.

Je vous remercie.

Nous entendrons maintenant M. Fisher.

Monsieur Fisher, vous avez six minutes.

M. Darren Fisher: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Monsieur le ministre, je vous souhaite la bienvenue, à vous et à votre équipe.

Je crois que je peux parler au nom de tous les députés qui font partie du Comité, et au nom de tous les députés de la Chambre des communes. Un grand nombre de nos électeurs ont été bloqués partout dans le monde à cause de la pandémie. Je peux parler au nom des électeurs de la circonscription de Dartmouth—Cole Harbour. En effet, nous avions de jeunes pompiers au Pérou et des personnes âgées en difficulté à bord du MS *Zaandam*. Je pense encore une fois que nous pouvons tous convenir que ces quelques mois ont été très éprouvants.

Chez nous, des familles ont éprouvé, à juste titre, beaucoup de crainte et d'anxiété pour leurs proches. Les frontières se fermaient, les transporteurs aériens cessaient leurs activités et c'était une période alarmante. Je tiens à prendre un moment pour remercier le personnel d'Affaires mondiales, le personnel consulaire et votre équipe. Je tiens particulièrement à remercier votre secrétaire parlementaire, Rob Oliphant et son équipe.

Notre bureau, tout comme les bureaux des 337 autres députés, a été inondé d'appels et de demandes de parents et d'électeurs dans

tous leurs états. Ce que votre groupe a réussi à accomplir est absolument incroyable. Je tiens également à remercier les membres du personnel de ma circonscription du travail qu'ils ont accompli en travaillant essentiellement à domicile. C'était absolument incroyable.

En tenant compte de la difficulté de ce processus auquel tout le personnel a participé, comment était-ce de négocier le passage sécuritaire et le débarquement éventuel de passagers pour ramener au pays des Canadiens qui se trouvaient dans des dizaines de pays différents? Pourriez-vous nous parler de certains des défis que vous et votre incroyable équipe avez dû relever?

• (1445)

L'hon. François-Philippe Champagne: Je vous remercie, monsieur Fisher.

Je crois que c'est tout à l'honneur de l'équipe, car c'était un travail d'équipe comme nous n'en avons jamais vu auparavant.

Comme je l'ai dit dans mon exposé, c'était le plus grand effort de rapatriement de l'histoire du Canada en temps de paix. Nous n'avons jamais pensé que nous devrions faire face à la fermeture des frontières, des aéroports et de l'espace aérien et que la loi martiale serait imposée dans certains pays dans lesquels nous devions aller chercher des gens.

J'aimerais seulement vous fournir quelques données qui vous feront réfléchir. Depuis le 13 mars, nous avons reçu 104 000 appels et 200 000 courriels. Cela vous donne une idée de la portée et de l'ampleur du travail que nous avons fait. Je crois que nous avons tiré de nombreuses leçons de cette expérience. Nous devons réfléchir à notre mode de fonctionnement, au rôle des consuls honoraires et à la manière dont nous avons réussi à faire cela.

Je dois ajouter que Mme Heather Jeffrey, qui est ici, ainsi que ma sous-ministre, Mme Morgan, ont fait un travail extraordinaire. Nous avons fait des choses que nous n'avions jamais faites auparavant. Par exemple, nous avons fait de la diplomatie par messages textes. J'ai réussi à faire sortir des gens du Pérou en envoyant des messages textes à mon homologue là-bas et en négociant des droits d'atterrissage. Nous avons réussi à faire sortir des gens du Maroc en envoyant des messages textes au ministre pour lui dire qu'il nous fallait un vol supplémentaire.

Lorsque j'ai créé le Groupe de coordination ministérielle sur la COVID-19, c'était vraiment pour essayer de relever ces défis ensemble. J'ai invité le Maroc et le Pérou à faire partie de notre groupe. En effet, notre pays, ceux de l'Union européenne et de nombreux autres pays faisaient face aux mêmes difficultés.

Encore une fois, j'aimerais remercier les personnes qui ont travaillé aux premières lignes et le personnel de nos ambassades. Tout le monde est devenu fonctionnaire consulaire. Nous avons fait le nécessaire et je suis extrêmement fier du travail accompli. À un certain moment, il y avait 600 personnes dans notre centre d'opérations. Cet effort a été vraiment extraordinaire et cela montre que lorsque nous le voulons, nous sommes capables de faire de grandes choses ensemble. Le mérite et la reconnaissance reviennent aux travailleurs de première ligne qui ont passé d'innombrables heures à aider d'autres Canadiens.

M. Darren Fisher: Veuillez les remercier pour moi, s'il vous plaît.

Les données laissent croire que les mesures qui ont été mises en œuvre au Canada fonctionnent bien. Manifestement, nous ne sommes pas encore sortis de l'auberge. Mais les gens commencent à parler de voyages internationaux. Des représentants des transporteurs aériens ont comparu devant le Comité hier.

Je commence à penser à nouveau aux voyages d'affaires et de loisirs. J'aimerais connaître votre avis sur le moment où cela pourrait être approprié et sur ce à quoi ces voyages pourraient ressembler dans le monde qui suivra la COVID-19 ou dans le cas d'une deuxième vague potentielle. Nous serons peut-être toujours dans un monde touché par la COVID-19.

L'hon. François-Philippe Champagne: Je vous remercie de votre question, monsieur Fisher. J'aimerais également remercier tous les parlementaires de leur travail.

Pour revenir à votre question précédente, c'était réellement le travail d'Équipe Canada. J'ai reçu le même nombre de questions de tous les côtés de la Chambre. Nous avons aidé tous les députés. Je crois qu'à un certain moment, je recevais 600 messages par jour de députés qui nous demandaient d'intervenir pour aider leurs électeurs, et je dois dire que c'était probablement l'un des moments dont nous sommes le plus fiers, car tous les parlementaires ont travaillé ensemble pour aider les Canadiens.

En ce qui concerne votre question sur les voyages, pas plus tard qu'hier, j'ai communiqué avec mon homologue allemand. Je me suis entretenu avec le haut représentant des Affaires étrangères de l'Union européenne, M. Josep Borrell, qui est mon collègue. Nous avons souvent parlé des mesures prises par l'Union européenne, par exemple, pour rouvrir les frontières.

Manifestement, en ce qui nous concerne, notre géographie nous oblige à prendre des mesures pour protéger la santé et la sécurité des Canadiens. C'est évidemment primordial, mais nous regardons aussi ce que font les autres pays. Comme vous le savez, nous avons été en communication avec nos homologues américains et européens. Nous examinons certaines des pratiques exemplaires qui ont été utilisées, par exemple, dans les pays nordiques et dans les pays Baltes, pour voir quelles mesures d'autres pays ont mises en œuvre.

Je suis également en communication avec les transporteurs aériens. Je comprends que la reprise des voyages internationaux est importante pour eux, et nous essayons donc d'équilibrer tous ces éléments. Toutefois, je peux vous assurer que nous protégeons d'abord et avant tout la santé et la sécurité des Canadiens, et que nous veillons à ce que tous les processus appropriés soient en place. Nous envisageons une réouverture graduelle le moment venu, mais cela fait actuellement l'objet d'une discussion entre les ministres des Affaires étrangères du monde entier.

• (1450)

M. Darren Fisher: Monsieur le ministre, mon temps est écoulé. Toutefois, je tiens à vous souhaiter un bon anniversaire ce jeudi, car vous célébrerez votre 50^e anniversaire de naissance. J'espère que vous aurez la chance d'avoir un peu de temps pour célébrer.

Je vous remercie beaucoup.

L'hon. François-Philippe Champagne: Je vous remercie, mon ami.

Le président: La parole est maintenant à M. Thériault.

[Français]

Monsieur Thériault, vous disposez de six minutes.

M. Luc Thériault: Je vous remercie, monsieur le président.

[Traduction]

L'hon. François-Philippe Champagne: Je vais juste prendre le temps de passer à l'autre langue, si cela ne vous dérange pas, monsieur le président.

Je maîtrise l'autre langue assez bien et je veux l'utiliser, mais mon système est un peu lent.

Je vous remercie.

Le président: Certainement. Vous vous en tirez très bien.

L'hon. François-Philippe Champagne: Je suis maintenant sur le canal de l'autre langue.

[Français]

Excuse-moi, monsieur Thériault.

M. Luc Thériault: Je suis certain que ce temps ne me sera pas compté par le président.

Comme l'a dit M. Fisher, la tâche était colossale, effectivement. Il a bien fait de remercier l'équipe de son bureau de circonscription. J'aimerais profiter de l'occasion pour le faire moi aussi.

Dans un point de presse que j'ai donné en janvier ou en février, je disais que les 338 députés devaient devenir des agents d'information pour aider les gens à traverser la crise. C'est littéralement ce qui s'est fait dans les 338 circonscriptions. C'était un travail colossal. Toutefois, rien n'est parfait. Il y a eu des ratés. Nous sommes ici pour trouver des solutions afin de ne pas refaire les mêmes erreurs. Nous ne devons pas être complaisants, car cela nous empêchera de relever correctement les autres défis qui nous guettent.

J'ai quatre ou cinq petites questions très précises et auxquelles les gens veulent encore des réponses.

Ma première question concerne les coûts pour les familles québécoises et canadiennes, notamment celles qui étaient en Afrique. Elles n'ont pu être rapatriées qu'à très grands frais et ont été contraintes d'acheter des billets d'avion à 5 000 \$. Les billets d'avion pour revenir de l'Inde, eux, coûtaient 3 500 \$. Pour une famille de quatre personnes, cela représente 14 000 \$ pour revenir de l'Inde et 20 000 \$ pour revenir d'Afrique. Ces citoyens ont dû s'endetter et hypothéquer une grande partie de leur avenir, un avenir qui était incertain à leur retour à cause des emplois perdus et de tout le reste. On commence à peine à redémarrer les choses. On leur demande de choisir entre s'endetter et rester en santé.

J'ai discuté avec Rémi Dion, qui était en Inde. Il a dit que les États-Unis offraient un crédit au nom du voyageur et que l'État s'organisait pour conclure une entente financière à son retour de voyage.

Comment se fait-il qu'on n'ait pas fonctionné de cette façon? Pourquoi n'a-t-on pas délesté les familles de toute cette charge?

L'hon. François-Philippe Champagne: Je vous remercie de votre question, monsieur Thériault.

Je voudrais souligner le travail de M. Bergeron, de Mme Alleslev et de M. Harris. Durant la pandémie, nous avons reçu des appels hebdomadaires pour régler les enjeux au fur et à mesure.

La question des coûts est évidemment importante. Dès le départ, nous nous sommes penchés sur cette question. Dans plusieurs cas de rapatriements d'urgence, la situation était la suivante: dans la plupart des pays, les compagnies aériennes qui coopéraient avec le Canada ne pouvaient pas embarquer de passagers à destination des pays d'Afrique ou de l'Inde. Vous l'avez d'ailleurs mentionné plus tôt.

Le prix du billet représentait finalement le prix d'un aller-retour. J'ai personnellement négocié avec Qatar Airways, par exemple. J'ai aussi parlé à des représentants d'Ethiopian Airlines, qui nous ont beaucoup aidés à permettre les rapatriements aux meilleurs coûts. Je peux vous assurer que, chaque fois, le gouvernement du Canada s'est engagé à les obtenir, dans les circonstances — j'insiste sur « dans les circonstances ». Il faut comprendre que, alors que les pays du monde tentaient de rapatrier leurs voyageurs, on faisait face à des conditions d'exploitation exceptionnelles. En effet, c'était même compliqué de trouver des transporteurs aériens qui voulaient se rendre là-bas. C'est pour cela que nous avons mis en place un prêt de 5 000 \$. Cela correspond à peu près à ce que les Américains ont fait. La plupart des pays ont procédé sur la base du remboursement des coûts, parce que le volume dépassait largement tout ce qu'on avait vu en matière de rapatriements des citoyens. Nous, nous l'avons fait au moyen d'un prêt. Certains l'ont fait à l'aide d'un crédit, mais la plupart des pays l'ont fait sur la base du remboursement des coûts.

• (1455)

M. Luc Thériault: Il fallait toutefois que les gens déboursent de l'argent, ce qui entraînait un stress économique. Les gens qui étaient incapables de le faire se voyaient dans l'obligation de rester là-bas.

L'hon. François-Philippe Champagne: Les gens avaient droit à un prêt. Selon les données que j'ai, nous avons émis 4 100 prêts. Nous avons prêté près de 14 millions de dollars aux gens. Ils pouvaient demander un prêt allant jusqu'à 5 000 \$ pour leurs besoins de première nécessité ou pour acheter un billet d'avion. Nous pouvons toujours nous améliorer, j'en conviens. Nous nous poserons toutes les questions nécessaires afin de faire mieux la prochaine fois. Cependant, en temps d'urgence, nous avons alloué plus de 4 000 prêts et nous avons réussi à rapatrier des gens de plus de 110 pays. C'était une opération d'une envergure sans précédent. Grâce à la coopération d'Air Canada, d'Air Transat, de Sunwing, de WestJet et des compagnies étrangères, nous y sommes parvenus, malgré des circonstances extrêmement difficiles. Amener l'appareil est la chose la plus facile à faire; amener les passagers à l'appareil est la partie la plus complexe de l'opération.

M. Luc Thériault: C'est très vrai, surtout lorsque certaines ambassades ne répondent ni par courriel ni par téléphone. Par exemple, M. Dion dit avoir reçu des courriels de l'Allemagne et d'autres ambassades, dont celle du Royaume-Uni, mais aucun de l'ambassade du Canada. Il y a donc quelque chose qui ne fonctionne pas très bien de ce côté non plus.

De nombreux citoyens sont toujours à l'étranger actuellement. C'est ce qui est important. Ils ont vu leur assurance voyage expirer durant la crise, et il n'y a aucune possibilité de la renouveler.

Comment comptez-vous indemniser ces gens pour les dépenses encourues, qui, dans certains cas, peuvent être importantes?

L'hon. François-Philippe Champagne: Comme vous le savez, monsieur Thériault, nous avons dit dès le départ que, malgré tous les efforts que nous pouvons consentir, nous ne serons pas en mesure de rapatrier tous les gens.

Notre opération de rapatriement est largement complétée. Nous avons réussi à rapatrier plus de 48 000 Canadiens. Cela s'ajoute à tous ceux qui sont revenus sur des vols commerciaux normaux. Nous essayons encore de rapatrier des gens dans certains pays. Nous travaillons avec nos alliés...

M. Luc Thériault: Je vous parle d'assurance voyage.

Certaines personnes sont encore à l'étranger, et elles sont incapables de revenir au Canada. Il y a des coûts...

[Traduction]

Le président: Monsieur Thériault, votre temps est écoulé.

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur Thériault, n'hésitez pas à m'appeler, je vous répondrai avec plaisir.

Le président: Merci, monsieur Thériault.

[Traduction]

La parole est maintenant à M. Davies. Il a six minutes.

M. Don Davies: Je vous remercie.

Je vous remercie, monsieur le ministre, de prendre le temps de comparaître devant notre comité.

Je n'avais pas prévu de poser une question sur ce sujet, mais puisque vous l'avez soulevé, je vous poserai donc une question, monsieur le ministre.

La situation d'un ministre des Affaires étrangères qui a des hypothèques détenues par une banque d'État d'un pays avec lequel il doit établir des relations diplomatiques soulève certaines questions. Reconnaissiez-vous que cette situation était problématique?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, depuis que je me suis lancé en politique, j'ai toujours divulgué cette information. J'ai effectivement pris, il y a de nombreuses années, une hypothèque avec une banque de Londres. C'est ce que j'ai divulgué, et j'ai toujours fait preuve de transparence à cet égard.

Comme je l'ai dit, afin d'éviter toute distraction — car nous sommes au beau milieu d'une crise, et je crois que les parlementaires ont d'autres choses à faire —, j'ai entièrement remboursé cette hypothèque et j'ai pris une hypothèque auprès d'une banque canadienne.

Je pense être transparent, car à titre d'avocat, je prends ma responsabilité éthique très au sérieux. J'ai lu l'esprit et la lettre de la loi, et j'ai toujours divulgué ce renseignement. Pour le compte rendu, il s'agit d'une banque de Londres avec des succursales à Londres avec laquelle j'ai fait affaire il y a de nombreuses années, avant d'entamer ma carrière politique. Depuis mon arrivée au Parlement, j'ai divulgué ce renseignement chaque année.

• (1500)

M. Don Davies: Je vous remercie.

Le président: Monsieur Davies, nous avons des problèmes avec votre audio. Pourriez-vous...?

M. Don Davies: Je vais essayer de faire cela.

Le président: Je vous remercie.

M. Don Davies: Je vous remercie, monsieur le ministre. Je n'ai rien à redire au sujet de votre transparence. C'est seulement la situation qui m'intriguait.

Monsieur le ministre, le 10 avril 2020, Affaires mondiales Canada a publié une déclaration officielle à l'appui de l'appel lancé le 23 mars par le secrétaire général des Nations unies en faveur d'un cessez le feu mondial dans le cadre de la pandémie de COVID-19. Toutefois, la veille, le ministère avait annoncé qu'il levait le moratoire sur les permis d'exportation d'armes vers l'Arabie saoudite. Bien entendu, ce moratoire avait été mis en œuvre après l'assassinat de Jamal Khashoggi, un chroniqueur du Washington Post, que le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a décrit comme étant une exécution préméditée, une exécution extrajudiciaire dont l'État d'Arabie saoudite est responsable...

[Français]

M. Luc Thériault: Monsieur le président, il n'y a pas d'interprétation depuis le début.

[Traduction]

Le président: Monsieur Davies, nous avons des problèmes avec l'audio, et nous n'entendons pas l'interprétation. Il me semble que c'est un problème avec la bande passante du réseau. Êtes-vous en mesure de libérer un peu votre réseau?

M. Don Davies: C'est le même que j'ai utilisé tout l'avant-midi, monsieur le président. Je parlais peut-être un peu rapidement. Si je pouvais être certain que mon temps [*Inaudible*], je pourrais terminer ma question.

Pour terminer ma question, monsieur le ministre, pourquoi votre gouvernement a-t-il décidé de lever ce moratoire au milieu d'une crise de santé publique?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, comme vous le savez, lorsque j'ai accepté cet emploi, nous avons fait deux ou trois choses. Le ministre des Finances — car je suis sûr que vous faites référence au contrat de General Dynamics Land Systems, GDLS — a renégoциé le contrat dont nous avons hérité et qui est en grande partie terminé, c'est-à-dire à plus de 50 %, afin d'améliorer les modalités pour permettre la divulgation. Je crois que les Canadiens ont le droit de savoir que le gouvernement du Canada devait payer des milliards de dollars.

En même temps, j'ai créé un groupe d'experts pour orienter les décisions des futurs ministres des Affaires étrangères à cet égard. Nous sommes maintenant partie prenante du Traité sur le commerce des armes et c'est mon devoir, mon rôle et ma ferme conviction que nous devons faire tout ce que nous pouvons pour respecter l'esprit de ce traité. Nous avons un groupe d'experts et nous travaillons actuellement avec nos partenaires internationaux pour créer un régime d'inspection qui veillera, lorsque nous prenons ces décisions, à ce que nous ayons accès aux meilleurs conseils possible, que nous menions de vastes consultations et que nous respections l'esprit et la loi dans le cadre de ce traité, qui est maintenant une loi canadienne.

Monsieur Davies, je suis d'avis que vous pouvez critiquer l'action, mais ce que j'ai dit, c'est que nous examinerons cela au cas par cas. J'aimerais vous référer au nombre de permis que j'ai approuvés, car vous constaterez que toutes ces approbations ont été faites conformément aux dispositions de la loi canadienne et à l'esprit du Traité sur le commerce des armes.

M. Don Davies: Oui, c'est le...

Le président: Monsieur Davies, encore une fois, nous avons des problèmes avec l'interprétation de votre côté. Pourriez-vous être très, très...? Je ne sais pas comment nous pouvons régler ce pro-

blème. Il semble que c'est un problème de bande passante, mais si vous pouvez parler très lentement et...

M. Don Davies: D'accord, je vais tenter de parler plus lentement. Est-ce que c'est mieux comme cela?

Le président: Oui, je vous remercie.

M. Don Davies: Monsieur le ministre, ce que je vous demande, cependant... Un jour, le Canada dit qu'il appuie l'appel des Nations unies pour un cessez-le-feu mondial et, en même temps, vous mettez fin à un moratoire, ce qui permet l'exportation de véhicules militaires vers l'Arabie saoudite, un pays qui, selon un groupe d'experts des Nations unies, cible la population civile de façon générale et systématique, ce qui constitue en fait un crime de guerre. Ne voyez-vous pas, monsieur le ministre, la contradiction que cela entraîne?

L'hon. François-Philippe Champagne: Je dirais que nous avons été transparents avec les Canadiens, parce que trois ou quatre jours avant... Je crois que le contrat modifié a été signé le 31 mars. Je pense qu'il était tout à fait approprié, dans le cadre de mon devoir de ministre des Affaires étrangères, de m'adresser d'abord aux Canadiens et d'être tout à fait transparent sur le contrat que le ministre des Finances avait renégoциé avec GDLS, et sur le type de mesures que j'ai mis en œuvre pour respecter l'esprit et la lettre de la loi au moment où le Canada signait le Traité sur le commerce des armes, c'est-à-dire le groupe d'experts que j'ai créé et les travaux concernant un régime d'inspection.

Si vous regardez le calendrier, monsieur Davies, vous pourrez voir la date à laquelle le contrat a été modifié. J'ai fait cela quelques jours après cette date, mais avant que les permis ne soient délivrés en ce qui concerne ce contrat.

• (1505)

M. Don Davies: J'aimerais maintenant aborder un autre sujet. Le gouvernement du Costa Rica a proposé que l'Organisation mondiale de la Santé établisse un mécanisme mondial de mise en commun des droits de propriété intellectuelle, des recherches et des données sur les technologies liées à la COVID-19. Ces mesures visent à garantir l'innovation ouverte et à soutenir la production de technologies liées à la COVID-19 qui seront également ouvertes à tous les pays du monde. Le gouvernement du Canada a-t-il fait une déclaration publique en faveur de cette initiative? Quel est votre avis sur ce sujet, monsieur le ministre?

L'hon. François-Philippe Champagne: On a beaucoup parlé, à l'échelle mondiale, du fait qu'un vaccin devrait être un bien public. C'est une initiative que les Canadiens et le Canada soutiennent. Je pense que même le premier ministre en a parlé. Nous sommes certainement conscients que, sur ce point, nous nous préoccupons des personnes les plus vulnérables dans le monde. Tant que le virus sera quelque part, nous serons tous en danger.

Le Canada est un chef de file dans le cadre de ces efforts. Vous vous souvenez peut-être de mon exposé. C'est moi qui ai dit que nous devons amplifier la voix des plus vulnérables, afin de veiller à ce que ce qui a commencé comme une crise sanitaire ne se transforme pas en une crise alimentaire, ce qui est probable ou pourrait se produire dans certaines régions du monde. Cela entraînerait une crise humanitaire.

Vous avez peut-être vu les montants que nous avons engagés lorsque nous étions à la conférence pour les annonces de contributions de Gavi, c'est-à-dire les montants que nous avons proposés pour renforcer le système de soins de santé dans de nombreux pays. Je crois certainement que le moment est venu pour le Canada de ne pas seulement prendre soin de nous, mais aussi de faire preuve de leadership dans le monde entier en ce qui concerne la crise de la COVID-19.

M. Don Davies: Je vous remercie.

Le président: Voilà ce qui conclut le premier tour.

La vidéoconférence doit absolument se terminer 30 minutes après l'heure. Je crois que le temps d'intervention pour le deuxième tour sera un peu écourté. Les interventions dureront quatre minutes plutôt que cinq minutes. Je crois que celles de M. Davies et de M. Desilets dureront deux minutes. Je vous remercie de votre aide.

Cela dit, c'est M. Kitchen qui commence notre second tour.

Monsieur Kitchen, allez-y, s'il vous plaît. Vous disposez de quatre minutes.

M. Robert Kitchen: Monsieur le ministre, je vous remercie de rester avec nous et de nous permettre de tenir ce second tour.

Monsieur le ministre, je vais revenir un peu brièvement sur l'une des questions de M. Thériault. Affaires mondiales Canada a toujours eu un mécanisme pour prêter de l'argent aux Canadiens qui sont coincés à l'étranger et qui sont en difficulté financière. Ces prêts doivent être remboursés au gouvernement dans les 30 jours suivant la réception d'une facture.

Je vais citer une question qui se trouve sur la page « Foire aux questions » du site Web d'Affaires mondiales Canada qui porte sur le Programme de prêts d'urgence COVID-19. « Je suis rentré au Canada en toute sécurité. Comment dois-je rembourser le prêt? » Je vais maintenant citer la réponse du gouvernement. « Affaires mondiales Canada met actuellement en place le processus de remboursement et fournira bientôt de plus amples informations. Il n'est pas possible de rembourser le prêt pour le moment ».

Monsieur le ministre, quand les gens devront-ils rembourser le prêt? Quand le processus sera-t-il mis en place?

L'hon. François-Philippe Champagne: Je vais certainement examiner la question. Je pense que Mme Jeffrey peut peut-être faire des commentaires là-dessus. Je ne suis pas au courant de cela, sur le site Web d'Affaires mondiales Canada. Je suis sûr que la sous-ministre ou Mme Jeffrey peuvent vous donner des éléments de réponse. Évidemment, nous voulons que les gens remboursent le prêt. Concernant votre question spécifique, à savoir pourquoi il y a cela dans la foire aux questions, je dois m'en remettre à nos fonctionnaires.

M. Robert Kitchen: Je demanderais alors aux fonctionnaires de nous envoyer la réponse par écrit, si possible. Je vous en serais reconnaissant.

L'hon. François-Philippe Champagne: Bien sûr.

M. Robert Kitchen: Vous avez dit également que les gens avaient essentiellement droit à cet argent pour revenir au pays en avion, et par conséquent, ils devraient pouvoir obtenir cet argent parce qu'ils en ont besoin pour payer un vol de retour. La plupart de ces Canadiens ont pris l'avion pour aller à l'étranger et ont déjà un vol de retour. Qui obtient le remboursement du vol de retour une fois qu'ils ont fait la demande?

L'hon. François-Philippe Champagne: Eh bien, c'est une question entre le voyageur et la compagnie de voyage ou la compagnie aérienne, quelle qu'elle soit. Ce que nous...

M. Robert Kitchen: Mais Affaires mondiales Canada a payé pour un vol supplémentaire; par conséquent, le gouvernement du Canada a payé un vol supplémentaire. Pourquoi le gouvernement du Canada ne s'attend-il pas à ce que quelqu'un rembourse ce vol?

L'hon. François-Philippe Champagne: Je tiens à dire, monsieur, que nous n'avons jamais payé pour un vol. Il incombait aux citoyens qui embarquaient sur nos vols de payer leurs billets.

Ce que le gouvernement du Canada a fait, c'est leur offrir un prêt. Il y avait des Canadiens en détresse dans certaines parties du monde. C'est fait selon le principe du recouvrement des coûts. Je peux vous donner le montant exact de nos dépenses jusqu'à maintenant. Nous avons un crédit pour rapatrier les Canadiens et jusqu'à maintenant, nous n'avons investi que 8,5 millions de dollars pour les vols. Nous offrons une certaine garantie minimale...

● (1510)

M. Robert Kitchen: Vous venez de dire que vous n'avez pas payé pour les vols.

L'hon. François-Philippe Champagne: Non, mais il y avait d'autres frais divers.

M. Robert Kitchen: Je vais passer à une autre question. Merci, monsieur le ministre.

Le 27 mai, un représentant de la Croix-Rouge a comparu devant notre comité. Lorsqu'on l'a interrogé sur l'aide que le Canada a fournie à d'autres pays concernant les fournitures, il a dit ceci: « Nous sommes également en partenariat avec Affaires mondiales Canada pour soutenir l'envoi et la réception de dons internationaux et d'équipements de protection ».

Pouvez-vous nous dire combien de dons le Canada a reçus jusqu'à maintenant?

L'hon. François-Philippe Champagne: Je sais que nous avons reçu des dons de la Chine et de Taïwan, mais je suis sûr que nous avons reçu de l'aide de nombreux pays.

Je peux vous dire, monsieur, que nous n'aurions pas été en mesure de rapatrier des milliers de Canadiens sans l'aide d'autres pays. Certains ont permis à des Canadiens d'embarquer sur leurs vols. D'autres ont ouvert leur espace aérien, et d'autres ont prolongé des visas, etc.

Je dirais que nous devons remercier beaucoup de gens qui ont aidé nos Canadiens.

M. Robert Kitchen: Nous parlons de l'EPI ici, et je me demande essentiellement quel type d'EPI a été donné, soit par la Croix-Rouge, soit par d'autres intermédiaires.

L'hon. François-Philippe Champagne: Si vous voulez l'information exacte, je devrai m'en remettre... Je pense que les choses que nous avons reçues, celles dont le Canada avait le plus besoin, c'étaient les masques, l'EPI et le désinfectant pour les mains. Vous avez raison. Nous avons collaboré avec la Croix-Rouge, car c'est la meilleure façon de procéder.

Si vous voulez les données exactes, je suis sûr que les fonctionnaires peuvent vous revenir là-dessus, monsieur, et vous fournir la ventilation exacte de ce que nous avons reçu.

Le président: D'accord.

M. Robert Kitchen: Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Kitchen.

M. Robert Kitchen: La Croix-Rouge a dit également, concernant l'acquisition d'EPI...

Le président: Monsieur Kitchen, votre temps est écoulé. Merci.

C'est maintenant au tour de Mme Jaczek.

Madame Jaczek, allez-y, s'il vous plaît. Vous disposez de quatre minutes.

Mme Helena Jaczek: Merci, monsieur le président. Je vais céder une partie de mon temps à Mme Sidhu.

Je veux tout d'abord remercier l'équipe du ministère des Affaires étrangères pour tous les efforts incroyables qu'elle a déployés pour le rapatriement. Les gens de ma circonscription vous sont très reconnaissants, et je pense que tous les Canadiens sont maintenant bien au courant du travail des services consulaires. Ceux d'entre nous qui ont voyagé à l'étranger ont souvent vu les conseils d'inscription auprès des services consulaires. Nous savons maintenant pourquoi, et je vous remercie donc très sincèrement.

Je veux également saluer spécialement Mme Morgan. Il y a un an, vous et moi étions dans le même groupe, à la Rotman School of Management, et je ne crois pas que nous aurions pu penser, à l'époque, que nous nous rencontrerions de cette façon.

Ma question porte sur l'aide internationale que le gouvernement a fournie. La ministre Karina Gould a fait un certain nombre d'annonces: une somme de 50 millions en aide internationale par l'intermédiaire de l'Organisation mondiale de la Santé et d'autres partenaires pour une aide bilatérale destinée aux pays en développement en réponse à la COVID-19. En fait, la liste est très longue.

Plus tôt aujourd'hui, l'un de nos témoins a exprimé certaines préoccupations quant au temps qu'il a fallu pour que les dons du Canada et de tout autre pays à l'ONU parviennent aux services de première ligne auxquels ils sont censés être destinés.

Je me demande si le Canada a un moyen de vérifier si l'aide se rend là où nous voulons qu'elle se rende.

L'hon. François-Philippe Champagne: Je vous remercie de vos bons mots. Je veux vraiment les transmettre à l'équipe. Je suis ravi que la sous-ministre Morgan soit ici pour transmettre vos bons mots à tous les membres de l'équipe. Ils ont vraiment fait tout le travail, et les députés ont été d'une grande aide.

Concernant le point que vous avez soulevé au sujet de l'aide, nous pouvons certainement examiner la question. Nous avons essayé de collaborer avec un certain nombre de partenaires multilatéraux, qu'il s'agisse de l'Afrique, des Caraïbes ou des îles du Pacifique. Comme vous le savez, la meilleure façon de fournir une partie de cette aide, c'est de passer par des organismes locaux. Nous avons travaillé avec l'Agence de l'énergie atomique, par exemple, pour fournir des trousseaux de dépistage dans les Caraïbes. Nous avons travaillé avec l'Organisation panaméricaine de la Santé pour fournir de l'équipement médical dans d'autres régions du monde, de sorte que nous collaborons avec des partenaires dans le monde entier. Je pense que d'autres collègues ont parlé de la Croix-Rouge. Nous collaborons avec ces partenaires, ce qui, selon nous, avec nos spécialistes, est la meilleure façon de fournir de l'aide. Je veux m'assurer que, comme vous l'avez dit, l'aide se rend là où elle est destinée.

J'ai parlé aux ministres des Affaires étrangères de, probablement, 130 pays ces dernières semaines et aucun n'a entendu dire que l'aide ne s'était pas rendue à l'endroit où elle était censée se rendre. Nous pouvons certainement examiner la question davantage, mais je dirais que ce qui compte... Comme vous le savez, rien n'est parfait lorsqu'on fait face à une crise. Je crois que certains collègues ont mentionné des moyens d'améliorer les choses. Nous allons certainement nous pencher sur la question. Nous allons examiner les pratiques exemplaires et ce que d'autres ont fait.

Nous devons faire le bilan de tout ce que nous avons fait pour déterminer comment nous pouvons mieux nous préparer à la prochaine crise, mais je pense certainement que nous avons travaillé avec des organisations internationales réputées.

Nous serons ravis de nous pencher sur toute affaire qui pourrait être révélée si d'autres témoins ont cerné des lacunes. Je serai plus qu'heureux d'en parler avec nos fonctionnaires pour voir ce qui a pu se passer.

● (1515)

Mme Helena Jaczek: Madame Sidhu.

Mme Sonia Sidhu: Je vous remercie de votre présence, monsieur le ministre. Comme l'ont fait mes collègues, je vous remercie, vous et toute l'équipe d'Affaires mondiales Canada, pour les efforts que vous avez déployés pour ramener des milliers de Canadiens au pays. Vous avez entendu la même chose lorsque vous avez participé à l'assemblée à Brampton de façon virtuelle.

Monsieur le ministre, ma question porte sur le rôle du Canada dans la réponse à la crise. Qu'est-ce qui a été accompli jusqu'à maintenant avec nos partenaires dans le monde pour lutter contre la COVID-19, en particulier sur le plan de la recherche pour trouver un vaccin? Comment pensez-vous que ces relations vont évoluer?

L'hon. François-Philippe Champagne: Je pense que pendant la crise, le Canada a montré son meilleur côté, et en temps de crise, le leadership est ce dont les gens vont se souvenir. Le premier ministre, par exemple, a participé à la réunion des Nations unies et à la conférence d'annonces de contributions pour l'Alliance GAVI. Lorsque l'Union européenne et le Japon demandent au Canada d'être présent, cela montre simplement la place qu'occupe le Canada dans le monde, le rôle qu'il peut jouer et l'influence qu'il peut exercer. Je pense que nous nous appuyerons sur cela et que nous avons créé des liens.

La réunion des ministres des Affaires étrangères qui portait sur la COVID, dont j'ai parlé dans ma déclaration préliminaire, n'est qu'un exemple du leadership dont nous avons fait preuve. Nous avons constaté que nous devons améliorer notre coordination, apprendre les uns des autres et regarder vers l'avenir. Je dois dire que je ne suis pas peu fier que nous ayons eu notre neuvième appel. Si l'on regarde l'histoire du Canada, il n'est pas vraiment courant que le Canada discute presque chaque semaine avec des pays comme la Corée du Sud, Singapour, l'Afrique du Sud et le Brésil. Nous essayons de nous assurer que nous tenons compte de ce qui se passe et de voir comment nous pouvons collaborer. Nous parlons de ponts aériens, de chaînes d'approvisionnement et d'opérations de transit. Nous essayons de faire bouger les choses bien concrètement pour les gens.

Au bout du compte, les Canadiens s'attendent à ce que nous relevions le défi. Je suis heureux de dire que nous avons pu travailler avec les députés d'une manière qui, je pense, met très bien en lumière ce que les parlementaires peuvent accomplir lorsqu'ils collaborent.

Le président: Merci, madame Sidhu.

Monsieur Genuis, allez-y, s'il vous plaît. Vous disposez de quatre minutes.

M. Garnett Genuis: J'invoque le Règlement, monsieur le président, avant de commencer. Ai-je quatre ou cinq minutes à ma disposition?

Le président: Vous disposez de quatre minutes. Nous devons réduire le temps d'intervention. Nous devons absolument nous arrêter à 15 h 30.

M. Garnett Genuis: D'accord. Eh bien, monsieur le président, après les interruptions répétées, je suis déçu d'entendre que nous ne disposons pas du temps que nous avons normalement.

Monsieur le ministre, en ce qui concerne la COVID-19, je pense que l'une des principales questions de politique étrangère ici, c'est qu'un nouveau virus est apparu en Chine, où il y a eu un camouflage imposé par l'État incluant la suppression intentionnelle des discussions sur le virus dans les médias sociaux. Souscrivez-vous à cette évaluation?

L'hon. François-Philippe Champagne: Je suis très préoccupé par la désinformation, ce que je crois avoir dit au début. Je pense que nous avons vu certains acteurs étatiques et non étatiques essayer d'influencer l'opinion publique par la désinformation. Je peux vous assurer que c'est un sujet dont nous parlons au Groupe des cinq. Nous en avons parlé au G7, et nous en parlons avec un certain nombre de ministres des Affaires étrangères. Nous sommes très conscients de ce que certains acteurs étatiques et non étatiques tentent de faire croire dans cette crise. Nous collaborons en sachant bien...

M. Garnett Genuis: Excusez-moi, monsieur le ministre, mais précisez mon temps est limité, je pourrais peut-être être un peu plus précis.

Que pensez-vous de la réponse du gouvernement chinois au début? Nous ne parlons pas de lutte contre la désinformation. Nous parlons d'un système de suivi et d'élimination de tout commentaire des médias sociaux chinois qui soulève des inquiétudes quant à l'apparition d'un nouveau virus. Il y a une pandémie parce que l'État chinois supprimait des discussions qui auraient pu favoriser une réponse plus précoce.

L'hon. François-Philippe Champagne: Vous savez, je pense que vous avez raison de dire qu'il faudra poser des questions. Cela fait partie de ce que nous avons soutenu — à l'Organisation mondiale de la Santé, par exemple — pour dire que des questions difficiles devront être posées. Je ne veux pas préjuger des conclusions, mais je peux vous assurer que nous sommes au cœur des discussions avec nos partenaires du Groupe des cinq, les pays du G7 et l'Australie pour voir comment nous pouvons améliorer le système, le système d'alerte, le leadership et le financement des organisations dont nous avons besoin pour prévenir la prochaine crise.

M. Garnett Genuis: Monsieur le ministre, je n'ai pas vraiment obtenu de réponse à ma dernière question. Vous parlez de l'enquête internationale. Je vous interroge sur la réponse initiale du gouvernement chinois à l'échelle nationale, qui, je pense, n'a pas été analysée

de manière critique ou critiquée par l'Organisation mondiale de la Santé dans la mesure où elle aurait dû l'être.

L'enquête doit-elle inclure un examen de la réponse nationale de l'État chinois, et en particulier de la suppression des informations sur le virus?

• (1520)

L'hon. François-Philippe Champagne: Je dirais que des pays du monde entier veulent obtenir des réponses à un certain nombre de questions. Je ne veux pas préjuger de la portée de l'examen, nécessairement, mais je pense que vous avez tout à fait raison de dire qu'il faut poser des questions. J'ai été franc. Je l'ai dit dès le premier jour. J'ai dit en privé et en public que des questions difficiles devront être posées. Les Canadiens et la communauté internationale méritent d'obtenir des réponses. Il s'agit d'une pandémie mondiale. Elle touche tout le monde. Elle a des répercussions sur notre mode de vie. C'est pourquoi nous avons apporté notre soutien dès le départ.

Vous n'étiez peut-être pas là, mais je peux vous assurer que lorsque ces discussions ont eu lieu, le Canada était présent. Nous avons certainement soutenu l'idée qu'une enquête soit menée pour que la lumière soit faite sur tout cela.

M. Garnett Genuis: Je vous remercie, monsieur le ministre. Je suis au courant du texte de la résolution prise par l'Assemblée mondiale de la Santé.

Je veux passer à un autre sujet. Je vous ai interrogé à propos de la situation au Xinjiang. J'aimerais creuser un peu plus le sujet, car vous n'avez pas répondu à la question concernant le génocide. J'aimerais savoir si le gouvernement envisage d'imposer des sanctions Magnitski à ceux qui ont pris part à des violations graves des droits de la personne à Hong Kong, au Xinjiang ou ailleurs en République populaire de Chine.

L'hon. François-Philippe Champagne: Je vous ai déjà dit, monsieur Genuis, que les droits de la personne, que ce soit au Xinjiang ou à Hong Kong... Vous m'avez entendu m'exprimer assez fortement en ce qui concerne Hong Kong. Nous avons fait trois déclarations. La première, nous l'avons faite conjointement avec l'Australie et le Royaume-Uni...

M. Garnett Genuis: Monsieur le ministre, mon temps est presque écoulé, alors, pouvez-vous répondre à la question des sanctions Magnitski? C'était une question précise. Nous allons manquer de temps. Est-ce que le gouvernement envisage d'imposer des sanctions Magnitski à ceux qui sont responsables de graves violations des droits de la personne en Chine? Oui ou non?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur Genuis, pour répondre à votre question, je dirai que le Canada joue un rôle de premier plan dans la défense des droits de la personne dans le monde. Cela inclut la Chine...

M. Garnett Genuis: Le gouvernement imposera-t-il, oui ou non, des sanctions Magnitski?

L'hon. François-Philippe Champagne: ... et cela inclut Hong Kong. Nous allons continuer...

M. Garnett Genuis: Le gouvernement imposera-t-il, oui ou non, des sanctions Magnitski?

L'hon. François-Philippe Champagne: ... de défendre les droits de la personne partout dans le monde. Je vous remercie d'avoir soulevé...

M. Garnett Genuis: Vous ne répondez pas à la question, monsieur le ministre.

L'hon. François-Philippe Champagne: Non, mais je vous remercie d'avoir posé ces questions et de soulever...

M. Garnett Genuis: Oui ou non?

L'hon. François-Philippe Champagne: ... cela, car nous sommes sur la même longueur d'onde.

Le président: Merci, monsieur Genuis.

M. Garnett Genuis: Envisagez-vous d'imposer des sanctions Magnitski? Oui ou non?

Le président: Je vous remercie, monsieur Genuis. Votre temps est écoulé.

La parole est maintenant...

M. Garnett Genuis: C'est clair, je pense.

Merci, monsieur le ministre.

Le président: La parole est maintenant à M. Van Bynen, et ensuite ce sera au tour de M. Powlowski. Vous disposez de quatre minutes. Vous allez devoir gérer votre temps.

Allez-y, monsieur Van Bynen.

M. Tony Van Bynen: Merci, monsieur le président.

Je tiens à vous remercier, monsieur le ministre, ainsi que votre équipe, pour le travail sans relâche qu'accomplit Affaires mondiales Canada et pour ce que ce ministère a fait et continue de faire afin de ramener des Canadiens au pays durant cette période difficile.

Dans quelle mesure est-ce que la pandémie a eu une incidence sur la présence diplomatique du Canada dans le monde? Le personnel diplomatique est le visage du Canada dans le monde, alors il serait bien de savoir combien de membres de ce personnel sont revenus au Canada, combien sont restés à l'étranger et quels sont les plans en vue d'un retour à la normale au cours des prochains mois et des prochaines années, car nos services consulaires sont d'une importance vitale pour les Canadiens à l'étranger.

L'hon. François-Philippe Champagne: J'aimerais prendre un instant pour remercier, comme tous les parlementaires souhaitent le faire, je pense, le personnel de première ligne. Certains des membres de ce personnel ont dû offrir de l'aide à des Canadiens en ces temps extraordinaires. Certains d'entre eux faisaient face à des restrictions visant les déplacements destinées à assurer la santé et la sécurité. Je pense à certains de nos collègues en Amérique du Sud et dans certaines régions de l'Europe qui ont fait plus que leur devoir pour aider des Canadiens.

La sous-ministre et moi-même avons élaboré un plan. Il est essentiel que nous veillions à la santé et à la sécurité de nos employés et que nous respections notre obligation de nous occuper d'eux. Nous envisageons de reprendre graduellement la rotation habituelle, afin de nous assurer que nos ambassades et nos missions soient dotées des effectifs dont elles ont besoin.

Pour répondre à une question qu'a posée antérieurement M. Thériault, je dirais que, lorsque des personnes obtenaient des réponses de la part d'autres missions, c'est parce que nous nous serons les coudes. Durant une crise comme celle que nous vivons actuellement, nous utilisons les ressources à notre disposition, peu importe où elles se trouvent, pour nous assurer de bien servir les Canadiens. Notre objectif principal est de reprendre les activités normales dès

qu'il sera sécuritaire de le faire, tout en déterminant si nous pouvons reprendre la rotation habituelle des employés consulaires. Nous allons prendre des décisions au cas par cas, et je dirais même région par région.

Je peux vous assurer que nous nous penchons là-dessus, car je sais que les Canadiens comptent sur nous. Nous faisons tout notre possible pour fournir des services consulaires de différentes façons. Nous savons que des Canadiens sont toujours pris à l'étranger, et nous faisons tout en notre pouvoir pour les aider sur le plan des médicaments et des soins de santé mentale. Nous tenons à être là pour eux. Nous sommes là pour eux depuis le premier jour, et nous continuerons de l'être.

• (1525)

M. Tony Van Bynen: Merci.

Le président: Monsieur Powlowski, vous disposez d'une minute et 40 secondes.

M. Marcus Powlowski: Je vais essayer d'être bref.

Monsieur le ministre, nous avons entendu aujourd'hui d'excellents témoins, qui nous ont montré que nous pouvons en apprendre beaucoup de certains pays relativement à la gestion de la pandémie et que notre pays est plus fort s'il collabore avec d'autres États. En outre, nous savons que, tant qu'il y aura des foyers de contamination ailleurs dans le monde, il y aura des répercussions, et nous devrons faire face à de nouveaux cas au Canada.

La coopération à l'échelle mondiale en ce qui a trait à la pandémie est fondamentale à mon avis pour tous les pays afin de gérer cette crise. Pourtant, un témoin nous a mentionné aujourd'hui que le financement de base de l'OMS est inférieur au financement dont disposent certains grands hôpitaux aux États-Unis. Seriez-vous prêts à envisager une augmentation de la contribution du Canada à l'OMS et à encourager d'autres pays à hausser également leur contribution dans l'avenir?

L'hon. François-Philippe Champagne: Premièrement, permettez-moi de vous remercier pour le travail fantastique que vous accomplissez. En tant que collègue, j'ai appris récemment ce que vous faites. Vous accomplissez un travail extraordinaire dans bien des endroits dans le monde. Vous contribuez à améliorer les choses en ce moment, et vous l'avez fait également lorsque vous pratiquiez la médecine.

Il est certain que cela fait partie de l'examen, comme je l'ai dit à M. Genuis. C'est au cœur de l'examen au sujet du système d'alerte des missions et du financement de ces organismes. Si nous voulons qu'ils soient en mesure de prévenir une nouvelle crise, en présumant qu'il s'agisse d'une crise sanitaire, nous devons être présents et jouer un rôle actif, et c'est ce que nous continuerons de faire dans le cadre de cet examen.

Le financement de ces organismes est certes prioritaire à nos yeux, afin d'assurer la santé et la sécurité des Canadiens, mais également du reste de la population mondiale. Cela fera partie de l'examen. Je n'exclus rien en ce moment. Nous voulons améliorer les choses.

Le président: Merci, monsieur Powlowski.

La parole est maintenant à M. Desilets.

Monsieur Desilets, vous disposez de deux minutes. Je vais devoir être très strict en ce qui concerne le temps de parole. Allez-y.

[Français]

M. Luc Thériault: C'est moi qui prends la parole, monsieur le président, si vous n'y voyez pas d'objection.

Monsieur le ministre, j'ai une question qui demandera une réponse claire par « oui », « non » ou « peut-être », compte tenu du temps.

Tantôt, à la dernière question, j'ai demandé si vous étiez disposé ou non à indemniser les personnes que vous n'avez pas pu rapatrier, dont l'assurance voyage est expirée et qui auront eu des dépenses médicales importantes. Y êtes-vous ouvert?

L'hon. François-Philippe Champagne: La nature de la relation entre un assuré et un assureur est privée. Ce que nous avons fait, c'est un rapatriement d'urgence pour aider les Canadiens.

M. Luc Thériault: Ce n'est pas cela, ma question.

L'hon. François-Philippe Champagne: Je comprends votre question, mais...

M. Luc Thériault: Je vous ai dit que vous n'étiez pas capables de les rapatrier, qu'ils n'avaient plus d'assurance et qu'ils auraient à déboursier des frais médicaux. Êtes-vous disposé à les indemniser? Répondez par « oui », « non » ou « peut-être ».

L'hon. François-Philippe Champagne: Si vous pensez à des gens qui sont encore dans cette situation, monsieur Thériault, je vous invite à m'en faire part et à me dire où ils sont, parce que nous rapatrions encore des gens. À ma connaissance, nous avons rapatrié la vaste majorité des Canadiens. Notre opération est largement complétée, mais, si des gens ont encore besoin de notre aide, je vous invite à m'écrire et nous regarderons certainement comment faire pour les ramener au Canada.

M. Luc Thériault: Êtes-vous en train de me dire qu'il n'y a plus personne à rapatrier?

L'hon. François-Philippe Champagne: Je vous inviterais à regarder du côté de l'Union européenne, par exemple, qui a terminé son opération de rapatriement il y a des semaines. Le Canada continue son opération, et il est l'un des rares pays qui continuent ses rapatriements d'urgence dans le monde. Nous en ferons tant que ce sera nécessaire. Cependant, si vous avez connaissance de gens qui ont besoin d'aide, dites-le-nous et nous verrons ce que nous pouvons faire pour les aider.

M. Luc Thériault: J'espère que c'est une réponse claire pour l'ensemble des députés. Ils pourront aussi vous appeler.

L'hon. François-Philippe Champagne: Tout à fait.

En temps de crise, je recevais 600 messages par jour. J'ai donc répondu à plusieurs députés. Si des gens ont connaissance de certains cas, je vous invite à m'en faire part encore. Nous aidons encore les gens, soit sur place, soit pour les rapatrier.

M. Luc Thériault: Pourquoi ne pas avoir profité du fait qu'au Népal — c'est probablement le cas dans d'autres pays —, il y a des coordonnateurs d'urgence, des bénévoles répartis sur le territoire pour intervenir dans des situations d'urgence?

On sait que, dès le déclenchement de la crise, une intervention rapide aurait pu permettre à ces voyageurs de revenir au Canada avant la fermeture des espaces aériens. Plus d'une soixantaine de personnes sont encore coincées dans ce pays. Comment expliquez-vous qu'il n'y ait pas eu ce déploiement?

L'hon. François-Philippe Champagne: C'est très facile à expliquer, monsieur Thériault. Nous avons organisé un vol, et les auto-

rités ont changé d'idée à la dernière minute, ce qui nous a obligés à recommencer toute l'opération de rapatriement. Nous avions un plan en place, mais, comme je vous l'ai dit, les plans changent régulièrement en fonction des restrictions imposées. Je suis tout à fait au courant du cas du Népal. C'est de cette façon que nous avons dû travailler avec Qatar Airways pour ramener les gens au pays.

• (1530)

M. Luc Thériault: Je vous remercie.

L'hon. François-Philippe Champagne: Merci à vous.

[Traduction]

Le président: Merci, monsieur Thériault.

La parole est maintenant à M. Davies pour deux minutes. Je le répète, je vais devoir être assez strict quant au temps de parole.

Allez-y, monsieur Davies.

M. Don Davies: Monsieur le ministre, le 29 mai, Donald Trump a annoncé que les États-Unis allaient couper tous leurs liens avec l'Organisation mondiale de la Santé. Quelle est la position du Canada en ce qui concerne cette annonce et avez-vous fait part de cette position à votre homologue américain?

L'hon. François-Philippe Champagne: Pouvez-vous répéter, monsieur Davies? Pardonnez-moi, mais je n'ai pas entièrement compris votre question. J'essayais de changer la langue de l'interprétation pendant que vous parliez.

M. Don Davies: Je vais recommencer sans la vidéo.

Le 29 mai, Donald Trump a annoncé que les États-Unis allaient couper tous leurs liens avec l'Organisation mondiale de la Santé. Quelle est la position du Canada en ce qui concerne cette annonce et avez-vous communiqué cette position à votre homologue américain?

L'hon. François-Philippe Champagne: Nous croyons en l'Organisation mondiale de la Santé. Nous estimons qu'elle effectue un travail important. À notre avis, nous ne devrions pas nuire à un organisme qui fournit des données et un soutien essentiels à de nombreux pays dans le monde. C'est ce qu'ont exprimé également des collègues en Afrique, au Moyen-Orient, dans les Caraïbes et dans les îles du Pacifique. Nous allons continuer de collaborer avec l'OMS.

Comme je l'ai dit, le temps viendra où nous devons poser des questions difficiles, mais ce n'est pas le moment de le faire. À l'heure actuelle, nous devons appuyer cet organisme qui aide des millions de personnes dans le monde pendant cette pandémie.

M. Don Davies: En ce qui a trait au siège au Conseil de sécurité des Nations unies, le Canada a obtenu moins de votes cette fois-ci que le gouvernement Harper en avait obtenus lorsque sa demande a été rejetée en 2010. Est-ce que cette tendance traduit quoi que ce soit à propos de la politique étrangère du Canada, et si tel est le cas, de quoi s'agit-il?

L'hon. François-Philippe Champagne: Nous avons bien entendu tiré des enseignements, monsieur Davies, mais je ne crois pas qu'il s'agit d'un rejet de nos principes fondamentaux, si on pense à l'égalité des sexes, au changement climatique, à la sécurité économique et au multilatéralisme. Je crois fermement aux valeurs, aux principes et aux droits de la personne que nous défendons. Nos leurs et nos principes méritent d'être défendus, et nous continuerons de les défendre au sein du G7, du G20 et de la francophonie.

Je pense qu'il est juste pour le Canada de défendre ses valeurs et ses principes, notamment les droits de la personne. Je peux vous dire que nous avons formé une nouvelle alliance. Nous avons renoué avec des pays avec lesquels nous n'avions plus de relation depuis un certain temps. Cela nous sera profitable pendant bien des années. Je suis encouragé par les propos tenus par des ministres des Affaires étrangères d'un peu partout dans le monde. Nous allons continuer à être en relation avec le reste du monde, à défendre nos convictions et à améliorer la vie des habitants de la planète.

Le président: Merci, monsieur Davies.

Cela met fin à la période des questions. Je vous remercie tous. Nous avons dépassé notre temps, mais les interprètes nous ont généreusement accordé quelques minutes supplémentaires.

Je vous remercie, monsieur le ministre, d'avoir comparu devant le Comité.

L'hon. François-Philippe Champagne: Je vous remercie, monsieur.

Le président: Nous sommes heureux d'avoir eu l'occasion de nous entretenir avec vous et nous vous sommes reconnaissants d'avoir accepté de rester avec nous plus longtemps. Nous vous en remercions.

Je remercie également les membres du Comité.

Je remercie bien sûr les interprètes. Vous avez encore une fois travaillé très consciencieusement, malgré certaines difficultés. Je vous remercie d'être restés plus tard.

Nous avons une petite affaire à traiter. Un budget provisoire a été distribué à tous les membres du Comité. Si tout le monde en a pris

connaissance et est disposé à passer au vote pour l'adopter, alors, nous pourrions peut-être faire cela incessamment.

Le Comité souhaite-t-il adopter ce budget?

M. Don Davies: Monsieur le président, je propose que nous procédions à l'adoption du budget.

Le président: Merci, monsieur Davies.

Puisqu'il n'y a pas de commentaires, nous allons passer au vote.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, puisqu'il s'agit d'une question qui concerne les travaux du Comité, je présume que vous voulez que je quitte la réunion.

Le président: Nous ne souhaitons pas que vous quittiez la réunion, mais vous pouvez certes le faire. Cela concerne les travaux du Comité, et nous allons terminer très bientôt.

• (1535)

L'hon. François-Philippe Champagne: D'accord.

Je vous remercie tous.

Le président: Merci.

(La motion est adoptée par 11 voix contre 0. [Voir le Procès-verbal])

Le président: Encore une fois, je remercie beaucoup tous les membres du Comité.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>